

Huitième année
No. 146 (7)
Décembre 1931

La Fédération Balkanique

Organe
des peuples opprimés
et minorités nationales
des Balkans

paraissant tous les deux mois



Adresse: Rhein-Main-Druck, A-G.,
Frankfurt am Main, Allemagne,
Große Friedeberger Straße 32

828
2497

Sommaire :

	Page
Branko Berg: „Elections“ en Yougoslavie	1
Ivan Péritch: La grotesque comédie de la dictature grand-serbe	4
L'opinion publique progressive d'Europe stigmatise la dictature militaire fasciste en Yougoslavie	6
Stephan Karachévitch: Renforcement catastrophal de la crise économique en Yougoslavie	8
Kosta Novakovitch: La colonisation et serbisation de Kossovo. (suite du No. 6)	11
T. V. Borilovitch: La débâcle de l'économie paysanne dans les Balkans	13
G. Bakaloff: Notre héritage révolutionnaire	18
V. C. Valnitski: La situation dans l'Ukraine occidentale	20
Kurt Konrad: La question nationale en Tchécoslovaquie	23
Dinu Pribegie: La conversion des dettes agricoles en Roumanie	26
K. Dentritis: La lutte de libération du peuple de Chypre	28
D. Iv.: Le nouveau «gouvernement du bloc populaire de Bulgarie» sans masque	30
K. Gripos: Pages historiques du mouvement socialiste en Macédoine	31
 LE MOUVEMENT NATIONAL RÉVOLUTIONNAIRE AUX BALKANS.	
Protestation contre la terreur et les persécutions vis-à-vis des masses macédoniennes en Bulgarie	34
Protestation contre l'oppression nationale en Dobroudja	36
BIBLIOGRAPHIE	38
CHRONIQUE	39

PRIX D'ABONNEMENT

Un an: 15 frs fr; 3.— frs suisses; 4.50 Sh; 1.— dollar; 2.50 RM.
Six mois: 8 frs fr; 1.50 frs suisses; 2.25 Sh; 0.50 dollar; 1.50 RM.
Numéro: 3 frs fr; 0.60 frs suisses; 0.80 Sh; 0.20 dollar; 0.50 RM.

Adresse pour lettres simples ou chargées et mandats-postaux:
Rhein-Main-Druck, A-G., Frankfurt am Main, Allemagne,
Große Friedebergerstraße 32

LA FEDERATION BALKANIQUE

Organe des Peuples Opprimés et
Minorités Nationales des Balkans.

VIII. année

Francfort, Décembre 1931

No. 146 (7)

«Elections» en Yougoslavie.

par Branko Berg

(Impressions de voyage d'un journaliste étranger.)

Elections à Zagreb. Les rues désertes sont parcourues par des patrouilles de policiers de 5—6 hommes l'arme au bras, et plus tard dans l'après-midi par des groupes de fonctionnaires d'Etat, se rendant aux urnes sous la conduite de leurs supérieurs. Il pleut. Ce n'est que vers le soir que les rues deviennent plus animées. La Zrinjevac et la Gunduliceva ulica sont pleines de monde, en majorité des petits bourgeois. Une atmosphère d'impatience et d'attente pèse sur les masses. J'avais ressenti la même impression le 6 mars 1930 sur la Place Wenzel à Prague. Vers 9 heures tout le monde se rassemble dans la Gunduliceva pour se disperser tout de suite après. Rien. Des bribes de conversations voltigent dans l'air «Explosion de bombe? ...» «Provocation policière? ...» «Arrestations d'officiers à Belgrade? ...?», «Matchek et Trumbitch arrêtés»... Abstention ... Résultats officiels des élections...

Les rapports officiels mensongers de l'agence Avala parlant «d'une participation électorale de 60—70%» ne sont pas encore connus. Pas davantage les démonstrations héroïques des étudiants de Belgrade contre la dictature sanglante. Ce que je vois, ce que j'entends confirme ce que j'ai entendu pendant mon séjour de plusieurs semaines dans le pays de la dictature militaire sanglante, *partout* — dans les petites villes de Croatie, dans les villages serbes, dans les caves de Raguse, dans les rôtisseries turques de Sarajevo ou dans les faubourgs de Belgrade: «Personne ne va voter, seulement les fonctionnaires et les pensionnés d'Etat, et ils doivent le faire sous peine de sanctions, car les élections sont publiques.»

Pour obtenir un tableau de l'état d'esprit populaire, considérons la campagne électorale dans un district électoral. Prenons par exemple l'île *Curzola en Dalmatie*, dont l'industrie de la pierre et de construction de navires n'a jusqu'à présent que peu souffert de la crise. Dans cette île, où il n'y a pas de communiste, deux candidats gouvernementaux, un avocat *Dr. Grbin* de Zagreb et l'ancien député radical *Kunjasitch*, maire de Blatno, se présentèrent afin de simuler une lutte électorale. Toute la lutte électorale s'agit sur une question politique d'importance mondiale, à savoir si une route faisant le tour de l'île doit être construite (point de vue *Grbin*) ou bien si au lieu de cette route on ne ferait pas mieux d'ériger une exposition de la compagnie du district de Blatno (programme électoral de *Kunjasitch*). *Qu'en dit le peuple?* Les paysans de *Zernovo* à *Curzola* me disent que sur une production de vin de 150 wagons, *ils n'en peuvent vendre que 10-20 aux prix de 1-1,5 dinars le litre*, parce qu'à la vente il faut payer 2,50 dinars d'impôt par litre. Il ajoute que *Dr. Grbin* qui est natif du pays est le fils d'un «espion italien».

Quel est l'aspect des réunions électorales du *Dr. Grbin*? Dans son village natal, 26 personnes, à *Racice 15*, à *Pupnat 3* et à *Lumbarda* personne. Et les villages précités sont des agglomérations de plus de 1000 habitants. Dans la ville de *Curzola* qui comprend 1400 électeurs, 1200 dont de nombreux fonctionnaires signèrent la liste croate que les partisans locaux de *Raditch* avaient dressée de leur propre initiative. Cette liste ne pouvait en tous cas être valable, 80 000 signatures ayant été nécessaires. A la réunion de *Grbin* participèrent exactement 48 personnes dont trente au moins étaient des fonctionnaires d'Etat. L'accueil fut glacial, mais l'état d'esprit n'alla cependant pas jusqu'à «l'enthousiasme» de la réunion de *Karlo Kovatchevitch*, l'homme de confiance du gouvernement dans son pays natal, en Croatie où les paysans le sortirent au cri de «Vive le roi» et le mirent à mal au point qu'on dut le transférer à l'hôpital!

L'adversaire de *Grbin* est également un personnage digne de la liste gouvernementale de *Jivkovitch*. C'est un secret de polichinelle qu'il a fait des affaires s'élevant à plusieurs millions par la corruption électorale, de même que nul n'ignore que son suppléant le notaire *Luka Bona* vola pendant le coup d'Etat de l'or venu d'Albanie. *Kunasitch* a un passé «d'activité parlementaire» plein de succès. Lors des élections de 1925 chacun de ses partisans reçut 10 balles (autrefois en Yougoslavie on votait avec des balles) et Monsieur *Kunasitch* obtint une majorité radicale à *Blatno*. Pour les élections de 1931 *Kunasitch* parvint même à faire des miracles. En effet, il fit ressusciter tous les électeurs décédés depuis deux ans à *Blatno*, en tout 300 hommes, et ses partisans allèrent le 8 novembre

voter aussi au nom des morts pour le royaume yougoslave homogène. Le tribunal rejeta la protestation de l'avocat Ivo Siparovitch contre cette curieuse résurrection des morts. Inutile d'ajouter que ce fut Kunasitch qui fut élu; il s'était en effet montré «le plus capable».

L'exemple de Curzola est typique pour toute la Yougoslavie.

Le pays est à la veille d'une catastrophe économique. L'industrie du bois, la base de toutes les autres industries de Yougoslavie est complètement ruinée. Des 170 scieries de Bosnie et d'Herzégovine, deux seulement ont travaillé cette année. Les entreprises de l'Etat «Sipast» travaillent à perte. Aux centaines de milles de chômeurs qui ne reçoivent aucun secours s'ajoutent des milliers de paysans dont la récolte a été détruite par la sécheresse et qui sont venus dans les villes pour tenter d'y trouver du travail. Lorsque je parlai à un des paysans du chômage en Allemagne et en Tchécoslovaquie, il me répondit: «Si en Allemagne il y a cinq millions de chômeurs, il y en a alors chez nous 6 millions, car la moitié des habitants de Yougoslavie souffre de la famine!»

La catastrophe économique à laquelle la dictature militaire fasciste a conduit le pays se démontre clairement par la situation financière. La chute de la livre sterling frappa la Yougoslavie d'une manière inattendue et accentua encore la crise financière du pays. De nombreuses banques de première importance se déclarèrent en quelques heures incapables d'effectuer les paiements. Mais toutes les nouvelles sur ce point sont sévèrement interdites. La Prva Stedionica, la plus grande banque de Yougoslavie, l'«Union Bank», la Banque agraire de l'Etat etc. . . . sont tombées dans le sommeil de la Belle au Bois Dormant depuis la chute de la livre.

L'agriculture yougoslave dont vivent 72 % de la population offre un tableau de désolation. 13 millions d'hectares de terres cultivables forment la base de la fortune nationale yougoslave. Ces terres qui en 1928 représentaient une valeur de 600 milliards ne représentent plus aujourd'hui qu'à peine 150 milliards de dinars.

Rien ne montre davantage l'incapacité de la dictature que ce qu'un expert en céréales de Belgrade me rapporta au sujet du monopole des céréales. Lorsque le mécontentement des paysans sur les bas prix des céréales devint trop grand, Pera Jivkovitch décida «de les aider» et de leur faire cadeau de 40 paras des réserves du budget. Le roi, dont la peur était sans doute encore plus grande y ajouta encore 20 paras. Le commerce des céréales fut alors monopolisé et le prix fixé à 160 dinars le quintal. On calcula les frais de l'Etat à 65 millions de dinars parce qu'on avait pris comme base le surplus de l'exportation de l'année précédente, en oubliant de tenir compte de la consommation intérieure du pays. Le jour où la loi fut mise en application survint aussi le krach.

Dans les villes, devant les marchés et loin dans la périphérie se suivaient les voitures pleines de céréales. Les paysans apportaient à la Société du monopole, non seulement la récolte de l'année, mais aussi ce qu'ils n'avaient pu vendre sur celle de l'année précédente. Mais la société ne possédait ni silos, ni professionnels, ni une organisation et encore moins d'argent. Les chefs des districts téléphonèrent à Belgrade d'où on les renvoya d'un ministère à l'autre. Entre temps, les spéculateurs devenus méfiants achetèrent les céréales aux prix les plus bas, et lorsqu'il arriva un peu d'argent, ces spéculateurs furent les premiers à en recevoir, alors que les paysans ne reçurent que des bons devenus sans valeur après déduction de leurs impôts.

Mais comment se procurer de l'argent? Par la loi sur le pain, qui fixait un prix unique pour le pain dans tout le pays. Mais le transport représentant à lui seul 1,50 dinar par kilo, cette loi ne fut jamais mise en vigueur, et au bout de quelques temps, une nouvelle loi fut votée supprimant cette égalité de prix. Mais alors, les portes étaient grandes ouvertes pour les accapareurs. Résultat: le rapporteur ministériel qui dans le calcul des frais s'était trompé de la bagatelle de 160.000 wagons fut révoqué. Le déficit de la Société du monopole est d'un milliard de dinars, les paysans reçurent des bons sans valeur et l'index pour les moyens de vie de la population laborieuse de Yougoslavie de 6%. Pera «aide» et l'ouvrier yougoslave paie.

Le monopole des céréales dévoile aussi le secret de l'Emprunt à la France de 300 millions, que Monsieur Marinkovitch rapporta à la fin d'octobre et considère comme un «grand succès de la dictature.» La France commanda pour 300 millions de céréales mais lorsque la crise s'accrut dans le pays, elle ne la réalisa pas. Après de longues délibérations, le roi se rendit à Paris, et finalement la France prit la moitié de la commande et l'autre moitié, soit 150 millions fut cédée comme emprunt, dont on n'osa pas publier les conditions usuraires.

Il ne faut pas non plus manquer de signaler la catastrophe dans l'élevage. Par suite de la sécheresse, pour un millard de dinars de bestiaux ont été anéantis cette année. Et par crainte des exécutions fiscales, les prix des bestiaux sont tombés d'une manière fantastique. Des boeufs gras sont vendus pour 2 dinars le kilo (90 centimes). L'année passée, le prix d'un boeuf était de 2.000—3.000 dinars, aujourd'hui de 200—600 dinars. Les chevaux sont souvent cédés pour rien, car le paysan tuerait plus facilement un homme que son cheval.

A cela s'ajoute l'énorme endettement des paysans. La dette s'élève à 5.000 dinars par hectare. En Serbie, les usuriers font des taux allant jusqu'à 80—100%. Dans les villages des environs de Sarajevo, je constatai un endettement de 5—20.000 dinars par ferme.

«*La Banque agricole d'Etat*» qui fut fondée à la fin de l'année passée, et qui devait servir contre l'endettement des paysans, a enrichi l'histoire de la corruption en Yougoslavie d'un chapitre de plus, mais rien d'autre. A l'heure actuelle, la banque est en faillite. *La loi contre «les usuriers»* se révéla aussi comme une bulle de savon. En effet depuis sa mise en vigueur, jamais un usurier ne fut condamné.

Mais le pire des usuriers reste en tout cas l'Etat lui-même. Le paysan paie des impôts directs et indirects inouïs. Quand par exemple un paysan vend son vin, il doit payer 2 dinars d'impôt par litre. Un petit marchand de vin de Raguse me dit qu'il avait environ 4 dinars d'impôt par litre vendu. En Dalmatie la chanson populaire suivante est chantée:

Notre malédiction au maître.

Pour un litre de vin on reçoit 1 ½ dinar.

Mais pour le sulfate pour soigner les vignes on paie 3 ½ dinars.

Et personne ne peut se sortir des dettes.

Bien que le gros des exécutions fiscales ne doive avoir lieu qu'après les élections, il se produit maintenant déjà des actions spontanées de masses contre les exécuteurs. Le fait suivant arriva à Curzola: Lorsque l'exécuteur voulut saisir la presse à huile d'un paysan, les paysans se jetèrent sur lui et le chassèrent du village. Lorsqu'il revint accompagné de 15 gendarmes, tout le village s'était rassemblé autour de la presse. Les gendarmes mirent en joue, mais les paysans ne reculant pas, ils préférèrent tourner bride, sachant que dans une mêlée ils n'en seraient pas sortis vivants.

La dictature n'est pas seulement incapable d'assurer du travail et du pain, elle est même incapable de remplir le rôle historique du capitalisme dans l'agriculture et de mener à bien la liquidation des vestiges du féodalisme encore si nombreux. Pendant mon séjour en Dalmatie, la réalisation de la réforme terrienne qui avait été décidée cette année fut interrompue vu le manque d'argent, et j'ai entendu parler de cas où les paysans durent de nouveau payer la dime en nature aux «colonats».

En résumé, le fait des plus importants ci-après doit être constaté: *Par la sécheresse, par le gâchis étatiste de la dictature, cinq millions d'êtres virent anéantir dans les «régions passives» 80—85 % de la récolte. Le reste suffira tout au plus jusqu'au Nouvel An, et ensuite, cela ne fut assuré personnellement par les autorités, surviendra une famine qui dépassera en horreur celle de Russie en 1921.*

Pour la bourgeoisie, la situation est d'autant plus dangereuse que les affamés sont des peuples montagnards et serbes habitués aux combats, et sur lesquels, au début, le régime pensait pouvoir s'appuyer. Au sein de la bourgeoisie l'état d'esprit est tout à fait déprimé. Les journaux sont pleins d'appels «contre le luxe» et débordent de pensées de «bienfaisance». Les institutions gouvernementales remplissent les colonnes des journaux avec des rapports sur le nombre de wagons de vivres qui sont expédiés dans les régions affamées. Mais nul ne croit à l'efficacité de cette «bienfaisance». A Zagreb, à Sarajevo, etc. . . . les gens riches partent pour l'étranger ou bien vont habiter dans la périphérie, laissant vides leurs luxueux appartements. Le multimillionnaire Deutsch, l'homme le plus riche de Zagreb, déclare ouvertement: «*Dans trois mois, nous aurons le bolchévisme.*» Et une chose caractéristique de l'état d'esprit, qui me fut rapportée par des amis, c'est que justement quelques un des plus sadistes policiers sont venus les trouver en leur disant qu'ils avaient seulement accompli leur «devoir».

Que font les leaders des anciens partis politiques en face de cette situation? Les Aca Stanojevitch, Ljuba Davidovitch, Mechmed Spakho et Joca Jovanovitch, Korosets etc. . . ont lancé un piteux appel contre la participation aux élections. La coalition P. D., c. à. d. l'ancien parti Raditch et les démocrates indépendants avec Matchek et Pribitchevitch en tête, lancèrent également un appel aussi pitoyable. *Et ce fut tout.* Ils ne tentèrent pas d'organiser la lutte contre la dictature sanglante. La discipline au sein du parti Raditch illégal existe encore, mais elle est cependant fortement ébranlée. La ligne politique du parti de Raditch ressort le plus clairement d'un entretien que j'eus avec l'un de ses chefs. Il me déclara: «Il est préférable que ce soit Matchek qui soit maintenant à la tête, Raditch était un homme génial, mais on ne savait jamais ce qu'il ferait, or c'est le communisme et non Belgrade qui est le plus grand danger». «Cependant, Belgrade, justement par sa politique, cultive le communisme, et s'il survient, le flot rouge balaiera toute notre culture occidentale. *Et seule, la prudente politique extérieure de Matchek est capable d'empêcher le communisme.*»

En est-il vraiment ainsi? Parmi les petits fonctionnaires du parti Raditch ainsi que parmi les paysans, règne un grand mécontentement au sujet de la politique de Matchek. J'ai voulu savoir ce que l'on pensait de Matchek, il me fut répondu: «Matchek est Matchek (en croate, Matchek signifie chat).» Et l'état d'esprit des paysans? J'ai essayé à maintes reprises: 10 minutes de causerie sur la collectivisation en URSS suffirent même dans les contrées où il n'y a pas de communistes, pour jeter les paysans dans l'enthousiasme et obtenir les réponses suivantes: . . . «Nous comprenons maintenant pourquoi, chez nous, les communistes sont persécutés . . . Ce doit être bon là où il n'y a pas d'avocats et où les paysans reçoivent des machines.»

Ce n'est pas seulement là l'état d'esprit en Croatie et en Dalmatie. Il est remarquable que justement dans les régions serbes le mécontentement des paysans contre le régime se manifeste bien plus ouvertement qu'ailleurs, et relativement le plus dans les régions de Choumadia où, en 1804 ils furent les premiers à marcher contre les Turcs sous la conduite des Karadjordjes.

Et pour les ouvriers dont les salaires, sous la dictature, furent souvent réduits jusqu'à 40—50 % pour une journée de travail de 12—14 heures, — il me fut raconté en Dalmatie et ailleurs, sans demander, l'histoire de *Debeljak*, le chef inoubliable des jeunesses communistes de Yougoslavie, qui fut bestialement assassiné le 17 octobre. Et dans les petits ateliers de cordonniers et des tailleurs on peut voir accrochés aux murs des coupures de journaux avec la photographie du communiste *Celan* qui fut fusillé par les gendarmes il y a un an et demi. Lorsqu'un jour à Raguse, peu avant les élections, je demandai à un petit vigneron quel serait le plus fort parti si les élections étaient libres: il me répondit: «*D'abord les communistes, et ensuite ceux de Raditch.*»

En effet, non seulement à Raguse, mais aussi dans la majeure partie des villes, une sympathie générale est acquise au Parti communiste, s'étendant même jusqu'aux couches élevées de la petite bourgeoisie. La social-démocratie qui s'est révélée comme l'alliée ouverte des bourreaux fascistes est complètement discréditée aux yeux des masses. La social-démocratie est, de fait, le seul parti légal en Yougoslavie. On fait des syndicats social-démocrates, des syndicats fascistes d'Etat, dont les représentants siègent au Conseil général de l'Internationale d'Amsterdam. Leur chef Jivko Topalovitch représenta la dictature sanglante à la conférence balkanique à Athènes, à Constantinople etc. ... Il est l'ami personnel et le conseiller de Jivkovitch. Sur ma question: «Quelle est la situation de la social-démocratie en Yougoslavie?» les ouvriers me répondirent: «*Dans les congrès internationaux, ils sont socialistes, chez nous, ils sont radicaux.*» Les sympathies de la classe ouvrière vont toutes au Parti communiste. Et cela malgré la terreur la plus bestiale.

La dictature sanglante de Yougoslavie chancelle. Son seul pilier, l'armée elle-même n'est plus sûre, comme le prouve l'arrestation de 20 officiers à Belgrade et à Niche. L'hiver qui vient sera une période de grandes luttes des masses affamées et asservies et des peuples opprimés de Yougoslavie.

La grotesque comédie de la dictature grand-serbe.

par Ivan Péritch

Le 8 novembre se déroula en Yougoslavie une comédie électorale, si cynique, si grotesque, si brutale qu'elle n'a pas de précédent, ni en Russie tsariste, ni dans les États les plus réactionnaires de l'Europe d'après-guerre. Démasquer cette comédie n'est pas seulement l'affaire des peuples de Yougoslavie, mais aussi celle de l'ensemble du monde cultivé qui ne doit pas non plus permettre une telle provocation.

La loi électorale dictatoriala empêcha par sa composition la participation électorale de tout parti des peuples non-serbes ou des masses exploitées, et de tout parti d'opposition en général. Le seul parti qui prit part aux élections fut celui du général Peter Jivkovitch. Pour donner la possibilité d'un «choix», il fut décidé que plusieurs candidats du même parti se présenteraient dans un même district électoral, et ce fut, — naturellement sur le papier seulement — la seule «liberté» pour ces «élections». «Ce système électoral permettant que dans chaque district plusieurs candidats se présentent sur la liste nationale, les électeurs sont parfaitement libres de nommer qui bon leur semble» déclara le général Jivkovitch dans son appel. Pour montrer combien le régime se sentait «sûr», malgré toutes les mesures prises qu'il suffise de citer, entre beaucoup d'autres, le fait que, à trois exceptions près, tous les ministres de la dictature présentèrent leur candidature, mais que dans leurs districts, il n'y eut pas d'autre candidat. C'est ainsi que le ministre des affaires étrangères Marinkovitch put déclarer cyniquement dans une réunion à Golubats: «Je me désintéresse complètement des élections, car je serai élu, que vous votiez ou non!»

Pour 305 sièges de députés, 665 candidats de districts avaient dressé leurs listes. Le régime prétendit que parmi les candidats de districts et leurs représentants en membres des partis politiques existant avant la dictature se trouvaient: le parti radical avec 506, le parti démocrate 272, le parti croate paysan 164, parti démocrate indépendant, 148, l'union agrarienne serbe 38, organisation musulmane bosnienne 33, parti paysan slovène 33, parti social-démocrate 20, parti populaire slovène 18; divers partis fédéralistes 15 et en outre 18 allemands, 15 partisans de divers petits partis et 51 sans parti. A l'exception des réunions publiques à Belgrade, Kragouevats et Niche, toutes les candidatures furent présentées à huis-clos et ce n'est qu'après que l'on commença à organiser les réunions publiques.

La dictature grand-serbe mobilisa tous ses moyens — députations de paysans chez le roi, voyages des ministres et du roi dans les régions des peuples nationalement opprimés etc. ... — pour assurer le succès des élections. Non seulement l'armée, la gendarmerie,

la police et tout l'appareil d'espionnage furent mobilisés, mais aussi toutes les autorités de l'Etat, des banovines et des communes, les fonctionnaires, les industriels, les commerçants, les organisations fascistes, les jeunesses, les autorités ecclésiastiques etc. . . .

Avec une franchise cynique, les dominateurs grand-serbes montrèrent comment et par quels moyens ils pensaient remporter la victoire électorale. La feuille la plus importante du régime, la «Politika» de Belgrade écrivait le 26. 9.: «Le gouvernement attend du peuple que, le 8 novembre, il ratifie le nouvel arrangement de l'Etat qui ressort du 6 janvier . . . Le peuple doit confirmer cet arrangement par son vote.» Le «Novosti» de Zagreb écrivait le 13. 9.: «La volonté et les actions d'individualités ou de minorités ne doivent mettre en question l'unité du peuple. C'est pourquoi il est nécessaire de protéger par tous les moyens la Yougoslavie et le yougoslavisme.»

Le représentant du dictateur Jivkovitch, le ministre Srechkitch déclara au cours d'une conférence à Sarajevo: «Le gouvernement est fort, il s'appuie sur 200.000 bajonnettes!», et dans une autre réunion: «Tous les électeurs doivent déclarer s'ils approuvent le régime actuel ou non. Quiconque se dérobe à son devoir électoral en sentira les conséquences sur lui et les siens. Le gouvernement ne manquera pas de contrôler la participation aux élections et de se rendre compte quels sont ceux qui auront mis en danger le succès des élections par leur abstention.»

Tous les instituteurs reçurent une circulaire exprimant que le nombre de voix données dans la localité où ils exercent donnerait la mesure de leur capacité. Les directions des chemins de fer firent placarder des appels déclarant que tout employé ou ouvrier qui ne participerait pas aux élections était indigne de rester plus longtemps en service. Des circulaires furent adressées à toutes les magistratures, dans lesquelles il est dit textuellement: «Tout juge a le devoir de participer aux élections.» Le ministre de l'instruction adressa à tous les prêtres un appel de donner leurs voix au régime sous peine de se voir supprimer leurs indemnités. Le ministre des finances menaçait tous les vendeurs de tabacs et tous les ramoneurs de leur supprimer leurs concessions au cas où «ils ne rempliraient pas leur devoir national». Les autorités policières promirent aux familles des emprisonnés politiques des adoucissements et la libération éventuelle, si ces familles décidaient au moins 30 électeurs à voter. Dans les villages on placarda des affiches sur lesquelles on déclarait que les électeurs votant pour le régime seraient assurés de la protection absolue de l'Etat. Pour s'assurer de la participation des ouvriers aux élections, on les obligea le 8 novembre, c'est-à-dire un dimanche, par des mesures de terreur, à se rendre aux usines de grand matin. De là on les emmena tous ensemble aux urnes. On agit de même avec les paysans. La veille des élections, chaque électeur reçut copie d'une lettre du président des ministres Jivkovitch où il est dit entr'autres: «C'est de votre devoir de participer aux élections.» Dans les villes, les élèves des écoles supérieures furent chargés d'écrire pendant les heures de classe, les adresses des électeurs auxquels cette circulaire était adressée, et ils furent chargés de les transmettre aux destinataires. Dans les villages, le greffier dut encore adresser d'autres circulaires sur l'ordre du gouvernement. Dans ces circulaires il est dit entre autres: «Vous êtes prié de participer absolument aux élections du 8 novembre. Au cas contraire, vous serez considéré comme ennemi de notre Etat. Vous devez donc participer en tous cas.»

Le 29. 10. à Ljubliana fut distribuée une circulaire à tous les candidats et à leurs représentants dans laquelle il est dit:

«Il faut faire le nécessaire pour que tous les électeurs sans différence, sachent qu'un contrôle sévère sera exercé pour savoir qui aura ou non participé aux élections. Il faudra noter tous les noms des électeurs qui n'auront pas voté le 8 novembre. Il faut attirer l'attention des électeurs que quiconque ne va pas voter n'aura rien à attendre de l'Etat qu'il aura abandonné lorsque celui-ci avait besoin d'une aide morale. Il faut faire comprendre que l'idée d'Etat ne signifie pas seulement les autorités administratives, mais aussi finances, impôts et gendarmerie.

Des groupes de nos agitateurs doivent se tenir continuellement à proximité des bureaux de vote. Leur tâche consistera à diriger vers les urnes les groupes revenant de l'église. De plus, ils devront aussi veiller à empêcher toute agitation d'opposition. Quiconque tenterait de porter entrave au bon fonctionnement des élections devra être immédiatement traduit à la prochaine patrouille de gendarmerie.

Indications verbales aux agitateurs: Les restaurateurs, propriétaires d'entreprises automobiles et commerçants doivent être menacés de la confiscation de leurs concessions, au cas où ils ne participeraient pas aux élections. Les paysans doivent être menacés d'exécution aussitôt après les élections. Bref, tous les agitateurs doivent agir par les menaces et se présenter aussi brutalement que possible.»

Comité Central pour les élections de l'Assemblée Nationale.

Dr. Paul Pestotnik.

Malgré ces mesures de terreur sans précédent, le 8 novembre fut une éclatante défaite pour la dictature grand-serbe. La loi électorale permet, par son système de vote oral et avec un seul parti, la prononciation d'un «résultat électoral» selon le bon plaisir. C'est pourquoi le 10 novembre, le régime pouvait affirmer triomphalement que tous les

électeurs lui avaient fait confiance en lui accordant leurs voix. Le ridicule et la stupidité de ce mensonge ressort bien vite dans une considération plus attentive des données officielles elles-mêmes. Dans le district croate de Krichevsti par exemple où sur 17.873 électeurs, 17.873 ont voté c'est-à-dire 100 %. A Skopje, la plus grande ville de Macédoine, 7.615 sur 19.160 participèrent aux élections, c'est-à-dire 54 %. Pour «expliquer» ce curieux compte, il fut simplement déclaré que sur les 19.160 électeurs, 5.000 turcs avaient émigré au cours des quelques semaines qui avaient suivi les inscriptions!

Le régime lui-même dut convenir que les élections n'ont pas rendu le résultat escompté. La «Politika» de Belgrade écrivait le 9. 11. au sujet du résultat des élections en Croatie: «A en juger par divers endroits, on peut conclure que les prévisions, tant des optimistes que des pessimistes, étaient sans fondement.» Le jour suivant le même journal écrivait: «Dans la banovine Primorska (sur le littoral de la Croatie et de la Dalmatie), la participation aux élections fut plus faible, mais cela est dû au mauvais temps.» Le député Gjuro Churmin déclara au cours d'un interview sur les résultats électoraux en Croatie: «Il est vrai qu'il y a encore des villages dans lesquelles les phrases vides font de l'effet, et ces phrases influencèrent les élections.» Le sommet du cynisme fut atteint par le ministre Dr. Albert Kramer dans ses déclarations sur les résultats des élections en Slovénie: «L'organisation de la propagande pour l'abstention fut parfaite. Tous les moyens d'une organisation de parti fanatique furent employés pour éloigner le peuple des urnes. Par une terreur physique et morale sans précédent, avec une démagogie inouïe, des millions de tracts, on tenta d'enrayer notre succès. Nous dûmes combattre contre tout cela, pour ainsi dire les poings nus. Nos moyens consistaient en effet, en arguments nationaux et politiques...»

En face de tous ces mensonges et inventions du régime sont les documents que les partis d'opposition firent examiner. Il en ressort que le 8 novembre, le quart à peine des électeurs se rendit aux urnes. En Serbie, 24 % seulement des électeurs participèrent aux élections, à Belgrade 46 %, à Zagreb 18 %, en Macédoine 24 %, en Voïvodina 17 %, en Slovénie 14 %, en Croatie, Dalmatie, Bosnie et Herzégovine 14 % et dans certaines provinces de Croatie de 6—12 %. En tous cas, il est un fait certain que non seulement la grande majorité de la population, mais aussi la majeure partie des «électeurs» (les femmes n'ont pas le droit de vote, et une grande partie de la classe ouvrière et les personnes «politiquement suspectes» n'eurent pas le droit de voter) manifestèrent, par l'abstention le 8 novembre, leur haine et leur mécontentement contre la dictature grand-serbe. Malgré l'attitude passive et d'attente des chefs du parti d'opposition Matchek et Pribitchevitch en Croatie, Korochets en Slovénie, Spaho en Bosnie, Davidovitch, Jovanovitch, Stanojevitch en Serbie etc. . . ., les masses commencèrent la lutte révolutionnaire active contre le régime grand-serbe, déjà durant la campagne électorale et le jour même des élections. Les agitateurs pour le régime furent chassés des villages. Le rénégat croate Karlo Kovatchevitch fut mis à mal dans son village natal, à un point qu'il dut être transféré à l'hôpital. Dans plusieurs villages dalmates éclatèrent des révoltes de paysans affamés, révoltes qui furent réprimées par la troupe. A Belgrade, plusieurs jours avant les élections, des centaines d'étudiants manifestèrent dans les rues contre la dictature du roi, démolirent son buste dans la Maison des étudiants, firent sortir de la prison une quarantaine d'étudiants qui avaient été arrêtés par la police et adressèrent des allocutions aux masses rassemblées. Dans le village Velika-Kladoucha en Bosnie, les paysans poussés à bout tuèrent le vice-maire Babitch et blessèrent le président de la commission électorale Michailov et plusieurs autres personnes, mirent le feu au local électoral et empêchèrent les élections. A Imotski en Dalmatie, le candidat Dr. Janko Rako fut lynché par la foule.

Ces événements sont des preuves sérieuses que les masses de Yougoslavie nationalement opprimées et pillées, exploitées et appauvries toujours davantage par suite de la crise économique, avancent toujours plus délibérément dans la seule véritable voie de leur libération — la voie de la lutte révolutionnaire de masses contre la dictature grand-serbe. Et la défaite catastrophale du 8 novembre est le commencement de la fin de la dictature grand-serbe en Yougoslavie.

L'opinion publique progressive d'Europe stigmatise la dictature militaire-fasciste en Yougoslavie.

A propos de la manoeuvre constitutionnelle d'Alexandre Karagheorghievitch l'Association «Balkans Libres» a publié un numéro spécial qui constitue le sujet d'une récénsion publiée dans le numéro présent de notre Revue. A l'occasion de l'ouverture du Parlement cette association a entrepris une enquête auprès des personnalités éminentes en Europe. Des nombreuses réponses qu'elle a reçues nous donnons, faute de place, en extrait quelques-unes des personnalités les plus en vue.

Nous vous confirmons la réception de votre lettre ainsi que du matériel sur les derniers événements de Yougoslavie.

Nous sommes d'avis que la «Constitution» et la «loi électorale» ainsi que la «loi sur les réunions» du roi Alexandre Karageorghievitch n'ont uniquement pour but que d'abuser les masses des villes et des campagnes, pour les mieux exploiter. Les derniers événements montrent bien que la dictature sanglante n'a pas cessé.

Le Secours Rouge d'Allemagne dont la tâche primordiale est la lutte contre la terreur blanche internationale et l'éducation des travailleurs pour la solidarité internationale félicite les protestations qu'ont soulevées les manoeuvres honteuses et les actes criminels de la dictature yougoslave. Le Secours Rouge d'Allemagne s'associe non seulement à cette action, mais il est prêt à la mener avec vous et à soutenir les masses opprimées et exploitées de Yougoslavie dans leur lutte de libération.

Secrétariat Central du Secours Rouge allemand
Tom Waibel.

Cher camarade,

Je veux prendre ma part au nouveau sursaut d'indignation qui après tant d'autres, soulève l'opinion publique éclairée sur la vie mondiale, à la suite de la tragi-comédie yougoslave.

La Serbie après avoir tout fait pour assimiler par la violence les nouveaux territoires qu'elle a obtenus, en tant qu'instrument des pays victorieux de la grande guerre, a été pendant longtemps le théâtre d'une terreur blanche épouvantable. Le coup d'Etat du roi Alexandre avait donné un nouveau regain à cette persécution systématique et barbare de tous les amis et de tous les défenseurs des masses ouvrières, et des masses ouvrières elles-mêmes. Depuis, une odieuse parodie s'est jouée. Le monarque, après avoir octroyé, de par son bon plaisir, une apparence de constitution qui ne fait que lui mettre dans les mains toute l'autorité avec des semblants de légalité, a organisé des élections qui ont été également une parodie d'élection. Toute une partie saine du pays a même refusé d'y participer tellement était grossier le jeu joué dans la circonstance par les bourreaux serbes des populations yougoslaves.

Il appartient de dénoncer ces faits infatigablement et de montrer à ceux qui en peuvent encore douter l'hypocrite moyen imaginé dans la circonstance pour se parer du masque démocratique et avoir par là des facilités d'obtenir des emprunts en Europe. Rien n'est changé dans le martyre que subissent depuis treize ans les peuples jetés de force dans la Serbie agrandie — y compris le peuple serbe. Les détails qui nous sont donnés sur les machinations et les répressions policières ne le cèdent en rien à ceux qui il y a quelques années ont arraché des cris d'horreur à tous les honnêtes gens. Il y a simplement un peu plus d'hypocrisie et un peu plus de cynisme, et de la part des autorités d'abord, et de la part des pays impérialistes qui couvrent ces brigandages soit disant légalisés.

Bien cordialement à vous.

Henri Barbusse.

Quiconque pense humainement et justement doit protester contre le régime monstrueux de terreur fasciste et de nationalisme dans les Balkans. Cela ne sera jamais mieux tant qu'une Fédération de toutes les minorités des Balkans ne se soumettra pas elle-même à une dictature: la dictature de la raison humaine.

Pr. Dr. Theodor Lessing, Hannover.

Les Balkans offrent aujourd'hui un tableau de profonde détresse. De grands espoirs et forces de vie y ont été étouffés violemment ces dernières années. Des changements sont ici inévitables et indispensables, des éruptions qui seront d'autant plus sanglantes qu'elles seront plus longtemps retardées. Une Fédération Libre des Etats Balkaniques me semble la seule solution possible.

Francfort le 2. 12. 31.

Alfons Paquet.

La protestation contre la dictature yougoslave contre la répression de toute tentative des masses laborieuses d'améliorer leur situation sociale et de supprimer l'exploitation, contre la violation des minorités nationales, cette protestation devrait être toute naturelle pour quiconque porte encore en soi le sentiment de droit et de justice, cette protestation éveille en Allemagne un sentiment de honte! Ce qui se passe actuellement en Yougoslavie, les tortures et interdictions, c'est là le rêve de larges couches allemandes, c'est l'Allemagne d'Hitler de demain! Mais si nous ne sommes pas capables de nous débarrasser de tels bandits dans notre propre maison, notre protestation contre les crimes chez le voisin reste un geste sans effet!

Le 15. 12. 31.

Dr. Hermann Duncker.

Chers camerades, je vous remercie de votre envoi de l'exposé sur le «parlementarisme» yougoslave et vous prie de croire que je suis de tout coeur avec vous dans la lutte pour la libération de Yougoslavie.

Pr. Dr. E. J. Gumbel, Heidelberg.

Chers amis! Depuis 63 ans j'ai travaillé en tous temps et de toutes mes forces pour la liberté et la justice, l'amour et la paix, j'ai souffert et lutté et il est tout naturel que je considère la dictature royale dans la Serbie que j'aime, comme un crime contre les préceptes du christianisme. Avec mes cordiales salutations.

Pr. Robert Seidel, Zürich.

Je m'associe de tout coeur à votre protestation contre la dictature yougoslave.

Pr. Georg Kolbe.

Je m'associe à la protestation contre l'état de chose en Yougoslavie.

Dr. Adolf Behme.

Je m'associe à votre protestation contre la dictature yougoslave et sa manoeuvre «constitutionnelle».

Paul Oesterreich.

Depuis des années, je suis le développement des conditions sud-slaves avec une particulière attention et j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion d'élever dans mon journal «la voix de la liberté» contre l'étouffement politique, culturel et humain en général qui règne dans ce coin sombre de l'Europe. Le développement montre que ce sud-slave Alexandre a si peu appris de l'histoire de son pays qu'il doit bientôt récolter les fruits de son administration.

Je vous remercie de votre envoi, je suis, comme toujours contre toute oppression et je m'associe à votre protestation au nom du Comité d'action pour la liberté spirituelle.

Franz de Paula Rost.

Renforcement catastrophal de la crise économique en Yougoslavie.

par Stephan Karachevitch

Les événements des dernières semaines prouvent que la crise économique catastrophale de Yougoslavie s'aggrave de jour en jour et a pris des dimensions astronomiques. Ni les emprunts français, ni la comédie électorale et le nouveau «Parlement» ne sont capables d'enrayer l'aggravation de la situation économique.

L'exportation de la Yougoslavie diminua de 6.386,6 millions pour les 11 premiers mois de 1930 à 4.418,9 millions de dinars pour la même période de 1931, soit 1.867.700 de dinars ou 28 %. L'importation diminua dans la même période de 6.437,6 à 4.502,3 millions de dinars, c'est-à-dire de 1.935,3 millions ou 30,1 %. Le déficit du commerce extérieur est actuellement de 83,4 millions de dinars. Malgré la réduction radicale de l'importation, la chambre de commerce de Belgrade réclame pour l'année 1932, de fixer une nouvelle réduction de l'importation d'au moins 20 %.

Les recettes de l'Etat indiquent un recul catastrophal. Pour les premiers sept mois de l'année budgétaire 1931/32, les recettes de l'Etat par les impôts directs et indirects, les monopoles et les entreprises d'Etat furent de 5.497,6 millions de dinars. Or 6.692,4 millions avaient été prévus, de sorte que le déficit est de 1.195 millions.

La crise financière s'accroît toujours davantage. Selon les données de l'Institut pour enquêtes économiques de la Banque d'Etat, les 20 banques privées les plus importantes de Yougoslavie ont, en millions, le bilan suivant:

Actif

	Juin	Juillet	Août	Septembre
1929	6.641	6.736	6.865	6.960
1930	7.308	7.416	7.466	7.618
1931	7.698	7.601	7.452	7.283

Passif

1929	7.171	7.139	7.341	7.152
1930	7.487	7.547	7.557	7.578
1931	7.716	7.456	7.265	7.023

L'Union des Banques en Voïvodina publie une statistique sur la situation de l'épargne pour les mois d'août et septembre:

Août	1.402.969.987 dinars
Septembre	1.339.470.967 "
Octobre	1.295.765.354 "

Ces tableaux qui sont très caractéristiques pour la crise financière en Yougoslavie ne sont valables que pour jusqu'au krach de septembre, lorsque le gouvernement fit fermer les guichets des banques et prit des mesures rigoureuses pour endiguer la catastrophe.

Depuis, il est absolument impossible de recevoir de l'argent par une banque. Les sommes nécessaires aux règlements des salaires sont à peine délivrées. Il est impossible d'escompter les lettres de change. Des livrets sont vendus par les épargnants désespérés, jusqu'à 60—70 % de leur valeur effective. Après la banqueroute de l'«Union-Bank», de la «Allgemeinen Wirtschaftsbank» et de toute une série de banques moins importantes, il est maintenant connu que la plus grande banque privée de Yougoslavie, la «Erste Kroatische Sparkasse A. G.» se trouve à la veille de la faillite.

Les banqueroutes industrielles et commerciales se multiplient. Parmi les entreprises importantes qui durent fermer leurs portes au cours des dernières semaines se trouvent: l'entreprise Apatin (300—350 ouvriers); la fabrique de papier à cigarettes «Golub» (Au capital de 3 millions de dinars); la société des moulins à vapeur Osijek, (la plus grande minoterie de Yougoslavie); l'entreprise de textiles des frères Frank, Zagreb (actif 5 millions, passif 6,5 millions de dinars); les mines de plomb et de zinc Srebreniza («American Smelting and Refining Co») la Maison d'exportation Tandler, Zagreb (actif 1 million, passif 20 millions de dinars); la fabrique de wagons «Ferrum», Subotitsa, (la plus grande fabrique de wagons de Yougoslavie) etc. . . . La fabrique d'avions «Ikarus» à Novisad, fut même provisoirement fermée. Des statistiques de faillites et de concordats pour les onze mois de 1930 et 1931 montrent aussi que la situation économique s'aggrave. Voici les chiffres y afférents:

	1930	1931
Faillites	578	475
Insolvabilités	734	1190
Concordats	156	415
Total . . .	1468	2380

Depuis la proclamation de la dictature grand-serbe, les salaires ont été réduits de 40 %. Au cours des derniers mois il fut de nouveau procédé à de nouvelles diminutions brutales. C'est ainsi par exemple, que selon des données officielles, les revenus de la classe ouvrière en Slovénie ont diminué de 400.000 dinars (180.000 frs.) par jour depuis le mois d'août 1931. Les salaires des inscrits maritimes furent baissés de 15 %, et ils étaient déjà auparavant les plus bas du monde. Les appointements des fonctionnaires d'Etat furent dernièrement réduits de 7 %. En liaison avec les mesures rigoureuses d'économie dans les banovines et les communes, les salaires des employés des banovines et communes furent également sensiblement diminués. Lors d'une conférence des employés privés qui se tint à Zagreb, il fut constaté que leurs salaires sont de beaucoup inférieurs au minimum de vie. Et cependant, ce n'est là que le commencement et toutes les charges de la crise économique continueront à être rejetées sur le dos des masses travailleuses et nationalement opprimées. En effet, le directeur de la Caisse d'épargne des postes déclara cyniquement dans «Politika» de Belgrade: «Notre peuple est plus que tout autre capable de supporter et de souffrir beaucoup.»

Le nombre des chômeurs ne cesse de s'accroître, et il y a actuellement en Yougoslavie plus de 400.000 ouvriers sans travail. En octobre déjà, la chambre du commerce et de l'industrie de Zagreb dut convenir que le nombre des chômeurs dans l'industrie était d'environ 100.000. Ce chiffre était déjà à cette époque beaucoup plus bas que la réalité, et en outre, les ouvriers agricoles, les artisans sans travail, les paysans sans terre etc. . . . n'étaient pas comptés. D'après une statistique du secrétariat central des chambres du travail, il y avait en octobre seulement en Voïvodina, plus de 100 000 ouvriers agricoles sans travail. Entre temps, le nombre a énormément augmenté. La presse gouvernementale écrivait à la fin de novembre au sujet de la Slovénie: «A Maribor, il y a actuellement un millier de personnes qui cherchent du travail. Le chômage atteint surtout l'industrie du fer et celle du bois. De grandes entreprises employant plusieurs centaines d'ouvriers ont réduit leur personnel de moitié, et quelques entreprises, surtout dans l'industrie du bois, ont cessé complètement le travail. Sur le marché du travail, il y a peu de demandes d'ouvriers qualifiés. On s'attend pour l'hiver à une augmentation des chômeurs, car d'importants travaux publics viennent d'être terminés en Serbie du Sud (Macédoine) où furent envoyés, en son temps, par l'intermédiaire des bourses du travail, de nombreux ouvriers de Maribor. L'émigration d'ouvriers en France et en Hollande a cessé, par contre, de nombreux ouvriers yougoslaves reviennent de l'étranger.» Il en est de même dans les autres parties du pays. Le syndicat des employés privés communique, par exemple, que 10 % des employés sont sans travail. A Zagreb sur 48.000 ouvriers, il y a 16.000 sans-travail (40 %). Il n'existe pas de secours de chômage. De temps en temps, les chômeurs reçoivent quelques aumônes par les communes ou bien des produits alimentaires gratuits. Par peur des luttes de l'armée des chômeurs affamés, on construit actuellement à Zagreb et dans plusieurs autres villes, des «asiles» pour les sans-travail. Une décision du conseil municipal à Ljubljana de construire un tel asile de 165 lits, et de supprimer ensuite tout secours de chômage, montre quel profit les chômeurs en auront. L'épouvantable misère des sans-travail est montrée d'une manière caractéristique par deux petits incidents qui eurent lieu dernièrement. Dans la presse slovène parut la nouvelle suivante: «Maribor. Le commissariat de police prie la population de

ne pas faire l'aumône aux enfants d'âge scolaire, cela encourageant la jeunesse à négliger l'école.» En même temps on apprend que dans quelques villes, des chômeurs surpris à mendier sont punis de peines corporelles!

Les tribunaux ont été chargés de prendre au protocole les faillites et les concordats, mais de ne pas les exécuter. Toute une série de chambres de commerce ont réclamé du gouvernement de supprimer les concordats obligatoires en dehors des faillites et la section économique du «club des députés» propose qu'aucune entreprise industrielle ne puisse s'arrêter sans permission du gouvernement. C'est par ces mesures et d'autres semblables que la crise doit être «combattue».

La misère de la paysannerie a pris des dimensions considérables. Le ministère de l'agriculture a publié la statistique suivante sur la récolte des céréales. (en millions de quintaux):

	1929	1930	1931
Blé	25.86	21.86	26.89
Mais	41.48	34.65	32.18
Orge	4.12	4.04	3.92
Seigle	2.10	1.99	2.65

Le recul formidable de la récolte de maïs saute surtout aux yeux du fait que la Voïvodina récolta en 1931 4 million de quintaux de plus, maïs que la récolte de maïs a été de 56,86 % et en Dalmatie de 58,56 % inférieure, c'est pourquoi aussi la famine menace ces régions. Par suite du monopole des céréales, les paysans ne peuvent vendre leur blé. La «Société d'exportation privilégiée» de l'Etat n'a acheté qu'une petite partie de la récolte et n'a rien payé. Or simultanément, dans les soi-disant régions passives des millions d'êtres sont acculés à la famine, et rien d'autre n'est entrepris pour les secourir que des actions de mendicité de la «Croix Rouge» et autres institutions de «bienfaisance». La crise n'a pas seulement atteint les producteurs de céréales; les éleveurs et les vignerons sont aussi très touchés. A Vrčaz en Voïvodina, le vin vieux est vendu pour un dinar le litre (0,42 frs.). En Dalmatie, les marchands de vins paient aux paysans 13—15 dinars (5—6,50 frs.) par hectolitre. La baisse extraordinaire du prix des bestiaux ressort d'un compte-rendu du marché de Zagreb. Pour un kilo de bétail vivant on payait à Zagreb vers la mi-décembre:

	1930	1931
Veau	12,—/13,— d. (5,——6,— frs.)	3,—/5,75 d. (1,20—2,40 frs.)
Porc gras	11,50/12,— d. (4,50—5,— frs.)	6,—/8,— d. (2,50—3,50 frs.)
Porc maigre	9,50/10,— d. (3,20—4,50 frs.)	5,—/6,— d. (2,——2,50 frs.)

Les prix des autres sortes de bétail baissèrent dans la même mesure, de sorte que toute l'agriculture est entrée dans une crise sans issue sous le régime actuel.

La régime grand-serbe est aujourd'hui obligé de convenir lui-même de la banqueroute de sa politique économique. Le journal gouvernemental le plus important de Croatie, le «Novosti» de Zagreb écrit le 9 décembre dans son article de fond:

«Il existe une crise dans nos villes qui est presque complètement indépendante de la crise économique mondiale en général. Et cette crise qui accable nos villes se manifestait déjà alors que, chez nous tout au moins, la grande crise économique mondiale n'était pas encore sensible... Abondance de tous les côtés, en alimentation, en matières premières, en produits industriels, en main d'oeuvre et l'argent ne manque pas non plus — il serait logique que survienne une diminution dans le prix de la vie, un relèvement du standard de vie de toutes les couches populaires. Mais tout est bloqué, tout s'enfoncé dans la misère, partout règne la dépression et l'anéantissement des esprits. Il y a trop de tout, mais ceux qui en ont besoin ne disposent pas des moyens pour l'acquiescer...»

Toutes les promesses de la dictature fasciste de la «solution rapide et radicale de la crise économique» n'ont pas été réalisées. Maintenant, de nouvelles promesses sont faites: «Le parlement solutionnera tous ces problèmes». Les masses opprimées nationales et socialement, exploitées et affamées de Yougoslavie ne se laisseront plus abuser. Elles se préparent à prendre leur sort dans leurs propres mains et de s'occuper elles-mêmes de la solution de la crise économique.

La colonisation et serbisation de Kossovo.

par Kosta Novakovitch

(suite de No. 6.)

II.

Les idéologues et défenseurs de l'impérialisme grand-serbe affirment ouvertement cette intention de la serbisation de Kossovo. Djordje Krstitch, membre du tribunal suprême et ancien inspecteur agraire exposa tout le plan de serbisation de Kossovo (et Macédoine) dans son livre «La colonisation de la Serbie du Sud» (Sarajevo 1928). Il appuie sur le fait que «la colonisation de Kossovo est une question d'Etat primordiale dans le Sud . . . Elle introduit la nationalisation et assimilation de nos possessions . . . et c'est le meilleur gage de stabilité de nos frontières d'Etat . . .» L'auteur dit: «Si du premier coup d'oeil, nous pouvons être tout à fait satisfaits de la colonisation à Kossovo, il s'est cependant montré que Kossovo n'est pas encore nôtre.» Il se tourne contre l'appareil administratif d'Etat (la police) qui n'aurait pas suffisamment protégé les colons contre les indigènes (!) Il se montre même mécontent des bourreaux policiers sous lesquels gémit la population albanaise, et réclame des fonctionnaires «plus sûrs» qui «consolideront la domination des colons».

La critique de ces fonctionnaires agraires grand-serbes est en somme l'expression de l'opinion de plus hauts cercles grand-serbes, qui fut dictée à ce serviteur du régime sanglant, opinion qui fut mise en action depuis 1928. En 1928 également, le gouvernement décida, sur la proposition du ministre pour les réformes agraires, le grand-serbe Andritch, «d'accorder la plus grande attention à la colonisation du sud de la Serbie et de procurer dans ce but, suffisamment de moyens matériels.»

Le régime de dictature éloigna aussi les derniers obstacles à la colonisation à outrance du Kossovo, en supprimant l'administration autonome des communes détruisant toute critique publique et la possibilité de plaintes de la population albanaise contre les actes de violence des autorités agraires et de police.

Des fonctionnaires *plus sûrs* furent envoyés en Kossovo, «qui seraient plus humains pour les colons», — comme s'exprimait Monsieur Krstitch, qui pourraient dépasser en nombre les Albanais.

Par sa politique de colonisation, ce régime sanglant de violence a non seulement provoqué la résistance des Albanais, mais aussi soulevé le mécontentement et l'inimitié des descendants serbes paysans en Kossovo. *Devant le danger commun, ils commencent à former presque partout un front unique avec les Albanais contre le régime colonisateur et les colons.* Le paysan serbe comprit maintenant la politique grand-serbe et l'attaque contre l'Albanie en 1912—1913. Il se rendit compte qu'il s'agissait ici d'une politique de conquête qui, non seulement, n'apportait rien de bien pour le paysan serbe, mais au contraire le sacrifiait, lui et les autres peuples opprimés, aux intérêts capitalistes.

Existe-t-il pour le peuple albanaise en Kossovo, une issue à ce danger d'anéantissement, de refoulement et de serbisation? Il doit y en avoir une. La lutte qui sauva le peuple albanaise depuis des siècles, des conquêtes romaine, byzantine et turque, le délivrera aussi des conquérants grand-serbes. Est-ce une telle lutte qui fut menée par le Djemiyet? En aucun cas!

Le peuple albanaise en Kossovo, politiquement inexpérimenté, et opprimé de tous les côtés, crut quelque temps pouvoir être sauvé par un tel parti politique. Pourtant, à la tête de ce parti se trouvaient les anciens agas et les anciens beys, dont la politique consista en première ligne à se faire payer des dommages et intérêts pour les terres qui leur avaient été confisquées. Jusqu'en 1918, ils reçurent 57.5 millions de dinars. Ce fut en somme toute la politique du Djemiyet. Par suite de ces intérêts des agas et des beys, le Djemiyet prit, en ce qui concernait la question vitale du peuple albanaise, la question de la colonisation c'est-à-dire de la serbisation en Kossovo, une attitude contraire aux intérêts du peuple albanaise. Dans cette question vitale, sur laquelle le grand-serbe Krstitch dit que «les intérêts de nos colons et des Albanais sont, dans beaucoup d'endroits, absolument contraires», le Djemiyet était du côté des colons. Cet impérialiste s'exprime au sujet du Djemiyet, textuellement comme suit: «La colonisation doit regretter l'écrasement des députés du Djemiyet en 1925.»

Malgré sa politique d'entente, l'organisation Djemiyet fut aussi victime du régime serbe, car celui-ci ne permit pas qu'elle prit parfois la défense des Albanais terrorisés, Ferad Draga, le chef du Djemiyet, tomba victime.

Le peuple albanaise peut-il compter qu'Ahmed Zogou et sa compagnie de beys qui règne aujourd'hui en Albanie lui apporteront la liberté? Nullement! Si en Albanie

le peuple albanais se trouvait au pouvoir — cela signifie, si Ahmed Zogou et les autres beys étaient expropriés et chassés du pouvoir, et si un véritable gouvernement du peuple avait supprimé la domination italienne —, Kossovo pourrait alors attendre une aide puissante et active de l'Albanie. Une aide, mais pas la libération, car cette dernière sera le résultat des luttes révolutionnaires des masses populaires du Kossovo même. La libération du Kossovo est liée à la lutte de tous les peuples opprimés en Yougoslavie surtout en Macédoine, avec la révolution des peuples opprimés de Yougoslavie. Leur victoire commune sera aussi le signal de la délivrance pour le peuple albanais. Ce n'est que par la lutte révolutionnaire du peuple albanais opprimé en Kossovo qu'il pourra conquérir sa liberté nationale. Les organisations national-révolutionnaires, telles le Comité révolutionnaire de Kossovo montrent les voies de cette lutte. Nous avons malheureusement constaté, qu'aussi dans le Comité révolutionnaire de Kossovo, quelques uns de ses membres connus ont perdu la foi en la force des masses albanaises en Kossovo, ont renoncé aux méthodes de lutte révolutionnaires et sont passés aux côtés d'Ahmed Zogou. Ils pensent libérer Kossovo sous son commandement, c'est-à-dire sous le commandement des beys et aux ordres de l'Italie impérialiste. Mais Kossovo ne peut pas être libéré de cette manière, il pourra seulement réussir à changer de maîtres: au lieu de la domination serbe, se trouver sous le joug italien! Mais les masses souffrantes du peuple albanais opprimé ne renonceront pas à la lutte révolutionnaire. Elles comprendront bientôt et joindront leurs rangs à ceux des Macédoniens, des Monténégrins, des Croates et de tous les autres peuples opprimés de Yougoslavie. *Le mouvement révolutionnaire en Kossovo doit se hâter de déployer à nouveau l'étendard de la liberté, car il est entré dans une phase historique où il s'agit de l'existence des Albanais en Kossovo.*

Aux côtés du peuple albanais se tient toute la classe ouvrière révolutionnaire de Yougoslavie avec son guide le Parti communiste. Toute la classe ouvrière serbe est avec le peuple albanais, et les paysans pauvres de Serbie se mettront aussi avec lui quand commencera la lutte décisive contre le régime de dictature militaire fasciste.

Le régime de dictature assassine et torture dans les prisons les meilleurs fils des peuples opprimés, et ne fait pas d'exception pour le peuple serbe. Il fauche sans pitié les militants révolutionnaires de la classe ouvrière et les communistes de toutes langues. Pour eux tous, la dictature est l'ennemi commun. Tous se trouvent devant la question du soulèvement armé, de même que le peuple albanais.

Le peuple albanais de Kossovo doit mener une lutte quotidienne infatigable contre tous les actes de violence et surtout contre la colonisation du régime grand-serbe et se préparer pour le soulèvement armé populaire. Il doit renforcer son front intérieurement et extérieurement. Intérieurement, il doit s'unir fortement avec le front des Serbes autochtones qui commence déjà à se former. Dans ce front, il faut aussi enrôler les Turcs pauvres qui se trouvent en Kossovo. Une attention particulière doit être accordée aux colons monténégrins que le régime grand-serbe installe en Kossovo afin d'éveiller l'antagonisme entre les peuples albanais et monténégrin. Le peuple monténégrin est opprimé, mais les impérialistes serbes profitent de la pauvreté des paysans monténégrins pour les installer en Kossovo et en faire des défenseurs éventuels de la dictature grand-serbe. Ces intentions criminelles doivent être déjouées.

La lutte contre la colonisation doit être la solution centrale, autour de laquelle le mouvement révolutionnaire de Kossovo doit rassembler les masses pour la lutte jusqu'à soulèvement qui apportera la libération définitive du Kossovo. Lutte pour la création de Comités de paysans composés de paysans pauvres qui effectueront le partage des terres des beys, des agas, du clergé et de l'Etat, entre les paysans indigènes, sans indemnité d'aucune sorte. Lutte pour la restitution des terres ravies aux Katchaks. Formation du front unique entre les peuples albanais et macédonien. Front unique avec tous les peuples opprimés et la classe ouvrière révolutionnaire en Yougoslavie et aux Balkans. Lutte sans merci pour les noms, les écoles, la langue etc. . . albanais. Le peuple albanais et les autres peuples balkaniques ne peuvent, à l'avenir, assurer isolément leur liberté nationale et leur progrès culturel s'ils ne s'unissent par en une forte communauté.

La fermentation révolutionnaire en Croatie et au sein des autres peuples opprimés en Yougoslavie et même parmi le peuple serbe, montre qu'ils ne supporteront plus pour longtemps le régime de dictature grand-serbe-

Le renforcement du mouvement révolutionnaire en Bulgarie, la brillante victoire du Bloc ouvrier et paysan aux dernières élections, la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et paysanne en Grèce, l'agitation toujours plus vive des masses opprimées en Roumanie, prouvent les forces invincibles des masses travailleuses des pays balkaniques qui seront un jour à même de renverser le régime fasciste et dictateur, et de réaliser la Fédération des Républiques libres des masses travailleuses des Balkans. Et le peuple albanais en Kossovo, nous en sommes convaincus, joindra ses forces à celles des masses travailleuses des autres peuples pour cette Fédération des Balkans.

La débâcle de l'économie paysanne dans les Balkans.

par T. V. Borilovitch

Les traditions historiques.

La différenciation indogène et exogène de la paysannerie.

La violence de la crise du capitalisme dont les premières secousses coïncident avec l'éruption de la crise dans les Balkans en 1923, revêt dans les pays balkaniques une forme autre que dans les pays dont le capitalisme est plus avancé. En effet, les traditions historiques inspirées des vestiges du féodalisme y jouent encore un grand rôle.

En Europe, le capitalisme ne s'est pas toujours montré capable de supprimer ces obstacles au libre développement des forces productives, et ce, encore moins dans les pays balkaniques, dont le développement capitaliste date à peine de la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Pendant que le capitalisme traversait en Angleterre et sur le continent, des périodes industrielles florissantes et faisait la conquête des marchés étrangers sous l'alléchant «laisser faire — laisser passer», l'économie des pays balkaniques se trouvait encore sous le signe de l'accumulation du capital. Le capitalisme étranger et indigène qui tendait de plus en plus à dominer dans les villes, rencontra ces conditions rétrogrades de production qui décidèrent de son développement à longue échéance.

En tant que pays agraires, les pays balkaniques durent en premier lieu liquider l'ordre féodal concernant la propriété et l'exploitation agricoles afin de pouvoir donner également au capitalisme la voie libre dans les campagnes!

Cette «démocratisation» de la constitution agraire qui, en Europe occidentale, commença au 18^{ème} siècle, se trouva ici aussi sous le signe du mouvement pour l'héritage libre, l'endettement et la vente de la terre. Le sol se transformait ainsi comme n'importe quelle autre marchandise, en un objet de marché. Ce fut là le début de la différenciation sociale dans l'agriculture, un processus social qui — dans la lutte des méthodes de production capitalistes contre les méthodes de production condamnées à disparaître — s'accrut de plus en plus et qui, par suite de la crise économique actuelle, est devenu particulièrement aigu. Ce nouveau développement de la constitution agraire dans les pays balkaniques dura plusieurs décades. La Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce, ne purent en finir qu'après la guerre avec les vestiges du vieil ordre de propriété terrienne. Le capitalisme pénétra alors de divers côtés dans l'agriculture. Mais cependant, il n'a pas encore jusqu'à présent réussi à dominer complètement et n'a pu la soumettre qu'en partie à son influence. Toutes les branches de l'agriculture: élevage, culture du tabac et des céréales, élevage des vers à soie etc. . . . sont aujourd'hui presque toutes dans la sphère du marché capitaliste intérieur et extérieur et pour cette raison portent plus ou moins un caractère capitaliste.

Mais la nouvelle constitution agraire reprit aussi une série des éléments de l'ancienne méthode de production qui sont encore à l'heure actuelle un obstacle pour le capitalisme. Ces éléments sont surtout de caractère structurel. Qu'il soit, en dehors des vestiges sous forme de *ispolizta*, paiement de la moitié ou d'un tiers des produits en nature, etc. . . ., mentionné l'importance de la propriété terrienne en elle-même avec ses formes d'exploitation qui y sont étroitement liées.

Rien n'est plus erroné que l'affirmation des économistes bourgeois, disant que le retard de l'agriculture est une conséquence de la soi-disant loi de la diminution du rendement du sol, c'est-à-dire que dans l'agriculture, des bornes sont fixées au capitalisme et ce, de la nature «du sol comme facteur de production». Cette découverte de penseurs bourgeois de l'importance d'un Turgot, qui pour la première fois formula cette loi réactionnaire offerte à la bourgeoisie «la meilleure arme» pour combattre vigoureusement toute explication des véritables causes empêchant le développement des libres forces productives de la campagne. Car l'obstacle principal de ce développement ne réside pas dans l'essence de cette loi naturelle, mais dans la contradiction entre les conditions rétrogrades de production et la croissance des forces productives, contradiction qui trouve son expression dans l'ordre juridique de la propriété foncière.

C'est pourquoi, aussi longtemps que la rente foncière absolue qui est une conséquence immédiate de la propriété privée restera en vigueur, une répartition égale du capital social et une égalisation illimitée des profits est impossible à la campagne. Que cette conception n'est pas seulement une théorie est prouvé aujourd'hui par la production agricole illimitée. Par suite des découvertes techniques et de leur application dans l'agriculture, on obtient une immense augmentation du rendement du sol dont la conséquence est la soi-disant «surproduction». Le fait aussi, que malgré la puissance toujours grandissante de la technique, de nouvelles terres sont exploitées à travers le monde, montre combien l'introduction de la technique agricole dans la culture des vieilles terres est obstruée

ou tout à fait empêchée par les conditions de production employées depuis toujours. On s'en rend compte aujourd'hui dans les pays balkaniques mieux que n'importe où ailleurs.

Mais avant tout, ici dans les Balkans, la forme d'exploitation et l'étendue de la propriété ont pris au cours des temps une forme telle qu'elles ne peuvent s'adapter au développement moderne de la technique et de la production.

Dans les petites et moyennes exploitations avec des terres de cinq hectares et vu le système prédominant d'exploitation tout emploi de capital sous forme de machines modernes et l'amélioration du sol sont certes absolument impossibles. En Roumanie, les exploitations jusqu'à 5 hectares représentent 83% de toutes les entreprises, en Serbie environ 55% et en Bulgarie 57%. Certes, les grandes propriétés foncières sont assez répandues, surtout en Roumanie et en Yougoslavie, moins en Bulgarie et en Grèce, mais leur exploitation est confiée à des métayers contre paiement de fermages, en natures ou en argent, élevé. C'est pourquoi ici se présente la question de savoir jusqu'à quel point l'accumulation du capital semble possible dans ces exploitations paysannes avec la structure agricole existante.

La capacité de rendement des petites exploitations étant toujours plus réduite par suite de la supériorité technique des grandes entreprises, comme cela a été maintes fois prouvé dans la lutte de concurrence des dernières années, l'accumulation du capital s'effectue ici plus rarement sur l'échelle de la simple reproduction et à plus forte raison sur celle de la reproduction élargie.

A cela s'ajoute encore un autre aspect de nature économique: la participation usuaire du capital qui — soit sous forme de marchandises, de crédit ou de capital commercial — possède encore, en dehors du capital bancaire et financier, une position puissante. Celle-ci empêche, par la voie de l'accumulation du propre capital, toute intensification des exploitations rurales. Il suffit de faire remarquer que le taux du capital investi dans l'agriculture s'élève dans les pays balkaniques de 50 à 100%. De ce point de vue, la politique fiscale de l'Etat mérite aussi d'être mentionnée. En effet, des millions de francs or sont extorqués tous les ans aux paysans pour les appareils bureaucratiques, militaires et policiers.

C'est ainsi, par exemple, que les dépenses seulement pour l'administration intérieure en Yougoslavie étaient dans les dernières périodes normalisées du budget, en moyenne de 38,8% du budget total. Les dépenses pour l'armée et le ministère des affaires étrangères 21,3%. En Grèce, les dépenses pour le ministère de la guerre et de la marine sont de 1,945 millions sur un budget de 8,880 millions de drachmes c'est-à-dire 22% du budget total. Par contre, les dépenses pour des fins productives, soit pour le perfectionnement de l'agriculture, le trafic etc. . . sont très minimes. Le régime obligarchique utilise ici les revenus des impôts obtenus par d'épouvantables repréailles surtout pour renforcer son pouvoir terroriste.

La participation du capital étranger est aussi d'une grande importance. Il extorque également des vastes couches paysannes, des milliards sous forme de profits qu'il dirige à l'étranger.

Pour illustrer la participation de quelques puissants groupes bancaires étrangers, nous nommons ci-après quelques banques se trouvant à la tête du capital étranger dans les Balkans!

Banque Française des Acceptations qui mit ces derniers temps 200 millions de francs, destinés à l'agriculture, à la disposition du gouvernement roumain.

Banque de Paris et des Pays Bas qui s'est occupée de la fondation d'une banque en Roumanie.

Banque de l'Union Parisienne, qui par différentes voies doit mettre à la disposition du gouvernement yougoslave des crédits du capital étranger pour un emprunt de stabilisation.

Il ne faut pas non plus oublier le capitalisme d'après-guerre avec ses méthodes de rationalisation qui dans la formation et le développement de ses propres formes d'entreprises de monopoles agit, en majeure partie, au dépens de l'économie paysanne, comme cela est prouvé suffisamment par la différence des prix qui règne depuis ces dix dernières années.

Différentiation indogène et exogène.

Les paysans dans les Balkans sont donc soumis à une exploitation de tous côtés qui affaiblit les entreprises et leur force de résistance. Les grosses entreprises, dont les bornes d'activité économique sont plus extensibles sont là moins endommagées.

Mais l'entreprise paysanne n'est pas seulement soumise à la concurrence intérieure mais aussi à la concurrence étrangère.

Que l'on songe aux entreprises organisées d'une manière capitaliste qui par suite de l'emploi de machines modernes et de semences nouvelles sont aujourd'hui à même de réduire continuellement leurs frais de production! C'est ainsi que les grandes entreprises américaines parvinrent à réduire les frais de rentrées des récoltes de 28,5%. Les frais généraux de production du blé, de ce fait seulement, furent réduits de 9 à 14%. Et

encore, la différence des prix ne joue pas dans ces pays le grand rôle qu'elle a dans les Pays Balkaniques, où le capital commercial et industriel des villes dicte des prix considérablement plus élevés pour les produits industriels, en même temps que les prix des produits agricoles sont en baisse continuelle. En face de la paysannerie non organisée se trouvent ici les organisations de monopoles commerciaux et industriels.

C'est pourquoi ce n'est pas un paradoxe qu'un pays agricole tel que la Bulgarie, ait été obligé l'année passée, bien que les magasins aient été pleins, d'importer des céréales. Son rayon de vente n'atteignit même pas la Grèce, Etat limitrophe, qui importe des céréales à meilleur marché de la Russie et de l'Amérique du Sud.

Ce qui fait que la différenciation sociale dans l'agriculture des pays balkaniques, prend une autre forme par suite de l'influence du capitalisme étranger d'après-guerre. A côté du processus de différenciation indogène, causé par l'introduction de nouvelles formes d'économie capitaliste dans les campagnes, s'accomplit un processus exogène, une expression de l'influence des transformations de structure du capitalisme des pays à capitalisme avancé.

C'est ainsi que le processus de différenciation avance à un rythme accéléré, approfondit l'abîme entre les classes du village et donne des formes plus aiguës à la lutte de classes dans les campagnes.

Le degré de l'intensité agricole, c'est-à-dire la composition organique du capital par unité de surface (salaire par rapport aux moyens de production), se trouve dans les pays balkaniques très en arrière par comparaison aux pays avancés. Il en est de même pour le profit moyen du pays, et finalement cela seul est décisif: la différence entre l'intensité de l'agriculture dans les pays balkaniques et les pays à capitalisme avancé d'un côté, et la disproportion entre les degrés de développement des diverses branches d'économie de chaque pays de l'autre côté. C'est ce qui se produit dans les pays balkaniques, plus fortement que dans les autres Etats, car là sont face à face un capitalisme avancé dans les villes, un capitalisme arriéré dans les campagnes. Et finalement, tout cela est lié étroitement à la structure de l'agriculture et forme l'expression économique de la réaction: salaires par rapport aux moyens de production. Il est aussi facile de comprendre que la petite entreprise dans les Balkans, qui est surtout destinée à la culture des céréales (en moyenne 2—5 hectares) est de beaucoup inférieure aux grandes entreprises américaines et russes.

Ainsi donc, tandis que l'agriculture étrangère et surtout en Amérique subissait une transformation technique et que l'agriculture soviétique sur la base du développement socialiste prenait un nouvel essor, le plus grand pourcentage des entreprises agricoles, toute la paysannerie des Balkans, restait stationnaire. Et c'est ainsi que l'économie paysanne dans les Balkans, sous la pression de la concurrence, repousse les paysans à la périphérie la plus extrême du marché mondial et exclut des affaires commerciales les couches paysannes les plus faibles. C'est pourquoi la différenciation sociale dans l'agriculture avance aujourd'hui à un rythme excessivement rapide et pousse les grandes masses paysannes qui embrassent environ 30.000.000 d'hommes aux limites extrêmes de l'existence humaine, les acculant à l'anéantissement et à la famine.

Pour citer un exemple montrant la situation misérable dans laquelle se trouvent les paysans des Balkans, il convient de prendre connaissance du discours que tint à Bucarest, il y a quelques jours, le ministre des finances de Roumanie, Argetoianu, dans lequel il convient lui-même que les paysans «sont aujourd'hui si fortement endettés qu'ils ne peuvent même pas payer les intérêts, encore moins leurs dettes elle-mêmes». Car les paysans sont littéralement pillés par les créanciers privés et par le gouvernement. Il ressort, en outre, de son discours que les mesures qui furent prises dernièrement pour enrayer la crise agraire sont dûes à la pression des vastes masses paysannes. «Précisément comme il y a dix ans on dut aller au devant de la psychose terrienne par des réformes agraires, on doit maintenant remédier à la psychose des dettes par une *transposition des dettes*». Ces mesures servent «beaucoup plus à assurer la paix sociale dans le pays».

La violence avec laquelle la croissance des forces productives se manifesta en face des conditions de production dominantes au cours des dernières décades, et provoqua le crise actuelle du capitalisme se fait aussi remarquer dans l'accentuation de la lutte de classes du pays. Car ces masses paysannes, qui par suite de la nouvelle forme des conditions de production capitalistes ont été mises hors du processus national de production, trouvent aujourd'hui, en tant que forces productives, encore moins d'emploi qu'auparavant dans les métiers urbains.

L'industrie, le commerce et les autres métiers des cités sont ici trop faiblement développés pour pouvoir absorber les paysans prolétarisés. A cela s'ajoute encore le chômage structurel des villes engendré par la crise, et qui complique encore la solution de ce problème.

On peut se rendre compte dans quelle mesure l'accroissement des forces productives se répercute sur l'origine de cette surpopulation relative, par le développement et l'emploi de la technique agricole et la modification des conditions de production dans tous les pays capitalistes.

Le tracteur, la faucheuse, la culture de nouvelles semences révolutionnariserent et accélérèrent le rythme des conditions de productions agricoles. Par l'introduction de la semence *Marquis* par exemple, de nouveaux terrains furent mis en culture dans les provinces occidentales du Canada et Hard-Spring. La nouvelle sorte de semence *Coinef* rendit possible un élargissement des surfaces de culture du nord et de l'ouest du Canada. D'autre part, la faucheuse mécanique, qui fauche, bat et nettoie les céréales en même temps augmente énormément l'intensité et la rentabilité de l'agriculture et rend en même temps de plus en plus superflue la main d'oeuvre humaine. Il en est de même pour les autres machines. En employant par exemple les anciennes lieuses, il fallait 3.6 heures de travail humain par are, et en employant des machines perfectionnés 2.8 heures par are, et en utilisant la faucheuse seulement 0,69 heure par are. En conséquence la moisson exécutée, avec la lieuse exige 6½ fois plus de travail qu'avec la faucheuse. Mais ces économies ne peuvent en tous cas être réalisées que dans les grandes entreprises. Mais elles se répercutent sur la concurrence en fournissant aux grandes entreprises une plus grande faculté de concurrence.

La question paysanne dans les Balkans, devient par le déplacement des forces de classes, dans le pays comme dans les autres pays à capital avancé d'une actualité toujours plus grande. La bourgeoisie, en tant que pilier du système économique capitaliste, est aujourd'hui moins que jamais à même de résoudre cette question. La paysannerie n'a aucun secours à attendre d'elle. Cela est suffisamment démontré lorsque l'on a sous les yeux les mesures de politique agraire de tous les gouvernements balkaniques que ce soit concernant le financement de l'exportation des céréales en Bulgarie qui, pour l'année 1930-31 comporte la somme de 1.118.000.000 levas au détriment d'un bilan commercial passif et d'un budget qui depuis des années est en déficit, ou que ce soit le monopole des céréales en Yougoslavie qui jusqu'à présent n'a pas donné de résultat digne d'être mentionné, ou encore les mesures de rationalisation concernant la production agricole en Roumanie, ou enfin les nouvelles tentatives d'intensification dans l'agriculture en Albanie qui doit être effectuée en liaison et sous la direction de quelques banques italiennes, toutes ces mesures qui viennent du côté de la consommation ne peuvent que prouver combien peu les partis gouvernementaux de ces pays ont compris le problème paysan et l'essence de la crise agraire, et peuvent encore moins en trouver la solution.

A cela s'ajoute encore un facteur important, qui prête aux mesures politiques agraires du gouvernement un caractère de classe. C'est ainsi qu'une partie de ces mesures politiques agraires est accomplie au profit des grands paysans, comme par exemple la politique des crédits en Yougoslavie, l'achat des céréales en Bulgarie, la transposition des dettes de l'agriculture en Roumanie, où la transposition des dettes des paysans à la banque agricole, envisagée ce mois-ci, est effectuée de manière que les dettes des paysans possédant jusqu'à 5 hectares soient transformées, sans aucune réduction, en crédits à longue échéance à un taux de 8% (dont l'Etat reprend la moitié pour les cinq premières années surchargeant ainsi le budget de l'Etat d'un demi-milliard de lei).

Par contre, pour les paysans possédant plus de 25 hectares, les dettes seront réduites de 25% et ce, à la charge des créanciers. De cette manière, l'Etat conserve leur argent aux prêteurs, qu'autrement, vu la situation difficile des paysans, ils auraient perdu.

La grande action annoncée, de transposition des dettes en Bulgarie, semble se terminer en queue de poisson parce qu'elle se heurte à une opposition énergique de la part des milieux économiques et bancaires intéressés, surtout de la part du capital étranger qui, pour une grande part, participe à la dette, soit comme prêteur, soit fournisseur de marchandises. C'est pourquoi le gouvernement a maintenant l'intention, sous la pression du mécontentement croissant des masses paysannes, de promulguer une loi interdisant toute vente aux enchères de propriétés paysannes jusqu'au 1er novembre 1933.

Quelques autres exemples du favoritisme dont jouissent les grands paysans en Yougoslavie:

La Banque Agraire en Yougoslavie, accorda en premier lieu des crédits aux grands paysans; en 1930, 299,9 millions de dinars furent accordés en crédits hypothécaires à environ 8.051 propriétaires terriens (37.000 d. par propriété), par contre, dans 46.888 cas — à des coopératives, crédits personnels, — un montant de 164,7 millions, c'est-à-dire 3.315 dinars par cas!

La solution de la crise économique n'est pas non plus à attendre de la classe dominante, car les causes de la crise ont, en première ligne, leurs racines dans le processus de production, dans le système du capitalisme lui-même, avec lequel la classe bourgeoise est inséparablement liée. Aussi longtemps qu'existe l'économie de profit, qui engendre une accumulation du capital par suite de la limitation des forces de consommation des vastes masses, toute tentative de résoudre la crise agraire sera menée ad absurdum.

Mais la question paysanne dans les Balkans ne s'explique pas uniquement par la structure de l'agriculture. Le signe caractéristique de la question agraire reste toujours le problème des nationalités qui est inséparable du premier. En effet, toute la politique économique et d'Etat de la classe dirigeante des Etats balkaniques s'est trouvée de tous temps sous le signe de l'oppression des minorités nationales. Comme autrefois sous le joug turc, les paysans sont aujourd'hui encore, sous la domination des Etats nationalement «libérés», soumis à une brutale exploitation économique. Si les conditions de possession de la terre se présentaient dans les Balkans jusqu'à la naissance des Etats nationalement indépendants, dans l'esprit du despotisme turc, dans la plupart des Etats il n'en était guère autrement jusque peu après la guerre: la bourgeoisie nationale en gestation opprimait de son côté les minorités nationales qui restaient sur son territoire.

Partout où le propriétaire turc fut repoussé par les nouveaux possesseurs de la terre de la «nationalité libérée», l'état de chose de répression politique et d'exploitation économique resta le même pour les paysans des minorités opprimées.

Après la guerre également, cette situation de ces minorités n'a aucunement été changée et même, dans un certain sens, elle a empiré d'importance.

En effet, la grande bourgeoisie des anciens pays, tels la Serbie, l'ancienne Grèce, l'ancienne Roumanie transposa alors l'ancienne oppression individuelle dans les cadres de la politique «moderne» d'Etat, en y ajoutant les exécutions fiscales et le baillonnement politique et culturel.

Même les réformes agraires qui furent réalisées dans ces pays après la guerre, ne firent que contribuer à élargir encore l'abîme entre les diverses nationalités de quelques régions. C'est aussi à cela que sert toute la politique de colonisation de la bourgeoisie nationale dominante: En Roumanie où dans les régions frontalières vers la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, des paysans roumains excités et des macédoniens roumanisés (Kutsovalachs) sont installés. Il y survient avec l'aide et même l'excitation continuelle des autorités, des conflits permanents qui aboutissent à des bagarres sanglantes. La colonisation en Yougoslavie, dans les régions limitrophes de la Grèce et de la Bulgarie, et en Grèce dans les territoires frontalières de la Bulgarie, est menée de la même manière rigoureuse. Des bandes fascistes parcourent ces contrées, pillant et ravageant, et sous le prétexte de locations fictives confisquent de fait, les biens des paysans indigènes. De nombreux exemples, comme en expose régulièrement la chronique de cette revue, montrent suffisamment avec quelle brutalité ces excès, ces pillages et confiscations sont opérées.

De même que les réformes agraires, toute la politique de colonisation de la bourgeoisie dominante n'est rien d'autre que l'exécution d'une politique systématique de dénationalisation vis-à-vis des minorités nationales. La politique fiscale apporte elle aussi des exemples frappants sur l'oppression dont sont l'objet les paysans des minorités nationales. L'imposition des paysans en Yougoslavie par exemple est effectuée selon deux principes différents: taux d'impôt pour les anciens-serbes (Grande Serbie) et un autre pour les peuples et nationalités des minorités opprimées.

Jusqu'il y a peu de temps, le pays était fiscalement divisé en quatre districts:

1. Serbie avec la Macédoine et le Monténégro.
2. Croatie et Voïvodina, (ancienne région hongroise).
3. Slovénie et Dalmatie, (ancienne région autrichienne).
4. Bosnie et Herzégovine (ancienne région turque).

D'après les données fiscales du ministère des finances, les impôts directs pour la période 1919-26, par exemple, se montaient en Serbie et dans les contrées annexes, à: 407,90 dinars par habitant; en Bosnie et Herzégovine: 556,88, en Dalmatie: 249,33, en Croatie et en Slavonie: 702,37, en Slovénie: 1 035,29 et en Voïvodina: 1 118,28! Pour l'année 1926, la somme totale des impôts directs se monta à 1.839.000.000 dinars, qui répartis sur les diverses contrées représente en moyenne, par personne: en Serbie et Macédoine 88,97, en Bosnie et Herzégovine, 111,30; en Dalmatie, 93; en Croatie et Slavonie, 176,26; en Slovénie, 216,85; en Voïvodina, 276,34.

Il est clair qu'une telle politique fiscale, qui est dirigée en premier lieu contre les peuples et minorités nationalement opprimés, provoque des luttes nationales très aiguës. Si de plus l'on considère que les mesures les plus brutales sont employées contre ces paysans si lourdement endettés: ventes aux enchères, non seulement des immeubles, mais aussi des moyens de production et de vie, il est facile de s'imaginer l'acuité du conflit.

C'est ainsi que les luttes nationales dans ces pays présentent en même temps les bases d'une question agraire. C'est pourquoi le mouvement paysan revêt ici, non seulement un caractère de classe, mais aussi un caractère national, à l'exception naturellement des contrées où la bourgeoisie nationale dominante représente la majorité, comme c'est le cas pour l'ancienne Serbie, l'ancienne-Grèce et l'ancienne Roumanie.

A cela s'ajoute encore, que les aspirations de certains cercles gouvernementaux, désireux d'arriver à une égalisation dans l'imposition des diverses nationalités, comme cela se manifeste ces derniers temps, sont restées presque sans résultat. Elles ont tout au plus contribué à renforcer également les luttes contre les impôts dans les anciennes contrées.

★

Les paysans sont-ils sans avenir? Non! Malgré leur épouvantable misère, justement par suite du degré de cette misère, l'avenir des paysans dans les Balkans est l'avenir de la classe prolétarienne. Et ce : La ruine de la paysannerie dans les Balkans et la croissance des forces de production de tous les pays capitalistes y compris les Pays Balkaniques, et la contradiction qui en ressort envers les conditions régnantes de production signifie uniquement la ruine de la paysannerie comme classe. La prolétarianisation des vastes masses de petits paysans ne signifie donc rien d'autre que leur transformation en une partie du prolétariat en tant qu'alliés du mouvement ouvrier. Car, tandis qu'au temps du féodalisme, les paysans étaient une classe indépendante qui formait la base de l'Etat despotique, elle disparut plus tard, comme telle, au temps du capitalisme grandissant pour devenir aujourd'hui, par suite de la profonde différenciation sociale dans les campagnes et en base de l'accentuation des luttes nationales, de nouveau une classe sociale : une partie de la classe ouvrière, comme paysans prolétariés. Ce développement dialectique est la force motrice qui enchaîne le sort de la paysannerie avec celui de toute la classe ouvrière. Ainsi donc, bien que la paysannerie forme une classe indépendante, elle se présente, sous la conduite du mouvement ouvrier, comme un facteur secondaire, mais indispensable pour le développement d'un nouvel ordre économique et social dans les Balkans, dans l'édification de la Fédération Balkanique. Car la seule issue à la paupérisation, et la seule possibilité de prospérité pour les masses ouvrières et paysannes des nationalités et minorités opprimées et pour les peuples balkaniques, c'est l'union des masses laborieuses sur la base d'une unité territoriale, économique et politique.

Notre héritage révolutionnaire.

par G. Bakaloff

(Christo Botev et Svetozar Markovitch pour la Fédération Balkanique.)

Dans l'idée de la Fédération Balkanique, le prolétariat des Pays Balkaniques est l'héritier fidèle des glorieuses traditions révolutionnaires de l'époque de la Renaissance des peuples balkaniques, de leur lutte révolutionnaire pour l'indépendance nationale.

En Serbie: *Svetozar Markovitch* (1937—1879) un chef plein de talent de l'aile gauche de la «Omladina» (Jeunesse), en Bulgarie, le poète génial: *Christo Botev* (1848—1876). Ces deux personnalités brillantes de l'époque du mouvement paysan — bourgeois révolutionnaire en Serbie et en Bulgarie propagèrent avec passion et énergie l'idée de la Fédération Balkanique, en lui prêtant des formes précises et en indiquant la voie de sa réalisation.

La question de la Fédération intéressa Botev dès le début. Il commença par l'élaboration d'un magnifique programme: «Sur les ruines de l'empire turc se dressent les peuples libérés des Balkans, chaque peuple se rassemble dans les bornes de ses frontières nationales et, afin que les peuples et nationalités libérés et pleinement satisfaits puissent former un tout homogène ayant suffisamment de poids et de force pour pouvoir résister à tous les orages et violences» ils «doivent créer une solide union fédérative dont le pouvoir politique et législatif suprême, ainsi que les intérêts interétatiques résideraient entre les mains d'un conseil composé d'un petit nombre de représentants de toutes les parties de cette union, indépendantes les unes des autres.»

Botev considère ce programme fédéraliste comme le plus pur et le meilleur moyen «pour la solution de la question d'Orient.» Ce moyen renferme les principes les plus sains et les plus rationnels par lesquels la liberté future de la presqu'île balkanique doit être édiflée.

Cela est vraiment une profession de foi à laquelle nous sommes, avec notre peuple et notre propre profession de foi, prêts à adhérer.

Et Botev essaie de se rendre compte de l'écho que trouve ce programme dans le coeur des peuples et nationalités que «l'histoire du développement intelligent de l'humanité» a élu pour former cette «union libre et sacrée».

Certes, dans cette analyse, il aboutit à une «triste conclusion», en ce qui concerne «la solution de la question d'Orient», mais pourtant — «nous croyons que tôt où tard, la Grèce effacera son passé, la Roumanie son présent humainement indigne et que la Serbie, où la voix du peuple se fit particulièrement entendre lors des dernières élections populaires de la Skoupchtina, entrera dans la voie de son destin et exaucera les longs espoirs et souhaits de ses frères de sang et de race.»

Les espérances que Botev, dans son article du 21 décembre 1875, mettait dans la Serbie reposent sur le fait que les partisans de Svetosar Markovitch avaient remporté un succès aux élections et par leur nombre imposant dans la Skoupchtina, pouvaient influencer la politique serbe. Or Markovitch était un partisan convaincu de la Fédération.

Trois mois plus tard, (3 avril 1875) Botev trouve que, sur la presqu'île balkanique, existent deux races principales, entre les mains desquelles sont les deux extrémités du noeud gordien que nous désignons «question d'Orient», «Les deux soeurs» la

Bulgarie et la Serbie, ces « deux Beautés » qui depuis longtemps « auraient dû se tendre la main et se donner l'accolade fraternelle au nom de la fraternité, de la liberté, de l'égalité et des principes démocratiques sur lesquels est basée la vie, tant de la Bulgarie que de la Serbie. »

Un mois plus tard (1 mai 1875) en révolte contre tous les gouvernements qui « ne sont rien d'autre qu'une conspiration contre la liberté de l'humanité », Botev place le gouvernement serbe au même rang que tous les autres gouvernements et considère « avec une défiance particulière » le « Piémont balkanique » — la Serbie.

« Notre unique espérance dans une Union confédérative avec la Serbie réside dans la partie des serbes qui, groupés autour des journaux « Rad » et « Buduchnost », sont poursuivis par les pan-serbes, et c'est à eux que nous donnons la mission de populariser dans leur pays l'idée de l'entente et de l'association des slaves du sud, sur les mêmes bases naturellement, que celles sur lesquelles est édifiée la liberté des peuples, la liberté de la personnalité et la liberté du travail. »

Cet appel de Botev est adressé à Svetozar Markovitch et à ses partisans, qui de leur côté luttaient activement pour la Fédération des peuples balkaniques, de sorte que, dans ce sens, ainsi que sur tous les autres points importants, son programme se confondait avec celui de Botev.

Dans un article de fond de la « Rad » (N. 22 du 1 décembre 1875) Markovitch, sous le titre: « Le socialisme et la question d'association » expliquait avec son talent sa précision et sa largeur de vue, l'idée de la Fédération. « Le développement politique intérieur et les conditions politiques extérieures — ainsi s'exprime Markovitch — nous obligent à nous fixer le but: *la libération et fédération — et ce, la fédération serbe-bulgare — non pas d'après les nationalités, mais selon les besoins effectifs.* Cette Fédération peut très facilement s'élargir en une *Fédération des peuples de la presqu'île balkanique* — et au-delà — en tenant compte de nos voisins de l'autre côté du Sava et du Danube — de sorte que cette fédération ne serait pas basée sur le principe des nationalités, mais sur le *principe de la liberté personnelle de l'homme.* De cette manière chaque nationalité sera garantie du fait qu'elle possède le droit de former un groupe indépendant dans les cadres de l'association. »

« Cela signifie la négation socialiste de la nationalité! » s'écrie Markovitch. « L'importance pratique du socialisme pour le développement politique intérieur et extérieur du peuple serbe repose sur ce qui suit: *transformation sociale à l'intérieur sur la base de la souveraineté du peuple et de l'administration communale, révolution en Turquis et Fédération de la presqu'île des Balkans.* »

Comme Botev se dresse contre la feuille chauvine serbe et le théoricien du chauvinisme serbe Miloj Miloivevitch (dans son article du 1 mai 1875 dans *Znamé*), de même polémise aussi Markovitch avec la feuille bulgare Pravo (paraissant à Constantinople) (« Javnos » 1874, N. 8), qui accuse les Serbes de faire de la propagande nationale contre les Bulgares dans des régions limitrophes serbes.

« Nous ignorons totalement que dans les régions limitrophes serbes soit menée une propagande vraiment serbe, » écrit Markovitch « au contraire, nous savons avec certitude, que le plus grand penchant amical existe entre le peuple bulgare et le peuple serbe, et que là où deux peuples se touchent, ils ont le sentiment de ne former qu'un seul peuple. » A cette « unité populaire entre Serbes et Bulgares » appartiennent « tous les serbes instruits de Serbie ».

Notre but commun est la libération du peuple serbe et du peuple bulgare et nous ne voulons pas chicaner pour savoir si une Morava « serbe » ou « bulgare » formera la frontière entre la Serbie et la Bulgarie. En dernier lieu, le peuple libéré décidera lui-même si une telle frontière est même nécessaire. » Tel est le « côté positif ».

Le programme national des premiers socialistes serbes est « l'union avec les Bulgares et les autres peuples balkaniques », qui ne fait qu'un avec le programme des premiers socialistes bulgares. Il est intéressant de noter que la première intervention de Markovitch et Botev dans le journalisme se produisit presque à la même époque. La feuille fondée par Markovitch « Radnik » parut pour la première fois le 1 janvier 1871, et 10 jours après, le 10 janvier parut le premier numéro de la « Douma » des émigrants bulgares, rédigé par Botev.

Markovitch et Botev furent les premières hirondelles du socialisme dans les Balkans. Mail ils vécurent à une époque où, dans ces pays, le prolétariat industriel était à peine au début de son existence. C'est pourquoi ils furent, en première ligne, les porte-paroles des aspirations des paysans vers la libération du joug des spahis et beys turcs, des « tchorbadjis », des usuriers, des marchands, des popes, des Zaptias (police) et de tout l'arsenal de l'ancien régime. Objectivement, Botev et Markovitch représentaient la démocratie révolutionnaire dans la révolution paysanne-bourgeoise qui ouvrait à la révolution les plus grands horizons et la poussait en avant en stigmatisant la trahison de la part des éléments bourgeois.

C'est en tant que démocrates révolutionnaires que Botev et Markovitch aspiraient à la Fédération Balkanique comme seule forme populaire de l'organisation politique des

Balkans. Ils ne connaissaient pas la haine nationale. Bulgares et Turcs sont parents par le sang et la race. Aussitôt qu'ils seront libres, ils s'entendront bien vite sur les frontières qui doivent séparer les pays, s'ils restent séparés du tout.

La bourgeoisie des Balkans trahit cet héritage sacré de sa révolution. Au lieu de fraternité, d'union, de fédération des peuples balkaniques, elle alluma la haine, l'animosité, déclencha la guerre. La Bulgarie et la Serbie (aujourd'hui Yougoslavie) se transformèrent en petits Etats impérialistes, se faisant continuellement la guerre. Sous la domination de la bourgeoisie, ces pays n'arriveront jamais à un développement pacifique.

L'étendard des premiers socialistes des Balkans est passé aux mains du prolétariat balkanique. Le prolétariat ne reprit pas simplement l'idée de la Fédération Balkanique, mais il la précisa encore et l'enrichit d'un nouveau contenu concret en indiquant la voie de sa réalisation.

La situation dans l'Ukraine occidentale.

par V. C. Valnitski

La situation en Ukraine et les luttes des masses ukrainiennes pour leur attranchissement politique, économique et social.

Avant la guerre, une partie de l'Ukraine, la Galicie orientale, la Bukovine et l'Ukraine des Carpathes appartenaient à la monarchie austro-hongroise, l'autre partie, la plus grande, à la Russie tsariste. Après la guerre, les régions occidentales de l'Ukraine furent encore plus morcelées. L'Ukraine occidentale est séparée de la République métropole, l'Ukraine des Soviets où 30 millions d'ukrainiens ont réalisé leur complète libération nationale et sociale. Elle est divisée en trois parties et annexée à trois Etats impérialistes, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. En Roumanie se trouve un million d'ukrainiens dans la partie nord de la Bukovine et de Bessarabie. En Tchécoslovaquie, dans l'Ukraine des Carpathes le nombre des ukrainiens dépasse 600.000.

La plus grande partie de l'Ukraine occidentale se trouve sous la domination polonaise et se compose de l'ancienne Galicie orientale, qui appartenait à l'Autriche avant la guerre, et de Volinie, Polisie Pidlasié et Cholmland qui composaient autrefois une partie de la Russie tsariste. La population ukrainienne qui peuple cette contrée — environ 135.000 kilomètres carrés — est une masse compacte de 6 millions et demi, et se compose de 90 % de petits paysans. Dans ces contrées, la population ukrainienne forme la majorité et représente au moins 75 % de toute la population. Le pourcentage de Polonais, des capitalistes polonais, des grands propriétaires, fonctionnaires et militaires ne dépasse pas 20% et dans les contrées du nord est à peine même de 10%.

L'Ukraine occidentale fut assujettie par la Pologne à une époque où la contre-révolution internationale marchait à la guerre d'intervention contre les Soviets. Il y a eu 13 ans en octobre que les masses populaires de l'Ukraine occidentale se dressèrent pour la guerre libératrice contre la bourgeoisie polonaise et les grands propriétaires fonciers. Cette guerre dura neuf mois.

Avec l'aide des renforts militaires envoyés par la France, l'Ukraine occidentale fut occupée et livrée à la Pologne impérialiste assoiffée d'expansion économique.

Le régime de violence et de terreur sanglante en Ukraine occidentale date des premiers jours de l'occupation polonaise. Déjà en 1910, 200.000 ukrainiens, ouvriers, paysans et intellectuels furent entraînés en prison et dans les camps de concentration. Dans le camp de Brest seulement, plus de 5.000 personnes trouvèrent la mort. Des centaines et des centaines furent fusillés. La bourgeoisie polonaise voulut dès la première année assurer sa domination à main armée et briser toute tentative de résistance des masses populaires. Malgré tout, le feu de la lutte révolutionnaire ne s'éteignit jamais dans ce pays.

En automne 1922, les ouvriers et les paysans de l'Ukraine occidentale se dressèrent pour un mouvement de masses. Au printemps de 1925, jaillit soudain en Volinie un mouvement de partisans de masses. En 1928, 29 se déploya un large mouvement des masses paysannes, dirigé contre les grands propriétaires fonciers. En automne 1930, il y eut de nouveau un grand essor de la lutte révolutionnaire. Les paysans incendièrent les propriétés des grands propriétaires fonciers.

Depuis trois ans, les masses populaires de l'Ukraine occidentale annexée par la Pologne mènent une lutte ininterrompue pour leur libération nationale et sociale. Durant cette période, le pays fut le théâtre de la terreur d'occupation la plus sanglante, d'expéditions répressives et de progromes de paysans, de procès politiques et d'exécutions en masses.

Economiquement, l'Ukraine occidentale joue en Pologne le rôle d'une colonie. C'est un pays dont l'industrie est peu développée et où vivent des millions de paysans pauvres et sans terre. Le rôle colonial de l'Ukraine occidentale découle déjà de son adjonction à la Po-

logne. La Pologne ethnographique était trop petite pour — sous les conditions que la révolution créa en Russie — pouvoir assurer ici la domination capitaliste. La bourgeoisie polonaise qui, après la séparation de la Pologne de la Russie, a perdu les débouchés de marchés à l'est, et dont l'Allemagne industrielle est le pays voisin à l'occident, voulait, par l'occupation de l'Ukraine occidentale (ainsi que des contrées de la Russie Blanche occidentale) qui sont des pays économiquement arriérés et non industrialisés, s'assurer des marchés de débit et de matières premières. (L'Ukraine occidentale est riche en sel, en bois et en pétrole.) En même temps, les grands propriétaires fonciers polonais des régions de l'ancienne Russie tsariste dont les biens avaient été confisqués par suite de la révolution des ouvriers et des paysans, voulaient à tout prix conserver leurs immenses propriétés foncières en Ukraine occidentale.

Il faut constater que la question agraire joue un rôle particulièrement important en Ukraine occidentale.

Sur 6.700.000 hectares de surface cultivable, près de la moitié, soit 3 millions appartiennent à de grands propriétaires fonciers dont 85 % sont polonais. Les fermes dont le nombre atteint en Ukraine occidentale 1.251.000 disposent de 3.700.000 hectares de terre. Parmi ces fermes, il y en a environ 500.000 jusqu'à deux hectares et 409.100 disposant de 2—5 hectares; ce qui fait que 80 % des entreprises paysannes sont des fermes minuscules ou de petites métairies allant jusqu'à 5 hectares.

Et il faut faire remarquer que le développement de l'industrie en Ukraine occidentale, qui est riche en trésors naturels, est systématiquement entravé. A l'exception des régions petrolifères à Boryslaw-Drohobycz et de l'industrie du bois, qui, du reste ces derniers temps, par suite de l'exportation exagérée de bois non travaillé, est en régression, il n'y a en Ukraine occidentale que de petites entreprises suffisant à peine à satisfaire aux besoins journaliers les plus pressants de la population, c'est-à-dire de petites entreprises de produits alimentaires, d'habillement etc. Naturellement, une telle industrie est incapable de satisfaire aux besoins des millions d'habitants de l'Ukraine occidentale. Elle n'est pas non plus dans la possibilité d'utiliser la main d'œuvre inemployée de ces régions, et de faire travailler les millions de la population chassés des campagnes par la misère pour venir chercher du travail dans les villes.

Le morcellement inouï de la propriété paysanne caractéristique pour l'Ukraine occidentale détermine fortement l'exploitation croissante des paysans par les grands propriétaires. Pour ne pas mourir de faim, le paysan ukrainien doit travailler pour un salaire de 40 à 80 groschen (1,20—2,40 frs.) par journée de 16 heures en été et 12 heures en hiver. Pour la moisson, il est payé en nature, selon les anciennes méthodes féodales et reçoit comme salaire 16, 18, parfois 20 gerbes. Son gain durement acquis par un travail épuisant chez les grands propriétaires et sur son petit morceau de terre, il doit le donner sous forme d'impôts à l'État polonais, pour ses armements et l'entretien de tout son appareil fasciste d'occupation, c'est-à-dire pour le renforcement des chaînes qui l'entravent. Pour ce qui est de l'imposition des régions occupées par la Pologne, elle est beaucoup plus élevée que pour le reste de la Pologne, la propriété paysanne y étant estimée beaucoup plus.

La soi-disant réforme agraire en Pologne qui fut réalisée en base de la «Loi sur le parcellement et la colonisation» (1925), assure aux grands propriétaires fonciers le droit de vendre des terres à des prix élevés. Or les colons militaires polonais, ont en Ukraine occidentale, le droit de priorité pour l'achat. La «réforme agraire» polonaise est destinée au renforcement de grandes entreprises paysannes. Pour 80 % de petites et minuscules fermes de l'Ukraine occidentale, cette loi n'a qu'une portée, c'est qu'elle accélère le processus de la différenciation dans les campagnes, qu'elle approfondit et renforce l'antagonisme de classes entre les grands propriétaires terriens et les grands paysans d'un côté et l'immense majorité de la population paysanne laborieuse de l'autre côté. Sur la base de cette «réforme agraire» les grands propriétaires polonais cèdent aux colons militaires les terres qui leur sont devenues superflues par suite de la rationalisation capitaliste de leurs entreprises. Ces colons sont destinés à être le soutien armé de l'occupation, à assurer l'arrière lors de la prochaine guerre d'intervention contre l'Union Soviétique. Tout le système de la réalisation de la «réforme agraire» (parcellement, installation de militaires comme colons, «comassation», favorables aux grands propriétaires et au koulaks, etc. . .) n'est, dans sa réalisation pratique, rien d'autre qu'un système de protection des éléments capitalistes du village aux dépens des vastes masses laborieuses de paysans et leur paupérisation toujours plus grande. Mais par là, le processus de radicalisation de ces masses est en même temps accéléré.

Pour compléter l'exploitation de brigandage des masses ouvrières et paysannes, en Ukraine occidentale, sévit un régime de terreur politique et de «polonisation» violente, un régime de répression inouïe des organisations révolutionnaires ouvrières et paysannes ukrainiennes, et enfin l'anéantissement systématique de l'enseignement scolaire ukrainien. Toutes les acquisitions culturelles que les masses populaires avaient conquises de l'Autriche sont ou seront supprimées. En Galicie seulement, sur 3200 écoles ukrainiennes, il n'en reste plus à l'heure actuelle que 500. En Volinie, où il en avait 800, il n'en reste plus que 2.

Tout cela donne en Ukraine occidentale, les conditions sous lesquelles la soif inapaisée vers de la terre, du travail et du pain, la soif de liberté conduit avec une force élémentaire, à la lutte active. Les capitalistes polonais, les grands propriétaires fonciers, les koulaks et les colons militaires sont la base sociale de l'occupation polonaise en Ukraine occidentale. L'exploitation de classe est liée ici très étroitement à l'oppression nationale. La lutte des ouvriers et des paysans ukrainiens contre l'occupation polonaise est en même temps une lutte contre l'exploitation par la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers polonais et, pour cette raison, se confond inévitablement toujours davantage avec la lutte de classes des masses travailleuses de toute la Pologne.

Tous les gouvernements bourgeois de Pologne tentèrent, par une terreur de tous les instants, par des procès de masses, des pogromes sanglants d'ouvriers et de paysans, d'écraser le mouvement révolutionnaire des masses travailleuses de l'Ukraine occidentale. Toute une pléiade de champions révolutionnaires pour la libération nationale et sociale des masses travailleuses de l'Ukraine occidentale furent assassinés par l'appareil de justice polonais. Depuis 6 ans bientôt de dictature *fasciste*, la terreur devient de plus en plus sauvage.

Les vastes masses de l'Ukraine occidentale sont exposées continuellement à des mesures de terreur toujours plus barbares. Tous les jours, des arrestations en masses sont opérées et des procès monstres mis en scène. La dictature fasciste réprime systématiquement les écoles, renie la langue et interdit les coopératives ukrainiennes. Mais cependant, l'emploi de toutes les méthodes de terreur blanche ne peut réussir à empêcher le mouvement de libération des masses populaires ukrainiennes. Les masses travailleuses continuent sereinement la lutte contre l'occupation. Les événements qui se déroulèrent l'automne dernier sont une expression de plus de la lutte active de masses. Le mouvement révolutionnaire en Ukraine occidentale se déploie en ce moment avec une violence spontanée. Une vague d'incendies s'étend sur toute l'Ukraine occidentale. Toutes les nuits, les paysans se glissent dans les fermes et y mettent le feu. Les propriétés des princes et des comtes polonais sont incendiées, ainsi que celles des colons militaires et des koulaks et popes ukrainiens.

Le gouvernement fasciste décida, dans le but de réprimer ce mouvement, d'envoyer des expéditions de représailles contre les villages ukrainiens. Des milliers de policiers, des régiments de cavalerie furent mobilisés. Ils reçurent l'ordre de mener à bien la soi-disant «pacification» de l'Ukraine occidentale. Alors commença un sanglant rendement de compte avec le mouvement révolutionnaire. Les sections de l'expédition exécutèrent la «pacification» en pillant et rasant des villages entiers, maltraitant les paysans d'une manière épouvantable et les traînant par milliers dans les prisons. Les habitants de deux milles villages furent flagellés, 22 paysans moururent sous le fouet, des centaines restèrent estropiés. Les salles de lectures, les bibliothèques et les coopératives furent brûlées. Vu le débordement des prisons, toutes les casernes de l'Ukraine occidentale furent transformées en prisons. On arrêta les paysans, leurs femmes et leurs enfants. On procéda à des arrestations en masses parmi la jeunesse des écoles...

Durant cette période, les masses populaires de l'Ukraine occidentale furent soutenues et guidées uniquement par le prolétariat révolutionnaire, par le Parti communiste illégal et l'organisation paysanne de masses *Selrob*. La bourgeoisie ukrainienne, épouvantée de l'essor vertigineux du mouvement révolutionnaire des masses laborieuses prit, en face de ce mouvement, une attitude répondant à ses intérêts de classe. La lutte révolutionnaire de libération des masses travailleuses ukrainiennes ne se dirige, en effet, pas seulement contre la bourgeoisie polonaise et les grands propriétaires fonciers, ni seulement contre l'occupation polonaise, son essence de classe se dirige aussi inévitablement contre les intérêts de la bourgeoisie et des koulaks polonais.

Tous les partis bourgeois et social-démocrates ukrainiens, ONDU (le plus grand parti bourgeois des nationalistes ukrainiens), USRP (radical-socialiste, en réalité parti de koulaks), PSDU (Social-démocrate ukrainien) et enfin le Parti catholique chrétien ont publié, au temps de la «pacification» sanglante, une déclaration commune dans la quelle ils condamnaient la lutte révolutionnaire contre l'occupation. Ce n'est du reste pas la première fois qu'ils proclament leur politique de capitulation et leur trahison envers les masses populaires opprimées.

En dehors de ces partis national-réformistes, il existe encore une «organisation militaire ukrainienne», la UVO (aussi OUN) qui forme une troupe d'assaut du fascisme ukrainien. Ces activistes national-fascistes organisent de temps en temps des actes isolés de diversion et des actions poutchistes, nouent des relations avec l'étranger et s'orientent dans la direction des autres impérialismes. Cela est prouvé entr'autres par l'attitude du groupe d'émigrants gardes blancs ukrainiens rassemblés autour du journal «Na Storizi» à Sofia et qui s'orientent ouvertement d'après le pouvoir «futur» d'Hitler en Allemagne. Le but principal des fascistes ukrainiens consiste à essayer de se joindre au mouvement national révolutionnaire, pour le détourner dans la voie contre-révolutionnaire d'une lutte contre l'Ukraine Soviétique, — en vue surtout de la prochaine guerre impérialiste d'intervention.

Du reste, il ne s'agit pas seulement de ce groupe de national-fascistes, mais de tous les partis national-réformistes de l'Ukraine occidentale, qui essaient continuellement d'organiser une apparence de campagne de protestation, pour pouvoir se présenter ensuite devant les masses populaires d'Ukraine occidentale comme leurs défenseurs et les arracher de leur lutte révolutionnaire, pour les amener à l'obéissance et à l'attente passives, et à s'en remettre aux décisions de la Société des Nations impérialiste.

Malgré les actes fascistes de violence et malgré la «pacification» de l'Ukraine occidentale l'année passée, les masses laborieuses déployèrent en 1931 une activité révolutionnaire toujours grandissante. Maintenant, le gouvernement de dictature fasciste sanglante est passé à une grande action d'extermination physique de tous les *éléments révolutionnaires conséquents*. Quiconque lutte pour l'indépendance nationale et la séparation, quiconque est suspect de communisme, quiconque prend la défensive de l'Union des Soviets est livré aux mains des espions et torturé bestialement dans les casemates polonaises ou plus simplement assassiné. Les masses laborieuses du monde entier ont été, durant le cours de cette année, constamment alarmées par les nouvelles du martyre épouvantable des militants révolutionnaires ukrainiens dans les prisons polonaises. L'horrible affaire de Luzk, où les détenus politiques furent soumis à des traitements barbares et dont l'un même, Bojko fut tué, ne sont pas des faits isolés. Les mêmes choses se sont répétées dans les prisons de l'Ukraine occidentale, à Lemberg, Kowel, Drohobycz et Czortkow.

Dans les derniers mois de l'année, la lutte de libération nationale contre l'occupation fasciste a, en Ukraine occidentale, redoublé d'intensité. La haine des masses laborieuses ukrainiennes contre la dictature fasciste s'est manifestée une fois de plus par l'attentat contre Holuwko, le chef responsable de la politique fasciste *nationale* en Pologne. Le développement des événements révolutionnaires en Ukraine occidentale est étroitement lié avec le flux de la vague révolutionnaire dans toute la Pologne. Le processus d'accentuation progressive de la crise économique en Pologne se manifeste — étant inégale — en première ligne là où se trouvent les parties les moins résistances du système capitaliste, c'est-à-dire surtout en Ukraine occidentale qui est économiquement la région la plus arriérée et pouvant le moins y résister. La crise et ses conséquences sociales inévitables devaient donc fatalement apparaître en Ukraine avec une force décuplée. Le fascisme polonais à la recherche d'une issue à la crise essaie tout d'abord de la trouver dans une exploitation redoublée de l'Ukraine occidentale annexée, en déployant en même temps toujours plus largement le front de la terreur blanche.

Les événements des dernières semaines montrent que la dictature fasciste en Pologne est entrée dans la voie de la guerre civile ouverte pour combattre le mouvement révolutionnaire grandissant.

Avec le régime des potences, les condamnations à mort et les exécutions en masses, en stigmatisant d'espions les militants révolutionnaires, alors passibles comme tels de la peine de mort, la dictature fasciste espère parvenir à étrangler le mouvement révolutionnaire en Pologne et le mouvement révolutionnaire de libération en Ukraine occidentale. Mais malgré la terreur bestiale, exercée par le fascisme polonais, et malgré tous les efforts traîtres des partis national-réformistes, les masses laborieuses d'Ukraine occidentale continuent leur lutte héroïque pour la complète libération nationale et sociale. Les masses travailleuses et les nations opprimées du monde entier doivent comprendre que le régime de terreur grandissante en Ukraine occidentale n'a d'autre but que de nettoyer le terrain pour la prochaine guerre contre l'Union des Soviets, la guerre dans laquelle la bourgeoisie internationale et ses gouvernements voient la seule issue à la crise catastrophale.

La question nationale en Tchécoslovaquie.

par Kurt Konrad

Quatre noms: Dux, Kosouty, Ahoust, Freivalden et 15 morts sont le bilan de la solution de la question nationale par la bourgeoisie tchèque pour 1931.

Dux: un petit centre minier du nord de la Bohême dans la région allemande. Le 6 Février 1931, une colonne de sans travail parcourt les rues pour manifester et réclamer du travail et du pain. Encadrée de deux côtés par les gendarmes et deux côtés par des haies, les masses furent dans l'impossibilité de suivre la sommation de se disperser. Les gendarmes — gendarmes tchèques sur territoire allemand — firent feu sur la foule, 4 morts et 12 blessés furent le résultat.

Kosouty est un petit village de la Slovaquie. Les ouvriers agricoles qui venaient de finir victorieusement une grève pour l'augmentation de leurs salaires avaient convoqué une réunion publique pour la Pentecôte, au cours de laquelle devait être proclamée la

fin de la grève et ses résultats. La réunion fut interdite, et lorsque le député communiste Major veut en informer les participants, les gendarmes tirent et il en résulte 4 morts et 5 blessés.

Ahoust est située dans l'Ukraine des Carpathes. Les ouvriers travaillant à la voie du chemin de fer se mettent en grève. L'entreprise engage des briseurs de grève qui doivent travailler sous la protection des gendarmes. Lorsque les grévistes appellent les jaunes à abandonner le travail, les gendarmes font feu: un mort et de nombreux blessés parmi les ouvriers.

Freivalden, une station balnéaire de Silésie où à côté de luxueux sanatoriums sont les misérables maisons des travailleurs allemands de la pierre. Ceux-ci, sous la conduite des syndicats rouges viennent de terminer victorieusement une grève contre la réduction des salaires. Une démonstration a été organisée pour le 25 novembre, contre les renvois d'ouvriers, contre la suppression de l'allocation de chômage aux membres des syndicats rouges contre le danger de guerre en Extrême-Orient. De nouveau, les gendarmes tchèques font feu: 8 morts et 12 blessés.

Ce n'est pas un hasard que dans les 4 cas, ce furent des conflits sociaux qui aboutirent à ces actes sanglants. La Tchécoslovaquie dans laquelle 6 millions de tchèques font face à 8 millions d'êtres de nations opprimées est un exemple typique pour l'essence surtout sociale de la question nationale.

L'Etat tchécoslovaque est issu d'une partie du système du Traité de Versailles. La victoire de l'Entente rendit possible à la bourgeoisie tchèque de s'emparer presque sans lutte du pouvoir politique dans les pays de la couronne de Wenzel (Bohême, Moravie et Silésie) autant qu'ils formaient plus ou moins un domaine de langue tchèque. Il en était autrement dans les régions nationales incorporées à la Tchécoslovaquie par le Traité de Paix. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes garanti dans les 14 points de Wilson trouva ici sa personnification dans l'occupation violente des régions germano-bohémienne, slovaque, hongroise et polonaise. La bourgeoisie tchèque qui par les réparations, les emprunts, importation du capital, par sa position internationale est l'avant-garde de l'impérialisme français à l'est devint ainsi la représentante d'une oppression nationale contre laquelle elle avait appelé les masses à combattre sous la domination autrichienne.

L'occupation des régions nationales par les troupes tchèques d'occupation rencontra partout, à l'exception de la Slovaquie, la plus grande résistance. Pendant que la bourgeoisie slovaque voyait dans la bourgeoisie tchèque une alliée bienvenue contre la puissance économique supérieure du capital hongrois, la bourgeoisie aussi bien que la bourgeoisie hongroise ne pouvaient que perdre tant économiquement que politiquement.

Cela était la base de la résistance de ces bourgeoisies contre l'occupation et pour l'irréductibilité qu'ils professèrent dans les premières années d'après-guerre. Il est clair que les masses ouvrières n'accueillirent pas cordialement les troupes d'occupation et cela est prouvé par les fusillades du 4 mars 1919 dans les régions allemandes. A l'occupation politique s'ajouta la création de l'hégémonie économique de la bourgeoisie tchèque. Le capital financier tchèque qui, avec la participation de l'Etat, consacra des centaines de millions pour soutenir l'industrie tchèque, entrava dans les régions occupées le développement des forces productives. C'est ainsi qu'en 1930 la production industrielle de la Slovaquie n'atteignait pas encore le niveau d'avant-guerre, et en Bohême allemande ainsi qu'en Slovaquie des branches entières d'industries sont en train de s'éteindre.

Dans l'agriculture, l'hégémonie tchèque fut assurée par des réformes. On se rend compte ici le plus clairement qu'aussi dans le C. S. R., la question nationale est en première ligne une question des masses ouvrières et paysannes. Dans les régions des nations opprimées, la grande propriété resta intacte dans son essence, les parcelles de terres furent consacrées d'une part à la création resp. renforcement d'une bourgeoisie villageoise, en partie ce parcellement servit à la colonisation tchèque des régions nationales: les parcelles furent cédées à des légionnaires et fonctionnaires d'Etat tchèque qui devinrent ainsi les piliers de l'impérialisme tchèque dans ces régions. Plus de 50 % de paysans sans terre en Slovaquie continuèrent de ne rien posséder. Dans l'Ukraine des Carpathes, l'Etat obtint, par suite de la réforme agraire, 630.000 hectares. La propriété de Schoenborn qui comprend 135.000 hectares fut louée à une société étrangère tandis que les masses paysannes appauvries du pays n'obtinrent rien. En outre, la réforme agraire capitaliste et la politique de crédit qui y est liée ouvrit la voie au capital financier tchèque dans les domaines des nations opprimées. Les couches les plus pauvres de la paysannerie durent payer très cher les terres qui leur furent cédées, et ce avec l'argent prêté par les banques tchèques à un taux de 8 % (en Ukraine des Carpathes même jusqu'à 16—18 %). L'intérêt de ces crédits dépasse en Slovaquie et en Ukraine par exemple, au cours des dernières 5 années, la somme de 100 millions de couronnes (plus de 72 millions de francs). Cet endettement énorme de la part du capital tchèque condamne à la stagnation les petites entreprises paysannes des nations opprimées, et même à un recul de leur capacité de rendement en les exposant dans une mesure ascendante aux conséquences de la crise agraire. En outre, en Slovaquie et en Ukraine, l'oppression nationale se manifeste encore par l'existence de vestiges féodaux tels paiements en nature etc. ... qui placent à un niveau

colonial le standard de vie des petits paysans et des ouvriers agricoles. Le fait que les ouvriers agricoles Kochoutes ne recevaient avant leurs démonstrations de protestation, qu'un salaire de 30—80 hellers (25—30 centimes de l'heure) est significatif pour ce qui précède.

Dans cette première période de développement de la question nationale dans le C. S. R., la bourgeoisie tchèque s'appuyant sur celle de Slovaquie et à l'aide des bajonnettes et du capital français commença à abattre le capital allemand et hongrois et après son hégémonie politique à poser les fondaments pour son hégémonie économique. Durant cette période la bourgeoisie tant allemande que hongroise déploya une active résistance. (irrédentisme etc. . . .)

Le fantôme menaçant de la révolution prolétarienne, la défaite de l'impérialisme allemand et hongrois qui enleva à la bourgeoisie allemande et hongroise en Tchécoslovaquie tout espoir d'une aide de l'extérieur préparèrent pourtant les bases d'un rapprochement entre les bourgeoisies de toutes les nationalités. Avec la stabilisation relative du capitalisme d'après-guerre, la question nationale dans le C. S. R. entre dans le second stade.

La bourgeoisie tchèque assoit définitivement son hégémonie. S'appuyant sur elle prend naissance une grande bourgeoisie et un changement du status quo n'offrant aucune chance de succès, des fortes tendances activistes d'Etat se manifestent alors au sein de la bourgeoisie allemande.

Devant cette situation, il ne resta rien d'autre à faire à la bourgeoisie allemande industriellement forte, pour se sauver de la ruine: Entente avec la bourgeoisie tchèque en reconnaissant l'hégémonie du capital financier tchèque. C'est ainsi que le capital allemand en C. S. R., par ses intérêts politiques commerciaux se trouva en antagonisme avec son aîné de l'empire et liquida toutes ses tendances centrifuges. Sur cette base fut créé le syndicat industriel germano-tchèque et sur cette base également eut lieu la première participation allemande au gouvernement en 1927. Et non seulement les allemands participèrent au gouvernement, mais aussi les hongrois et l'aile hongroise de la bourgeoisie slovaque liquida au procès de Tuka son antagonisme contre le tchéquisme.

Mais les frais de cette accord furent supportés par les masses travailleuses des peuples opprimés. Le chômage dans les régions allemandes est deux fois plus grand que dans les provinces tchèques. Un tiers des 320.000 chômeurs enregistrés se trouve en Bohême. Sur trois cents entreprises de textile ayant cessé le travail, il y en a 200 dans les provinces allemandes, c'est-à-dire que sur 50.000 ouvriers du textile sans travail, 30.000 sont des allemands. L'industrie du verre des provinces allemandes est presque complètement morte: sur 16.000 ouvriers du verre sans travail, 80 % sont allemands. En outre, des entreprises sont transférées des provinces allemandes dans les provinces tchèques, comme par exemple la Rothau Neudecker Eisenwerke dont la production fut remise à la Karls-huette. Les Freistaedter Eisenwerke furent transférés des provinces polonaises en Tchécoslovaquie et seuls les ouvriers tchèques furent réembauchés. La crise agraire est beaucoup plus aigue dans les provinces allemandes. Les petits artisans et commerçants sont condamnés à la ruine complète. Dans le district de Cablonts il y eut plus de 1.500 ventes aux enchères. Les fonctionnaires allemands n'ont aucune possibilité d'obtenir un poste: 30.000 fonctionnaires de nationalité allemande pensionnés prématurément en sont la preuve.

En Ukraine il y a uniquement des fonctionnaires tchèques, en Slovaquie ainsi que dans toutes les provinces frontalières, il n'y a également que des fonctionnaires tchèques. Dans la magistrature tchécoslovaque, la moitié des fonctionnaires est tchèque, un quart de magyars et un quart slovaques.

Les effets sociaux de l'oppression nationale sont terribles, comme le montrent les chiffres ci-dessus. La mortalité en Slovaquie et en Ukraine est de 3½-5 fois plus considérable que dans les provinces tchèques et l'émigration 5½ fois supérieure.

A cela s'ajoute encore l'oppression culturelle. Cela se manifeste surtout dans le domaine de l'enseignement scolaire. Dans les provinces allemandes, plus de 200 classes ont été dernièrement supprimées. En Pologne, il n'y a pas de classe pour des centaines d'enfants tchèques. En 1929, les écoles primaires slovaques représentaient 35 % des écoliers tchèques, et cependant le budget de l'enseignement pour les écoles primaires slovaques n'est que de 14,5 par rapport au budget tchèque. En Bohême, une classe comprend 34 élèves, en Slovaquie 63 et en Bohême allemande 75. En Bohême il y a une école par 6.142 habitants, en Slovaquie, une école par 22.066. En Ukraine 22.000 enfants ukrainiens et hongrois ne peuvent être instruits dans leur langue maternelle vu la pénurie d'écoles. Pourtant jusqu'à présent, on a édifié dans ces provinces, qui auparavant n'étaient pas habitées par des tchèques, plus de 200 écoles tchèques.

L'oppression administrative et politique n'est pas moins rigoureuse. Et si des signes de fascisation se montrent déjà dans les provinces tchèques, on peut affirmer que dans les régions opprimées sévit déjà la terreur blanche. Cela se montra entr'autres à l'occasion du recensement où par tous les moyens de terreur et de mensonge, le nombre des opprimés fut réduit au-dessous des 20 % garantissant aux citoyens de Tchécoslovaquie l'emploi de sa langue maternelle avec les autorités. En Tchécoslovaquie il fut tiré au moins 50 fois sur les travailleurs dont 40 fois dans les régions opprimées.

Telle est dans ses grandes lignes, la situation. Les derniers mois, le renforcement de la crise a provoqué aussi un renforcement des antagonismes nationaux. Ce n'est pas par hasard que justement ces dernières années, les conflits sanglants avec les forces d'Etat ont toujours pris le caractère de bagarres entre les travailleurs des minorités opprimées avec les forces tchèques d'occupation.

L'attitude des divers partis des nationalités opprimées est caractérisée par les faits suivants: Les conflits sanglants de cette année se poduisirent sous un gouvernement dans lequel se trouvent deux ministres social-démocrates. Les fascistes allemands ont exprimé, lors de la dernière fête nationale, leur solidarité complète avec la bourgeoisie tchèque et se bornèrent à une pure démagogie au sujet des questions culturelles. Le parti populaire slovaque sous la direction de Hinka a complètement liquidé ses traditions centrifuges et est devenu activiste dans le sens du gouvernement. Il en est de même pour les anciens partis national-révolutionnaires des nations hongroise et ukrainienne qui pratiquent une démagogie nationale ce qui leur est facilité par la bourgeoisie tchèque sous la conduite de Masarik, par des «fondations» de «culture» tchèque dans les langues des nationalités en question (fondation d'Académie des sciences hongroise etc. . .).

Si tous les partis des nations opprimées sont passés dans le front de l'oppression nationale, les énergies révolutionnaires des peuples opprimés se rassemblent toujours davantage au sein du prolétariat.

La fermentation national-révolutionnaire s'étend au-delà des couches du prolétariat et des paysans pauvres. Les intellectuels des nations opprimées publient des quantités de revues tels «Linksfront» en langue allemande, «Dav» en slovaque, «Az ut» en hongrois et une revue ukrainienne, qui représentent les centres d'organisation d'un mouvement national-révolutionnaire de masses.

A cela s'ajoute le vaste mouvement de protestation du peuple tchèque contre l'oppression nationale, les protestations et les grèves politiques de masses des travailleurs et des intellectuels tchèques contre les massacres de Dux, Kosouky et Freienwald. Ces faits sont la garantie que les masses travailleuses des peuples opprimés ne sont pas seuls, que leurs énergies et celles des travailleurs tchèques se confondent en un fleuve révolutionnaire irrésistible.

La bourgeoisie tchèque qui a sanctionné les assassinats des national-révolutionnaires des Balkans, propage à l'étranger une quantité de mensonges sur «le caractère tout à fait démocratique de la solution des questions nationales en Tchécoslovaquie.» Les faits montrent d'une manière éclatante ce qu'il en faut croire! Avec son oppression nationale sanglante, la bourgeoisie tchèque sanctionne aussi l'oppression nationale dans les autres pays de la Petite Entente dont elle est l'avant-garde. A cette solidarité de la bourgeoisie dans l'oppression nationale, il s'agit d'opposer la solidarité ouvrière dans la lutte national-révolutionnaire de défense pour la libération nationale, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation de l'Etat. Le massacre de Freienwalde surtout, en novembre 1931 où 8 ouvriers allemands furent assassinés par les gendarmes tchèques doit donner l'élan pour une protestation internationale contre l'oppression nationale en Tchécoslovaquie.

La conversion des dettes agricoles en Roumanie

par Dinu Pribegie

La crise sous ses différentes formes qui sévit dans les pays balkaniques se présente en Roumanie sous un aspect politique qui la rend d'autant plus grave.

Le caractère éminemment agricole de l'économie nationale roumaine est généralement connu. Sous la pression de la révolution russe la bourgeoisie roumaine s'était vue obligée le lendemain de la guerre d'exproprier les gros propriétaires terriens et de partager la terre aux paysans. Ce fut un simulacre de réforme agraire. On distribua la terre aux paysans, qui eux étaient dépourvus de tout le nécessaire pour la travailler. Ni cheptel, ni machines agricoles, ni capitaux. La bourgeoisie roumaine prépara ainsi la réexpropriation des masses paysannes.

Pour mettre en valeur leurs terres, les paysans durent s'endetter au delà du possible et à des taux usuraires. Le gouvernement avait introduit une taxe à l'exportation pour les céréales de toutes sortes, de manière que pour écouler leurs produits, les paysans durent se contenter d'un revenu de misère.

La débâcle des prix des céréales sur le marché mondial a achevé l'oeuvre de ruine. La valeur marchande de la production de chaque hectare de terre ne suffit même plus au paysan pour payer les intérêts de ses emprunts. On compte aujourd'hui la moyenne d'endettement par hectare de terre arable à 4.111 lei. Si l'on tient compte que la surface arable de la Roumanie est de 20.134.661 ha, la dette hypothécaire atteint environ 83 milliards lei.

Ces chiffres ne sont pas absolument justes, car on trouve par ailleurs des indications tout différentes quant aux proportions de la dette agraire. On indique ainsi que l'endettement par hectare de terre serait de 3.651 lei en Dobroudja, de 1.136 lei en Bessarabie et de 11.900 voire même de 16.000 lei en Bucovine. L'économiste roumain Al. D. Neagu affirme que les dettes agraires avaient atteint en 1929 les 125 milliards lei.

Quel qu'il soit l'endettement global de la paysannerie, tout le monde est d'accord pour affirmer que 90 % des dettes agraires grèvent les paysans pauvres et moyens et 10 % seulement les gros paysans et les grands propriétaires terriens.

Si nous admettons les 4.111 lei comme base de l'endettement par hectare, cela signifie, en tenant compte du taux d'intérêt officiel de 14 %, un fardeau de 575 lei d'intérêt annuel à payer pour chaque hectare. Cette somme correspond aujourd'hui, en Roumanie, à environ 400 kilogrammes de blé. Ainsi donc le seul paiement des intérêts nécessite un tiers de toute la production d'un hectare de terre, production qui est appréciée à environ 1.200 kilogrammes.

Cet aspect change pourtant complètement si l'on tient compte que le taux d'intérêt exigé par les instituts bancaires les plus solides de Roumanie n'est jamais au-dessous de 18 % et que le taux effectif payé chez les usuriers par la paysannerie pauvre oscille entre 30 et 60 %. Encore faut-il ajouter que les produits agricoles ne peuvent être écoulés que très difficilement et à des prix dérisoires. En Bessarabie, par exemple, on paie le blé 1.000 lei par tonne (1.000 lei = 151 francs français) et le vin de 100 à 200 lei par hectolitre.

Lorsque le petit paysan est ainsi obligé de livrer la moitié de sa production pour payer les intérêts de ses dettes et l'autre moitié pour les impôts et les différents pots-de-vin, il est aisé de se rendre compte de l'existence de misère qui est réservée aux paysans pauvres et moyens de Roumanie. Même si l'on admet le taux d'intérêt de 14 %, les dettes énumérées ci-dessus impliquent un fardeau supérieur.

Dans ces circonstances, l'endettement de la paysannerie pauvre s'accroît sans cesse et il a déjà pris des formes fantastiques. Les effets de cet endettement deviennent catastrophiques dans le cadre général de la crise économique et politique. D'une part, ils ébranlent les bases du système capitaliste en rendant illusoire la garantie hypothécaire des capitaux prêtés et, d'autre part, ils provoquent le mécontentement des larges masses paysannes travailleuses.

Ce processus est déjà en cours.

Les paysans ayant cessé leurs paiements, de nombreuses banques populaires se sont effondrées depuis le début de la crise. La fermeture de grandes et petites banques est à l'ordre du jour dans tout le pays. La décomposition du régime est accélérée par la crise de confiance et par la ruée des déposants vers les guichets des banques. Une vague de saisies déferle à travers le pays, des usuriers voulant encore sauver ce qui peut être sauvé. La première place a, du reste, été prise par l'Etat qui saisit et vend tout l'avoir des paysans incapables de payer leurs impôts.

On cite des cas où des maisons paysannes évaluées à 300.000 lei sont à peine vendues à 5 % de leur valeur. Des cas de ce genre sont très nombreux. Les percepteurs organisent, à l'aide de la force armée, de véritables détachements d'assaut qu'ils utilisent pour se rendre dans les villages où les paysans opposent une résistance particulière aux saisies.

On cite chaque jour des bagarres révolutionnaires entre des paysans et la force armée et l'on trouve même des régions où les percepteurs, n'osant pas s'y rendre, laissent aller les choses.

Le degré de misère dans lequel est tombée la paysannerie, ressort du fait que malgré toutes les violences exercées par le fisc, la rentrée des impôts est déficitaire de 50 % pour l'année 1930. Ce pourcentage est encore plus élevé dans la perception de l'impôt foncier.

L'effervescence parmi les masses paysannes travailleuses est de plus en plus visible.

Dans ces conditions le gouvernement roumain s'est trouvé d'un coup devant la cessation effective de tout paiement de la part des débiteurs paysans. Que ce soit le percepteur d'impôt ou le receveur des banques, il n'y avait plus moyen de sortir un sou de la campagne.

Aussi le gouvernement s'est-il décidé à intervenir; il ne pouvait pas assister impassible à cette grève collective de payer l'impôt et de rembourser les dettes contractées. Il vient de soumettre au Parlement de Bucarest un projet de conversion des dettes agraires.

D'après ce projet les dettes des paysans possédant moins de 5 ha de terres sont converties en une dette à long terme devant être amortie en 30 années à un taux d'intérêt de 4 %. Les crédateurs, quelle que soit la nature de leur créance, ne pourront plus demander à la justice que le versement de la tranche annuelle échue. Les dettes ainsi converties sont garanties par une hypothèque sur tous les biens immobiliers du débiteur.

La conversion des dettes des paysans possédant plus de cinq hectares de terre est conditionnée au consentement de 55 % des crédateurs. Dans ces circonstances, le montant de la dette est réduit de 25 %, alors que les petits paysans sont obligés de payer l'intégralité de leurs dettes. Pour dédommager les crédateurs de cette perte de 25 %, il est établi un taux d'intérêt de 8½ % dont l'Etat prend une partie à sa charge.

Le Crédit agricole, chargé de cette opération, s'est vu attribuer un milliard de lei du budget de l'année courante. La bourgeoisie roumaine espère, en outre, obtenir des

crédits internationaux spéciaux. Il est cependant à peine concevable qu'une somme si minime soit à même d'alléger dans une grande mesure la paysannerie roumaine, si l'on pense que le montant de dettes des paysans est évalué à environ 100 milliards de lei.

Une condition néanmoins est imposée au petit paysan dont les dettes sont converties; il devra dorénavant cultiver ses terres d'après les indications du ministère de l'agriculture. C'est là la préparation d'un nouvel esclavage pour la paysannerie roumaine. La bourgeoisie se réserve ainsi le droit d'imposer aux paysans la nature et les proportions des ensemencements. Forte des expériences faites par la bourgeoisie américaine qui avait essayé en vain de décider les fermiers à diminuer leurs ensemencements de blé ou de coton, la bourgeoisie roumaine se réserve ce droit par la loi projetée.

Quoi qu'il en soit, de cette décision gouvernementale qui jouit de l'appui de tous les partis bourgeois d'opposition, il ressort que:

Le paysan roumain est incapable de faire face à ses dettes. Pour sauver le capital usuraire, le paysan roumain doit être «renfloué», ce qui n'est possible que par l'aide directe de l'Etat en englobant le paysan dans le budget de l'Etat.

La conversion des dettes paysannes va renforcer davantage encore l'esclavage de la paysannerie roumaine. Les avocats de cette «solution» essaieront de faire ressortir aux paysans les avantages de la conversion et c'est pourquoi il est du devoir de toutes les organisations révolutionnaires de Roumanie de détruire, par une attitude juste et opportune, l'illusion que cette loi aura pu éveiller parmi les masses paysannes travailleuses.

La lutte de libération du peuple de Chypre

par K. Dentritis

Dans la seconde moitié du mois d'octobre dernier, se produisit à Chypre un grand soulèvement du peuple contre l'impérialisme britannique. L'île de Chypre, comme nul ne l'ignore est une colonie de l'Empire Britannique. L'Angleterre reçut l'île de la Turquie en 1878, en base d'un traité secret qui fut signé à Constantinople, avec l'engagement de gouverner Chypre pour le compte de la Turquie et de livrer le tribut du peuple cyprite, représentant le surplus des recettes de l'île. Ce surplus fut fixé alors arbitrairement à environ 92.000 livres sterling par an. En réalité, l'Angleterre n'a jamais payé ce tribut à la Turquie, mais servit à dédommager les banquiers anglais qui possédaient des titres de l'emprunt pour la guerre de Crimée, c'est-à-dire à leur payer 81.800 livres d'intérêts par an. En 1914 l'Angleterre a rattaché définitivement l'île à son empire et plus tard, la Turquie, en base du traité de Lausanne a renoncé à tous ses droits sur l'île ainsi qu'au tribut. Ce tribut avait atteint entre temps, avec les intérêts composés, la somme de 650.000 livres. Sur la demande du peuple cyprite de rembourser cette somme, le ministre des financ. Snowden répondit en 1931 que le tribut avait été employé pour éteindre l'emprunt de Crimée. C'est-à-dire que les ouvriers et paysans de Chypre remboursèrent pendant un demi-siècle l'argent que les banquiers avaient prêté au sultan turc pour sa guerre de Crimée.

Le système de gouvernement de Chypre par l'impérialisme anglais n'est pas meilleur, et sur certains points pire même que dans les autres colonies anglaises. Les 350.000 habitants de l'île (300.000 Grecs et 50.000 Turcs) vivent dans une pauvreté continuelle. Malgré tout, ils doivent payer 450.000 livres par an, c'est-à-dire 58 % du budget annuel, pour les salaires des fonctionnaires anglais qui sont les seuls habitants anglais de l'île. Aux fins de comparaison, signalons ici que la Grèce consacre environ 20 % de son budget annuel pour les salaires des fonctionnaires, la France 24 % et d'autres colonies anglaises au plus jusqu'à 40 %. Les impôts sont de 25 % de la production totale. Un ancien ministre des colonies anglaises disait un jour: «A Chypre, existent tous les systèmes d'impôts connus». Et la production de l'île étant presque exclusivement agricole donnant un bénéfice net de 20 % au plus, les impôts engloutissent tous les revenus des paysans. Les impôts sont recouverts de la manière la plus brutale par les fonctionnaires anglais. La prodigalité et le gâchis perpétrés avec l'argent du peuple cyprite et qui dure depuis des décades ont abouti à ce que ces dernières années le budget d'Etat était en déficit. Pourtant, le gouvernement de S. M. à Londres n'hésita pas, par un décret royal, d'annuler par le Conseil de Chypre, le nouveau budget annuel. En outre il chargea les masses travailleuses de Chypre d'un soi-disant emprunt productif de 600.000 livres. Avec les revenus de cet emprunt on veut entr'autres, élargir le port d'Ammaliostis pour les besoins de la marine anglaise, fonder un collège de luxe et asphalté les routes.

A cette exploitation des masses laborieuses de Chypre par l'impérialisme anglais s'ajoute encore l'exploitation des masses paysannes par les *grands propriétaires et usuriers indigènes*. La majeure partie du sol, (54%) appartient aux *grands propriétaires*, aux *successeurs des beys turcs* et au *clergé* et à *quelques paysans riches*. La majorité des paysans, 68% ne possèdent que 46% du sol, et 18% de la population paysanne ne possède pas la moindre parcelle de terre. Sous ces conditions difficiles il était naturel que la crise des dernières années prenne à Chypre des dimensions extraordinairement grandes. Les paysans vendent tout leur avoir qui passe ainsi aux mains des *grands propriétaires* et de l'Etat. Dans de nombreux cas le revenu des paysans suffit à peine à payer les impôts, ce qui a pour conséquence la confiscation et la vente aux enchères. 50.000 cypristes furent réduits à émigrer. Les prix de tous les produits agraires ont baissé de 40—60%. Les entreprises minières licencièrent plus de 10.000 ouvriers. L'industrie du tannage est complètement arrêtée. L'importation en 1929 était de 1.983.883 livres, en 1930 de 1.419.989 livres seulement. L'exportation diminua également de 201.000 livres. 82% de la population paysanne, (d'après des statistiques officielles) est endettée chez les usuriers, le clergé et la banque agraire (à capital purement anglais au taux de 9%). Il est tout naturel que de telles conditions provoquent le mécontentement des vastes masses du peuple cypriste. Depuis des décades, sur ce terrain de difficultés matérielles des masses laborieuses, le capitalisme grec fait un travail actif de propagande en liaison avec les *grands propriétaires fonciers*, le *clergé* et les *éléments capitalistes* de l'île. Le mot d'ordre «Réunion à la mère-patrie la Grèce» propagé parmi les vastes masses par l'intermédiaire de l'église, de l'école, de la presse et des députés grecs, trouva durant des années un écho retentissant. C'était seulement le P. C. de Chypre qui se dressa il y a quelques années comme adversaire de cette ligne qui signifie la remise du peuple cypriste aux mains de l'impérialisme grec. Pourtant, l'accentuation de la crise, surtout en 1931, et la radicalisation toujours plus grande des masses laborieuses, obligea les éléments nationalistes de se mettre à la tête de la lutte du peuple cypriste. Cette lutte éclata dans la seconde moitié du mois d'octobre et dépassa tout de suite les bornes que les *éléments nationalistes grecs* voulaient lui imposer. Elle prit l'étendue et le caractère d'un véritable soulèvement révolutionnaire. Plus de 20 paysans furent tués, et de nombreux blessés. Le palais du gouverneur et de nombreux autres bâtiments publics furent pris d'assaut par les masses et incendiés. Le gouverneur faillit être lynché. Les paysans turcs se montrèrent solidaires et luttèrent aux côtés des émeutiers. *Le refus en masses du paiement des impôts et l'infraction en masses au monopole du sel sont des faits journaliers*. La décision et l'héroïsme du mouvement montre indubitablement qu'il s'agit ici dès le début de l'explosion spontanée du mécontentement des masses paysannes et ouvrières. Les éléments nationalistes grecs ont honteusement trahi la lutte. Ils ont capitulé devant l'ennemi et secondèrent les oppresseurs anglais à abattre le soulèvement. L'évêque de Chypre condamna publiquement le mouvement. La réaction de l'impérialisme fut rapide et barbare. Des navires de guerre entourèrent l'île tandis que des troupes furent rapidement transportées dans l'île par avion. Des milliers d'arrestations furent opérées, des centaines et des centaines furent condamnés à la prison et à l'exil. L'état de siège fut proclamé. Le «Times» réclama des «mesures radicales» et l'anglicanisation de l'île. Dès le début le P. C. cypriste se mit à la tête du mouvement. Son organe fut interdit et les éléments des cadres vitaux condamnés à l'exil perpétuel ou à de longues peines de prison. Malgré toutes ces mesures de terreur il ne fut quand même pas possible d'étouffer complètement le mouvement, et le recul des paysans et des ouvriers cypristes devant les canons des navires de guerre, les escadrilles d'avions et les milliers de militaires n'est rien d'autre qu'un armistice momentané devant la supériorité des armes.

Il serait encore à faire remarquer, avant de terminer, l'attitude officielle du capitalisme grec. Il voulait utiliser pour ses intérêts impérialistes la difficulté économique et politique dans laquelle se trouvait l'impérialisme anglais par suite de la chute de la livre sterling. En Grèce même, il tenta, par une agitation chauviniste sans borne, de réchauffer les idéaux nationalistes-impérialistes, qui depuis la catastrophe d'Asie-Mineur, n'étaient pas très brillants. De plus, cette agitation servait aussi à détourner les vastes masses affamées de Grèce de leur lutte d'intérêts immédiats. L'attitude officielle et les déclarations de Venizélos et des autres représentants officiels du capitalisme grec sont en contradiction criante avec cette excitation nationaliste en Chypre. La déclaration de Venizélos condamne «les rebelles de Chypre» et approuve les mesures répressives de l'impérialisme anglais. Le seul facteur en Grèce qui fut sincèrement contre cette attitude cynique furent les ouvriers et les paysans et les vastes couches intellectuelles en Grèce.

Le nouveau «gouvernement du bloc populaire de Bulgarie» sans masque.

par D. Iv.

Correspondance de Sofia.

Il y a à peine six mois que le nouveau «gouvernement démocratique» Malinov-Mouchanov-Guitchev et Co. ont pris le pouvoir, et le caractère fasciste et sanguinaire de ce «bloc populaire» dont ils ont pris eux-mêmes le titre, s'est confirmé. Cela commença par des massacres de grévistes du textile à *Sliven* et *Jambol*, où les ouvriers *Danailov* et *Stojanov* furent tués, puis contre des ouvriers et paysans manifestants, (dans les villages de *Dalboki*, *Kran*, *Stanimaka*, *Sopot* etc.) . . . où les militaires et la police assassinèrent 5 camarades et où il y eut de nombreux blessés, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Au cours des dernières semaines, le nouveau gouvernement a perpétré un pogrome sanglant contre l'*illégal Parti communiste de Bulgarie*, pogrome accompagné de nombreuses arrestations. Il a organisé une campagne d'excitation pour l'interdiction des organisations légales des ouvriers conscients de classe. Et enfin ces jours derniers, ce gouvernement a organisé un massacre d'étudiants qui, dans leur grande majorité avaient commencé une action anti-fasciste contre le professeur *Tsankov* et le régime fasciste en général.

★

Le 30. 10. 1931 *Nicola Kofardjiev* de Bulgarie fut assassiné. L'assassinat fut prémédité, préparé méthodiquement et exécuté par la police. Plus de 20 agents de la sûreté l'attaquèrent la nuit dans une rue de Sofia et le massacrèrent. A cette occasion, le camarade *Ratcho Tsanev* fut grièvement blessé et passera en outre en jugement en tant que membre du P. C. B.

La même nuit le gouvernement avait ordonné des arrestations en masses dans tout le pays. Toute la presse gouvernementale et bourgeoise commença une campagne de calomnies pour justifier le pogrome contre le P. C. et pour la dissolution des organisations révolutionnaires légales des ouvriers.

Les prisonniers furent soumis à des tortures d'inquisitions pour leur arracher «des aveux». L'ouvrier du tabac *Christo Kotchev* et l'étudiant *Tsatcho Nenov* furent torturés à mort. Pour dissimuler le meurtre, les policiers firent toute une mise en scène pour simuler un «suicide». La police communiqua: «Suicide par pendaison dans la prison préventive». Or les victimes avaient les mains et les pieds liés, et l'examen médical de leurs corps prouva qu'ils avaient perdu tout leur sang et étaient complètement mutilés.

D'autres communications de «suicides» furent aussi données des prisons de *Sliven* et de *Bourgas* . . .

La chasse meurtrière contre les communistes illégaux dura plusieurs jours. Les jeunes communistes *Boris Koptchev* et *Peter Stantchev* furent attaqués dans la rue et arrêtés et le jeune ouvrier *Pela Pelovski* fut mortellement blessé.

★

Malgré la cruauté, la méthode horrible de la police et l'action ignoble de la presse, le plan du gouvernement échoua cependant. Il ne réussit pas à démoraliser ni à anéantir la direction du P. C. illégal. Il ne parvint pas à atteindre à la dissolution du *Parti ouvrier*, malgré les «aveux» arrachés par des tortures inouïes, le matériel saisi etc. . . ., il ne réussit pas à obtenir l'annulation des mandats des *députés* du Bloc des ouvriers et des paysans.

Le plan du gouvernement échoua devant la résistance et l'énergie de l'avant-garde ouvrière révolutionnaire et de ses organisations, soutenues par le *large mouvement de protestation* dans tout le pays.

La physionomie sanglante du «nouveau» gouvernement s'est définitivement montrée. Le masque est tombé!

★

Le développement des événements en Bulgarie entre dans une phase décisive. La tentative de la bourgeoisie, d'élargir la base sociale de la dictature fasciste en attirant l'Union agrarienne au pouvoir, a échoué. Aucune des «réformes» promises n'a été réalisée jusqu'à présent. Au lieu de l'amnistie tant réclamée et promise, amnistie sans aucune condition, le gouvernement a présenté un projet extrêmement limité d'une amnistie conditionnelle pour les victimes de la dictature fasciste. Au lieu de la suppression de la loi de défense de l'Etat, celle-ci est appliquée plus rigoureusement que jamais. Des centaines des prolétaires arrêtés ces derniers temps sont sous le coup de cette loi barbare. Le cours terroriste contre les organisations révolutionnaires des ouvriers a été encore renforcé par le «nouveau» pouvoir.

Les masses laborieuses sont extrêmement mécontentes. Sous les coups réitérés et toujours plus insupportables de la crise économique, la radicalisation des masses ne peut plus être endiguée. La désillusion des masses paysannes se manifesta clairement lors des

dernières élections communales dans les villages en novembre dernier. Malgré une terreur sans précédent, le Bloc des ouvriers et des paysans tient toujours la seconde place, et dans de nombreuses régions il tient même la première place, et surpassa le nombre de voix du bloc gouvernemental.

Les actions antifascistes de masses des étudiants sont caractéristiques pour montrer l'état d'esprit dans le pays. La revendication orageuse de la démission du sanguinaire professeur Tsankov, se développa en une grandiose protestation politique contre tout le régime fasciste. Malgré les massacres d'étudiants par la police et la troupe, les étudiants, secondés par la classe ouvrière furent maîtres des rues et des places de Sofia, ce qui sema la panique parmi les dirigeants fascistes.

*

Plus que jamais, la solidarité du prolétariat et des masses opprimées des Balkans est indispensable. Dans *Nicola Kofardjiev*, nous avons perdu un des meilleurs militants de la Fédération Balkanique des Républiques libres des ouvriers et des paysans. D'autant plus forte doit être notre protestation contre les assassins: les canailles du gouvernement Mouchanov-Guitschev et Co.

Pages historiques du mouvement socialiste en Macédoine.

par K. Gripos

Dans le Tachydromos journal quotidien, paraissant à Salonique, A. Benaroya, un des initiateurs du mouvement socialiste en Macédoine, a publié une série d'articles sur les débuts du mouvement ouvrier macédonien. Nous croyons intéressant de reproduire ci-après un raccourci des articles de A. Benaroya.

La Rédaction.

Au début du mois de juillet, 1908, éclata à Salonique le mouvement jeune-turc. La ville change aussitôt de vue. Partout une fermentation politique inaccoutumée, des parades militaires, des scènes de fraternisation entre les gens de diverses nationalités. Des «antartes», et des révolutionnaires macédoniens, tous armés jusqu'aux dents et décorés d'enseignes, parcourent les rues de Salonique. Des journaux en diverses langues paraissent. Des clubs et des partis politiques, composés principalement de commerçants et d'intellectuels, sont fondés, tels par exemple l'Union politique des Grecs, le club israélite des «Amis», etc. Au milieu de ce mouvement se manifeste la première fermentation ouvrière. Des manifestations ont lieu où prennent part les ouvriers du tabac, du bois, les tailleurs, les typographes, etc. Leurs revendications se limitent à une petite augmentation des salaires. Les patrons font de petites concessions et de grandes promesses. Tous ces mouvements étaient dirigés par les comités nationaux. Mais il n'y avait pas encore trace d'une organisation professionnelle et d'une conscience de classe prolétarienne. Il existait, parmi les ouvriers grecs et juifs, quelques caisses de secours mutuel, mais elles ne fonctionnaient qu'en secret. Quelque temps après, les mêmes comités nationaux pousseront les ouvriers dans les organisations professionnelles. Les comités nationaux voulaient en effet utiliser les ouvriers dans les élections qui devaient avoir lieu. Dans ce but ils fondaient de nombreuses caisses de secours mutuel, mais toujours sur la base de la nationalité (Sociétés de secours mutuel grecques, turques, bulgares et juives). Il y eut également deux organisations d'un caractère professionnel: les corporations des ouvriers de la «Regie» et des cheminots. Entre toutes ces organisations ouvrières il n'existait cependant aucun contact. Néanmoins, en 1909, les ouvriers de nationalités différentes firent quelques petites grèves communes. En 1909, le sultan Hamid fit une tentative de restaurer l'absolutisme. Le Comité jeune-turc agit avec une rapidité déconcertante. Le sultan Hamid fut détrôné et Mehmed V fut élevé au trône des khalifs. Pendant ce temps il se déclancha une nouvelle vague de grèves à Salonique. A ces grèves prirent part des ouvriers du bois, du tabac, des cheminots, des métallistes. Ce furent les premières grèves de masses où participèrent des ouvriers sans distinction de nationalité et où la lutte fut menée avec un certain ordre. Les comités dirigeants se mirent alors à la tête des grévistes. Les clubs nationaux furent refoulés au deuxième plan. C'est alors que le nom de «syndicat» fut prononcé pour la première fois. A peu près en même temps apparurent sur la scène les socialistes bulgares, qui prêchaient l'union de toutes les forces ouvrières de Salonique dans une organisation socialiste et la fondation d'un club ouvrier commun. Le premier Club ouvrier (juif) fut bientôt fondé et son enseigne fut un marteau. Le but principal de ce club était de soustraire les masses juives à l'influence du «Club des Amis». Dans le Club ouvrier juif furent organisées des conférences et des discussions sur la lutte des classes et sur le socialisme. Le premier mai fut fêté pour la première fois en 1909 avec grand succès. A cette fête participèrent principalement des ouvriers juifs, turcs et bulgares. Quelque temps après le Club ouvrier juif fut transformé en section de la

Fédération Socialiste et il publia un journal hebdomadaire «Fédération Socialiste». En même temps la plupart des caisses de secours mutuel furent transformées en syndicats professionnels. A côté de la Fédération fut fondé à Salonique un groupe socialiste composé principalement de typographes bulgares venus de Bulgarie. La Fédération fut ainsi nommée par ses fondateurs juifs qui considéraient que dans un empire composé d'une mosaïque de nationalités il n'aurait pas été possible de fonder un parti social-démocrate unique comme dans les autres pays. Les socialistes bulgares de Salonique, au contraire, et plus tard les socialistes grecs qui étaient très peu nombreux furent toujours partisans de la création d'un parti socialiste unique et de l'adhésion de ce parti à la deuxième Internationale. Sur ce point le différend entre les deux groupes socialistes ne put être résolu et chacun d'eux continua à agir séparément. C'est à cette époque qu'en Espagne fut arrêté et condamné à mort le pédagogue athéiste Ferrer. Les socialistes de Salonique, en collaboration avec les franc-maçons, organisèrent une grande manifestation devant le consulat d'Espagne. A la suite de cette manifestation surgit un grand différend entre les socialistes bulgares et la Fédération. Sur cette question Benaroya, Hasson et un groupe entier de militants adoptèrent le point de vue des socialistes bulgares qui se trouvaient certes en minorité mais qui étaient bien développés au point de vue théorique et entretenaient des rapports permanents avec le Parti des socialistes «étroits» de Bulgarie. A la suite du désaccord avec la Fédération, ils fondèrent à Salonique un centre socialiste bulgare à part. Les efforts de la Fédération pour la fondation d'un groupe grec et d'un groupe turc furent toujours vains. La Fédération publia le «Journal des ouvriers» en quatre langues. A partir du cinquième numéro ce journal ne put paraître qu'en deux langues: espagnol (dialecte juif-espagnol) et bulgare. Après son neuvième numéro «le Journal des ouvriers» fut interdit par la police. Cependant le processus d'unification du mouvement se poursuivait et il a eu pour résultat la fusion des syndicats nationaux en un syndicat commun.

Ce mouvement de Salonique qui se développait parallèlement avec ceux de Constantinople et de Smyrne, s'étendit même à l'intérieur de la Macédoine (Skopié, Véles, etc.). Il faut surtout noter la grande grève des cheminots à laquelle participèrent des ouvriers de toutes les nationalités. Le gouvernement turc fit passer une loi qui interdisait la grève des ouvriers des services publics. En réponse à cette politique du gouvernement turc une grande vague d'indignation se déchaîna à Salonique, en Thrace et jusqu'en Asie-Mineure. Une grande manifestation d'un caractère purement politique eut lieu à Salonique malgré l'interdiction policière. A cette manifestation prirent part toutes les corporations et tout le monde ouvrier même ceux des ouvriers qui étaient sous l'influence des organisations nationales. Des manifestations semblables eurent lieu également dans les autres villes macédoniennes.

Le nom de la Fédération dépasse bientôt les frontières turques. Des rapports étroits s'établirent entre la Fédération et les deux partis socialistes arméniens Dachnak (fédération) et Hindchak (la cloche) et avec le Bureau socialiste international de Bruxelles, de même qu'avec les partis socialistes balkaniques. La Fédération adhéra à l'Internationale Socialiste.

Bientôt commença la persécution de la Fédération par les autorités turques. Les députés socialistes arméniens intervinrent au Parlement en faveur de la Fédération et ils obligèrent le gouvernement de l'empire à faire cesser les poursuites.

(Sur ce point Benaroya commet une erreur historique. Ce ne sont pas les députés socialistes arméniens qui sont intervenus au parlement turc en faveur de la Fédération, mais c'est notre camarade et ami *Dimitri Vlachoff* qui y fut soutenu par les députés socialistes anciennes et toute l'opposition, ainsi qu'il ressort du compte-rendu de cette séance historique, fait dans les journaux de l'empire. Lire à ce sujet le «Jeune Turc» du 8 décembre 1910 et un article de *Parvus*, paru dans le «Arbeiterzeitung» du 20 décembre 1910. Gripos.)

Le 1er mai 1910 fut fêté avec enthousiasme mais les Bulgares fêtèrent séparément. La feuille du premier mai fut publiée en français et en espagnol. Il y eut une grève mais elle ne fut pas générale. Les corporations du tabac furent traduites devant la justice pour activité politique illégale, mais elles furent acquittées et cet événement donna lieu à une manifestation enthousiaste.

En Macédoine il y avait à ce moment là deux groupes macédoniens: les verkhovistes et les fédéralistes (Sandanski-Panitsa). Pendant les premières élections ottomanes les fédéralistes gagnèrent un siège au parlement avec Dimitri Vlachoff, vieux socialiste qui se mit à la tête des Fédéralistes (Fédéralistes Populaires). Mais quelque temps après, à la suite de la dissolution des organisations nationales, D. Vlachoff adhéra à la Fédération Socialiste de Salonique et collabora avec les socialistes arméniens et grecs de Constantinople. Vlachoff a toujours servi avec dévouement la Fédération. Son adhésion a certainement rehaussé l'autorité de la Fédération, qui déploie maintenant une activité politique intense. Elle publie l'hebdomadaire «La Solidarité Ouvrière», un journal grec «Ergatis», un journal espagnol juif «Lavorador» et un journal turc «Ichtirak». Tout ceci a été réalisé avec l'appui énergique des socialistes bulgares. C'est autour de ces journaux que se développait le mouvement ouvrier socialiste.

En janvier 1911 eut lieu le congrès socialiste à Salonique. En tout 29 représentants y furent présents, 5 pour la Fédération, 4 pour le Centre socialiste bulgare, 1 pour le Centre socialiste de Constantinople, 5 pour le Centre socialiste de Skopie, 1 de Tetovo etc. Le Parti socialiste serbe y envoya *Atsa Pavolvitch* comme observateur. Le congrès donna raison à la Fédération pour ce qui concernait ses vues sur l'organisation, mais il approuva les efforts que les socialistes bulgares faisaient pour assurer une interprétation orthodoxe du socialisme. Après le congrès, la Fédération et le Centre socialiste bulgares collaborèrent étroitement. Le 1er mai 1911 eurent lieu dans presque toutes les villes macédoniennes des manifestations imposantes. Cette fois-ci les Grecs et les Turcs y prirent une part plus active. Pendant ces manifestations parlèrent: D. Vlahhoff, Papa Thomas, Arditi, Benaroya. 12 mille ouvriers firent grève. 7 mille ouvriers manifestèrent, en chantant l'Internationale. La police arrêta et expulsa plusieurs personnes, mais les autorités turques furent obligées de renoncer aux persécutions, en raison des protestations venues de l'étranger et l'action des socialistes de Salonique. Néanmoins le journal socialiste grec de Constantinople fut interdit et le journal socialiste turc «Ichterak» fut poursuivi.

La situation en Turquie devenait de jour en jour plus mauvaise. La guerre entre l'Italie et la Turquie fut bientôt déclenchée et le danger d'une guerre balkano-turque devenait toujours plus menaçant. Par l'initiative des socialistes serbes fut convoqué à Belgrade un congrès pan-balkanique, en 1911, où prirent part des représentants serbes, bulgares, roumains croates, ainsi que des représentants de la Fédération. L'Internationale Socialiste y envoya C. Rakovski. A ce congrès il fut décidé que le 5 novembre 1911 on organiserait dans tous les Balkans des démonstrations contre la guerre. C'est alors que fut fondé le parti turc oppositionnel «İtilav». Les élections parlementaires eurent lieu sous l'état de siège. La lutte électorale fut âpre. Les partis bourgeois oppositionnels et les partis socialistes agirent de concert «pour faire face à l'arbitraire et à l'absolutisme»... La Fédération collabora à Salonique avec les comités nationaux et le parti oppositionnel turc. Des collisions sanglantes eurent lieu à Langada, suivies d'arrestations et d'expulsions. La Fédération publia un journal socialiste turc. Au premier scrutin furent élus de nombreux électeurs de deuxième degré (les élections étant à deux degrés), oppositionnels et socialistes. Les autorités turques procédèrent à de nouvelles arrestations et expulsions. C'est vers cette époque que surgit la question de la Crète. Les produits grecs furent boycottés; les turcs organisèrent des démonstrations contre la Grèce. La Fédération fixa nettement son attitude sur cette question et elle déclara que le peuple crétois avait le droit de disposer de lui-même. Les autorités turques commencèrent alors à persécuter de nouveau les leaders de la Fédération. Ensuite survint la révolution albanaise contre les jeunes turcs; la Fédération se plaça tout de suite au côté du peuple albanais. Les persécutions se multiplièrent. Benaroya fut exilé. Après la guerre balkano-turque commença une nouvelle période du mouvement révolutionnaire socialiste et national.



LE MOUVEMENT NATIONAL REVOLUTIONNAIRE AUX BALKANS

Protestation contre la terreur et les persécutions vis-à-vis des masses macédonniennes en Bulgarie.

A propos des persécutions cruelles qui se font contre le peuple macédonien sous la domination bulgare et les émigrés macédoniens, le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans a lancé une protestation énergique. Nous avons reçu un exemplaire de cette protestation. Vu son importance nous la publions in extenso dans notre Revue.

Pour réaliser leurs aspirations de revanche vis-à-vis la Macédoine, les impérialistes bulgares soutiennent la fameuse bande terroriste d'Ivan Mikhailov. Cette bande n'a rien de commun avec le mouvement de libération des masses macédoniennes. Au contraire: en tant que mercenaire des revanchards bulgares elle terrorise et assassine tous les éléments avancés et militants dans le mouvement de libération macédonienne, dont le but est l'indépendance de la Macédoine et la Fédération Balkanique.

Encouragée et soutenue par le gouvernement fasciste bulgare cette bande a perpétré d'innombrables assassinats; elle est l'auteur du fameux système de «disparition sans trace». Dans le district de Pétritch seulement (la Macédoine sous la domination bulgare) cette bande a assassiné — au cours des dernières années — environ 2.000 paysans, ouvriers et intellectuels macédoniens.

Après l'ascension au pouvoir du nouveau gouvernement soi-disant populaire (de Malinov et plus tard Mouchanov-Guitchev) beaucoup de personnes nourrissaient l'espoir que dorénavant il serait mis fin aux excès sanglants, à la terreur morale et physique que ce «facteur irresponsable» exerçait envers l'émigration macédonienne en Bulgarie. On espérait que s'en était fait de sa domination sanglante au district de Pétritch, où il est maître de la vie et du bien de la population, où il nomme les députés, installe les maires, et exerce arbitrairement la justice. Cependant ces espoirs furent déçus. En vain la population macédonienne du district de Pétritch (200.000 âmes) envoyait-elle des députations à Sofia pour réclamer au gouvernement de la délivrer de cette bande macédonienne fasciste. Le gouvernement non seulement faisait la sourde oreille aux démonstrations et protestations de la population martyrisée, mais — comme le prouvent tous les faits — il s'entendait avec la bande d'Ivan Mikhailov qui se mit volontiers à la disposition du gouvernement «démocrate». Ne rencontrant plus aucun obstacle et encouragée par cette protection, elle continua à poursuivre son oeuvre sanglante.

De nouveau elle assassinait en plein jour, dans les rues de Sofia, ses adversaires ainsi que tous les éléments avancés et révolutionnaires de l'émigration macédonienne et de la population du district de Pétritch. Du 12 août au 15 septembre de cette année, c'est à dire en l'espace d'un mois, la bande de Mikhailov perpétra 7 coups de main et attentats dont ceux commis au moyen de machines infernales; elle blessa et assassina des douzaines de ses adversaires et perpétra, dans la prison centrale de Sofia, un attentat armé contre deux détenus politiques, qui étaient ses adversaires idéologiques. Mais ni les instigateurs ni les organes exécutifs de ces actes scélérats ne furent découverts.

La même bande, sous la direction du bourreau *Velitchko* (le même qui, en juin 1923 dépeça *Stamboliiski* avec un sadisme inouï) tient le quartier des émigrés macédoniens sous une terreur continuelle, menaçant et terrorisant tous les éléments sincères et militants des masses macédoniennes.

Les deux députés macédoniens du bloc ouvrier, *Martoulkov* et *Christo Traïkov* sont également menacés d'assassinat parcequ'ils osèrent, dans leurs discours au parlement, dénoncer le rôle de bourreau de cette mafia fasciste macédonienne.

Dans le district de Pétritch cette bande soumet la population à des persécutions épouvantables. Exaspérée par la défaite subie aux élections du 21 juin dernier (70 % des électeurs ne votèrent pas pour les listes imposées par force, mais mirent des mots d'ordre de protestation) elle répondit par une nouvelle vague de la terreur la plus sanglante. Elle se venge des fomenteurs de cette protestation courageuse de masses, en soumettant les éléments éclairés et avancés à d'atroces traitements. Encore une fois les bourreaux de cette bande, avec Ivan Mikhailov en tête, menacent de massacre de masse, pour exterminer tous les éléments militants et d'opposition. Déjà ils commencent à réaliser leur menace.

Le 3 octobre dernier, le professeur *Ilia Atanassoff*, âgé de 52 ans, fut attaqué par cette bande à Nevrokop et grièvement blessé. Le 4 octobre l'ancien instituteur *Toma Sachov* fut assassiné à coups de fusil par les agents de cette même bande à Pétritch. Des douzaines de personnes furent lynchés dans la rue. Les dernières nouvelles qui nous parviennent du district de Pétritch nous informent que les autorités y ont procédé à des arrestations

de masses et qu'ils livrent leurs victimes aux bourreaux d'Ivan Mikhaïlov, pour les soumettre à des tourments de l'inquisition moyennageuse et à des tortures inhumaines, ou pour les faire «disparaître sans laisser de trace».

Il est évident que le gouvernement de Mouchanov-Guitchev non seulement ne persécute pas cette bande, mais qu'il la soutient ouvertement. La meilleure preuve en est que la police de Sofia qui «découvre» avec tant de zèle des «conspirations d'ouvriers» n'a pas encore mis la main sur un seul des auteurs des assassinats sans nombre perpétrés par cette bande ces derniers temps.

Plus encore: le projet d'amnistie déposé par le gouvernement au parlement n'a pas trait aux survivants de la terreur fasciste qui languissent dans les prisons ou traînent une existence misérable à l'étranger, mais aux assassins et, en premier lieu, aux bourreaux de la bande macédonienne fasciste, aux auteurs des massacres fameux du coup d'Etat du 9 juin et de l'insurrection de septembre, aux auteurs des massacres de Gorna Djoumaja et des assassinats en masse en avril 1925.

La dernière preuve en date que la police bulgare est entièrement au service de cette bande, réside dans le fait suivant: le 18 novembre la police de Sofia a arrêté un grand nombre de militants macédoniens en tant qu'adversaires décidés du fascisme macédonien et partisans convaincus de l'idée de l'indépendance de la Macédoine et de la Fédération Balkanique. Parmi ces militants se trouvent *Christo Chrolev*, *Touché Hadji Délev* et beaucoup d'autres. Le régime fasciste de Bulgarie tente à écarter ces militants macédoniens dévoués à la liberté nationale et qui sont un obstacle aux aspirations de revanche des impérialistes bulgares. A la préfecture ils furent soumis à d'effroyables tourments. Le bruit court que quelques-uns ont été tués ce qui ne serait qu'une répétition de l'assassinat des trois communistes par la police, qui essaya de masquer ce crime en informant le public qu'ils s'étaient «suicidés». Ces appréhensions sont renforcées du fait que le gouvernement de Mouchanov cherche à justifier cette arrestation en la présentant comme résultat de la «découverte» de nouvelles «conspirations» communistes. L'appréhension que quelques-uns des arrêtés ne se «suicident» est encore confirmée du fait que la police de Sofia n'a pas encore daigné de publier les noms et le sort des arrêtés.

En soumettant toutes ces données à l'opinion publique des Balkans et du monde entier, ainsi qu'à tous les amis sincères des peuples opprimés, nous les appelons énergiquement à venir aussitôt au secours, car c'est seulement par une intervention immédiate que la vie des militants macédoniens pourra être sauvée et le gouvernement fasciste bulgare forcé de mettre fin à la terreur sanglante envers les masses macédoniennes en Bulgarie.

Au nom des organisations national-révolutionnaires des Balkans, nous élevons la protestation la plus énergique contre la terreur et les persécutions auxquelles sont soumis de la part du gouvernement Mouchanov-Guitchev et de leurs mercenaires, les bandes fascistes d'Ivan Mikhaïlov, les macédoniens en Bulgarie.

Nous proclamons notre sympathie fraternelle pour les masses macédoniennes en Bulgarie ainsi que pour la seule véritable organisation national-révolutionnaire, l'ORIM (*unifiée*). Nous soutenons de toutes nos forces la lutte héroïque du peuple macédonien morcelé et asservi pour une Macédoine libre, unifiée et indépendante et pour la Fédération Balkanique.

Nous déclarons que la voie de la lutte des masses et du front unique révolutionnaire avec les ouvriers et les paysans, où se sont engagées courageusement les masses macédoniennes, est la seule véritable voie conduisant à la libération des peuples nationalement opprimés et asservis des Balkans.

Nous soulignons que ni la réaction fasciste de Mouchanov en Bulgarie, ni les dictatures fascistes dans les Balkans, soutenues et encouragées par l'impérialisme international, sont en état d'arrêter et empêcher la lutte de libération des peuples opprimés nationalement ainsi que la marche victorieuse des masses de tous les opprimés et affamés mobilisées sous l'étendard du front unique révolutionnaire.

A bas la terreur sanglante envers les masses macédoniennes en Bulgarie!

Vive le front unique révolutionnaire des peuples nationalement opprimés avec les ouvriers et les paysans des Balkans!

Vive la Fédération des Républiques des Peuples Libres des Balkans!

Décembre 1931.

Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans.

Télégramme de protestation de personnalités éminentes.

A propos des événements sanglants qui ont eu lieu dernièrement en Macédoine sous la domination bulgare et parmi l'émigration macédonienne, l'opinion publique en Bulgarie et en Europe centrale et occidentale fut fortement émue. Des protestations énergiques de différentes organisations et personnalités furent envoyées à M. Mouchanov pour demander la cessation du régime exceptionnel infligé aux masses macédoniennes. Nous donnons ci-après le télégramme que des personnalités éminentes de l'Allemagne ont envoyé au président du conseil bulgare.

Au Président du conseil Mouchanov, Sofia

(Copies au président du Sobranié Malinov, au ministre Guitchev, aux députés Sabi Dimitrov, Martoulkov; aux rédactions d'*Echo*, *Rabotnitchesko Delo*, *Dobroudjansko Znamé*, *Zaria*).

Dans vos efforts d'étouffer le véritable mouvement national macédonien de libération, vous persécutez tous les militants sincères pour la libération de la Macédoine et pour la Fédération Balkanique. Au cours des dernières semaines vous avez arrêté à Sofia des douzaines de militants macédoniens, parmi eux *Christo Chrolev*, *Touché Hajdi Délev* et beaucoup d'autres. L'opinion publique ignore le sort des emprisonnés dans les casemates obscures de la police. La police a des intentions atroces contre les prisonniers.

Nous élevons la protestation la plus énergique contre la terreur à l'égard des militants macédoniens; nous revendiquons la libération des emprisonnés et réclamons qu'il soit mis fin aux excès sanglants des bandes fascistes de Mikhaïlov dans le district de Pétritch; nous vous tenons responsable de la vie des véritables députés macédoniens menacés par les mêmes bandes et demandons des garanties pour la liberté et les droits des masses macédoniennes.

Prof. Albert Einstein, Thomas Mann, Karin Michaelis, Ernst Toller, Erwin Piscator, Professor Halle, Prof. Alfons Goldschmidt,

Sécretaire Général de l'Association «Balkans libres» Herwarth Walden

Appel du Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans contre l'oppression nationale en Dobroudja (Roumanie).

Vu la politique accentuée de dénationalisation, de colonisation et de terreur sanglante, le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans a lancé un appel dirigé contre l'oppression nationale en Dobroudja. Nous avons reçu une copie de cet appel. Nous considérons comme notre devoir de reproduire ci-dessous cet appel émouvant.

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans se fait un devoir d'attirer l'attention de l'opinion publique avancée, sur l'intensification nouvelle de l'oppression nationale en Dobroudja.

Des bandes de colons armés parcourent en tous sens la Dobroudja sévissant brutalement, et perpétrant des pillages et des assassinats en masse. Rien qu'au cours de ces dernières semaines plusieurs paysans bulgares et turcs ont été massacrés. Le 4 septembre dernier l'ancien sénateur, Christo Stefanov, fut assassiné. Cet acte scélérat fut suivi par le lâche assassinat de *Dimitër Dontchev* militant bien connu pour la libération de la Dobroudja, qui après avoir été soumis pendant 50 journées aux tortures les plus atroces dans les casemates de la fameuse Siguranza, fut percé par les balles meurtrières de la police. En même temps il fut procédé à une série d'arrestations en masses. Un grand nombre de villages, dont Bogdanovo, Tchair Haman, Suitchouk, Enimachlé et d'autres situés dans les districts de Si.istra et Dobritch, furent déclarés en état de siège et la population soumise à une terreur inhumaine.

Le déplacement violent de la population indigène bulgare et turque par les colons roumains (Koutsovalachs) continue avec une brutalité sans précédent. Ces derniers temps des centaines de familles koutsovalachs sont arrivées dans le district de Dobritch et ont été logées de force dans les demeures de la population paysanne indigène ce qui donne lieu à des collisions et de nombreux conflits dégénérent souvent en bagarres sanglantes. Le renforcement de la colonisation par des colons roumains est envisagé.

Parallèlement à la colonisation forcée de la Dobroudja se poursuit le dépouillement économique brutal de la population indigène. Par voie «légale» toutes les anciennes familles paysannes furent dépouillées du tiers de leurs terres en faveur de l'Etat, qui le distribue aux colons nouveaux-venus. La population paysanne indigène est forcée de mettre son outillage à la disposition des colons — les autorités appelant cette mesure «préceptes à l'emploi commun des instruments de travail», les impôts sont fait payés pour une année d'avance. L'usure sur les prix et les intérêts, un système de rente raffiné — voilà quelques-unes des méthodes employées par les impérialistes roumains parallèlement à la terreur politique et à l'extermination physique de tous les éléments militants en Dobroudja, pour arriver plus vite à achever leur oeuvre de dénationalisation et de coloni-

sation, et pour faire de la Dobroudja et de son littoral de la Mer Noire la base sûre de leur domination. La population indigène est privée de ses écoles. A l'heure actuelle il ne reste pas plus de 4 écoles sur 500 anciennes écoles bulgares et turques.

Par suite de ces mesures rigoureuses a commencé une nouvelle vague d'émigration des indigènes. Des centaines de fils du peuple dobroudjanais viennent s'ajouter aux 40 mille réfugiés dobroudjanais, qui furent forcés de quitter leur pays au cours de ces dix années dernières. Dans les districts de Dobritch et Silistra, un grand nombre de familles paysannes indigènes ont vendu leurs biens ces dernières semaines et sont en train de quitter la Dobroudja.

A ces tentatives d'asservissement national et économique, le peuple dobroudjanais répond par l'organisation puissante de sa lutte contre le régime roumain d'oppression. Cette lutte est dirigée uniquement par l'organisation révolutionnaire dobroudjanaise, «ORD». Vers la fin-novembre le régime roumain avait tenté de porter un rude coup à la population dobroudjanaise et son organisation de lutte. Dans les villages de Chabla, Michaileny, Gargalak, Giour-Suitchouk, etc. on procéda à des arrestations en masses de paysans, qui étaient inculpés d'avoir hissé, le 7 novembre, des drapeaux rouges, portant les inscriptions: «Nous revendiquons la libération de la Dobroudja», «Pour la Fédération des Libres Républiques Balkaniques», etc. Tous les arrêtés, en tout 60 paysans, professeurs et médecins, furent torturés cruellement. Vu l'excitation profonde soulevée parmi les larges masses du peuple, le conseil municipal de Cavarna réclama du ministère de la guerre roumain d'envoyer des forces militaires pour «maintenir la paix et l'ordre!»

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans envoie au peuple dobroudjanais et à son organisation de lutte «ORD» ses salutations ardentes de solidarité fraternelle et fait appel en même temps à tous les amis des peuples opprimés, au prolétariat révolutionnaire et à la paysannerie, à toutes les masses des peuples opprimés nationalement, d'élever leur voix de protestation contre la politique de dénationalisation et de colonisation de la classe dominante roumaine, contre l'asservissement de la Dobroudja, et contre le système d'assassinats et de tortures infligées aux militants dobroudjanais! Que les vastes masses du peuple dobroudjanais sachent qu'elles ne sont pas isolées dans leur lutte pour leur libération nationale.

Bas les mains de l'ORD et des militants dobroudjanais!

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans.

Décembre 1931.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin de l'Association «Balkans Libres» (Bund „Freier Balkan“) Berlin.

par St. K.

L'Association «Freier Balkan» Berlin, cette association connue d'intellectuels progressistes allemands pour la lutte contre l'oppression nationale et la terreur fasciste dans les pays balkaniques a, en dehors de sa collection de documents parue sous forme de livre «Dictature en Yougoslavie», publié dans les deux derniers numéros de son «Bulletin», un matériel précieux sur la terreur grand-serbe en Yougoslavie.

Le N.2 du bulletin de 1931 rassemble des résultats d'une enquête à l'occasion du 2. anniversaire de la dictature. Les esprits progressistes les plus célèbres d'Europe adhèrent aux revendications de l'Association „Freier Balkan“ qui servent d'introduction au «Bulletin»:

«Par l'aide aux peuples opprimés et à tous les éléments de progrès en Yougoslavie, et par une protestation contre la dictature et le fascisme dans ce pays, nous alarmons, en tant qu'amis de la liberté et du progrès, les masses à la lutte contre la dictature militaire et fasciste qui menace aussi nos pays et toute l'Europe.» *Henri Barbusse*, le grand ami de tous les mouvements de libération s'écrie: «Puisse l'anniversaire de la dictature du roi Alexandre déchaîner une puissante vague de haine et de rage dans le coeur des masses opprimées.» La célèbre femme de lettres *Karin Michaelis* qui est depuis longtemps l'amie des peuples balkaniques et qui il y a quelques années voyagea en Yougoslavie et fit la connaissance de ces dominateurs dit dans sa déclaration: «Aussi longtemps que le monde ne sut rien des atrocités et des tortures en Yougoslavie, il y avait une excuse à ne rien entreprendre, mais aujourd'hui, où nul n'en ignore, quiconque n'élève

pas la voix contre une telle inhumanité est complice.» Les écrivains *Alfons Paquet et Ernst Toller*, le député au Reichstag *Willi Muenzenberg*, le professeur d'université *Dr. F. J. Gumbel*, le vieux militant *Georg Ledebour* et d'autres encore déclarèrent souvent publiquement leur sympathie pour les luttes de libération des peuples opprimés de Yougoslavie, leur mécontentement contre la domination de terreur de la dictature grand-serbe et leur assentiment pour les buts de l'association «Freier Balkan». Il est du plus grand intérêt d'apprendre qu'en dehors d'Henri Barbusse, de nombreux intellectuels français bien connus participèrent à l'enquête lancée à l'occasion du second anniversaire de la dictature en Yougoslavie. *Léon Werth, Daniel Renoult, G. Duchêne, Paul Louis, Gabriel Péri, Charles Vildrac, Georges Pioch, Francis Jourdain, Charles Rapoport, Gabriel Reuillard, Armand Carpentier, Dr. M. Gallouen, Ed. Autant, L. Lara, René Maublanc, Augustin et Henriette Hamon, Dr. Max Ubelhoer, A. Bour, Florimond Bonte*, tous prouvent que l'opinion publique de France n'est pas du tout en accord avec la politique des cercles gouvernementaux, des protecteurs et financiers de la dictature grand-serbe. Tous tendent la main aux peuples opprimés de Yougoslavie au nom du peuple français.

Pour l'inauguration du «Parlement» le 7 décembre, le bulletin N. 3 parut avec un matériel détaillé d'informations sur la «Constitution», et la manœuvre «électorale» de la dictature grand-serbe. Les décisions les plus importantes de la «Constitution», de la loi «sur les élections» et «d'association», ces documents cyniques et grotesques furent cités dans le bulletin. Quelques notices sans commentaires qui font suite à ces documents montrent mieux que dans l'«Etat constitutionnel» de Yougoslavie le vieux régime de dictature continue de régner: Peu de semaines après la proclamation de la constitution les jeunes nationalistes croates Hranilovitch et Soldin furent condamnés à mort et pendus, les jeunes ouvriers Debeljak et Adamitch furent assassinés par la police, sous prétexte de propagande communiste. Les macédoniens Velikov et Nikolov furent condamnés à mort et 14 ouvriers se virent octroyer 82 années de travaux forcés! Le chapitre suivant du bulletin traite des préparatifs du régime pour la comédie électorale: Avec une franchise cynique, la dictature déclare par sa presse et ses orateurs que tout citoyen qui ne votera pas pour la liste du dictateur Jivkovitch sentira la vengeance de l'Etat. La traduction littéraire d'une circulaire du comité central électoral de Ljubljana montre comment le régime mobilisa ses forces pour contraindre le peuple à participer aux élections. Une lettre adressée de Yougoslavie à l'Association «Freier Balkan» contient des faits intéressants sur les efforts de la dictature pour développer les élections en un «triomphe». Puis suivent des extraits d'appels de la coalition paysanne démocrate, du Parti communiste yougoslave pour la lutte contre la dictature fasciste. La lettre d'un macédonien communique des détails sur la terreur exercée en Macédoine d'une manière encore plus brutale que dans les autres parties opprimées de la Yougoslavie, et sur les défaites subies par la dictature malgré les plus épouvantables mesures de terreur. Un chapitre spécial dévoile les mensonges du régime qui prétendit «que les élections s'étaient accomplies dans un ordre et un calme parfaits,» alors qu'à Belgrade longtemps avant les élections et le jour des élections, il y eut de grandioses manifestations tandis que dans les villages il se produisit de sanglantes batailles et qu'à Zagreb il y eut même une explosion démonstrative. Un autre chapitre rapporte sur les «voix du régime au sujet des résultats électoraux» et montre comment la dictature, dans ses efforts de déployer les «élections» en un «triomphe» convint souvent de sa défaite, de sa tromperie électorale et de la terreur exercée. Une collection intéressante est une collection d'opinions de la presse au sujet de la comédie électorale yougoslave qui termine le bulletin, car elle prouve que la presse mondiale, à de rares exceptions près, s'est rendu compte des intentions des dirigeants de Yougoslavie et a combattu énergiquement leur manœuvre démagogique.

Le bulletin de l'Association «Freier Balkan» offre un matériel des plus précieux pour soutenir la lutte de libération des peuples opprimés de Yougoslavie. La valeur de cette publication est confirmée par le fait que, depuis un an, il est interdit en Yougoslavie.



CHRONIQUE

Albanie

La famine en Albanie.

La famine continue à sévir presque dans tout le pays. Le parlement a voté d'urgence le crédit demandé par le gouvernement pour l'achat de 100.000 quintaux de maïs à l'étranger. Ce maïs sera distribué gratis dans les régions les plus atteintes de la famine. Le ministre de l'économie nationale a déclaré au parlement que le gouvernement a été obligé de recourir à la mesure extraordinaire de la distribution gratuite de maïs, en raison des rapports alarmants parvenus de toutes les préfectures.

La crise agricole.

Tandis que les prix des céréales, et particulièrement du maïs, se tiennent toujours à un niveau élevé, les prix du bétail s'effondrent de jour en jour. Les journaux albanais rapportent quotidiennement des faits qui caractérisent la misère immense de la paysannerie albanaise. Pour acheter du maïs et pour payer les impôts, les paysans sont en train de vendre leurs derniers biens à des prix ridicules: une vache 20 frs. or, un cheval 25-30 frs or, etc.

Les journaux albanais constatent avec inquiétude que les impôts ne rentrent plus du tout et que cette année le déficit sera catastrophal . . .

L'armée mange du maïs.

Le ministère de la guerre a décidé, pour des raisons d'économie, de remplacer dans l'armée le pain de blé par le pain de maïs. Ce maïs sera importé de l'étranger. Abdurahman Lal Krosi, un des dictateurs de l'Albanie, a vendu à l'Etat une grande quantité de maïs, dont une grande partie était tout à fait pourrie. Le ministère de la guerre n'a pas hésité un seul moment à donner le maïs pourri aux soldats albanais. On a constaté des cas d'intoxication. Il y a eu même des morts. Le gouvernement a donné ordre à la presse de ne souffler mot sur ce scandale. C'est qu'Abdurahman Lal Krosi, ancien «Kehaya» de la famille Zogolli, est après Ahmed bey, l'homme le plus puissant et le plus mal-faisant du régime actuel. Il n'est pas sans intérêt de marquer ici que le député dictateur Krosi ne sait ni lire ni écrire.

La misère des ouvriers albanais.

Le journal officieux Besa (15 novembre) écrit: «Nous ne savons pas combien de sans-travail il y a en Albanie. Une chose est pourtant certaine: Les villes sont pleines de gens déguenillés et affamés qui cherchent en vain du travail. Mais le sort de ceux qui travaillent n'est guère meilleur. Il heures de travail pour un salaire infime; le salaire qu'ils touchent est insuffisant pour la nourriture personnelle des ouvriers. Les familles de ces ouvriers sont condamnées à la famine. Ils couchent à la belle étoile. . .»

Besa à qui nous empruntons ce passage d'un article sur les ouvriers albanais, conseille au gouvernement de ne pas venir en aide aux affamés, pour ne pas «encourager la paresse» . . .

Les italiens se préparent pour la guerre.

Les «organisateurs» italiens sont en train de créer de grands dépôts de munitions dans le nord de l'Albanie. Dernièrement on a installé dans la région de Scutari quelques canons d'un grand calibre. Les italiens accélèrent fiévreusement le travail pour la construction des ponts des routes stratégiques. De nombreux nouveaux «organisateurs» italiens arrivent chaque jour. Le ministre plénipotentiaire d'Italie à Tirana, De Soragna, a fait récemment un voyage dans les provinces du nord de l'Albanie pour inspecter les travaux militaires et pour entrer en contact direct avec les chefs féodaux.

Le double jeu de Mussolini.

La légation italienne à Tirana déploie une grande activité pour organiser les éléments «italophiles» mécontents du régime. Des chefs de tribus, des notables et des officiers supérieurs sont en contact direct avec la légation italienne et ils envisagent l'organisation d'un parti «italophile» pour le cas où le régime actuel s'effondrerait.

Le peuple albanais contre les colonisateurs italiens.

La haine des masses populaires contre les italiens se manifeste à chaque occasion. Les conflits entre les officiers albanais et les «organisateurs» albanais se multiplient. Le général Pariani a donné des ordres sévères à ses subalternes de se bien conduire à l'égard des officiers albanais et d'éviter à tout prix les conflits.

Des troubles.

Dans la province de Dibra il y a depuis quelque temps un état d'anarchie. Les chefs féodaux de Dibra règnent en maîtres, chacun dans son propre domaine et ne reconnaissent que formellement l'autorité de Tirana.

Depuis quelques semaines ces chefs féodaux luttent entre eux. Il y a souvent des petites batailles. On signale des morts et des blessés. Tirana y a dépêché des troupes pour désarmer la population, mais les troupes ont été obligées de se retirer.

Shekget bey Verllaci, ancien beau-père de Ahmed bey Zogolli et homme de confiance du général-proconsul italien Pariani, a concentré dernièrement des forces armées considérables à Elbosan, pour faire face à un prétendu complot organisé contre lui par le gouvernement albanais.

L'ordre est troublé.

L'ordre public est troublé. Les journaux albanais demandent au gouvernement de prendre des mesures énergiques. Dernièrement des bandes de brigands ont assailli à maintes reprises les villages de la région de Muzeka. Il y eut des véritables batailles entre les brigands et la gendarmerie. On signale des morts et des blessés des deux côtés.

Vallona ne veut pas payer d'impôts.

Une commission des notables de Vallona s'est rendu à Tirana pour demander au gouvernement d'accorder un moratoire d'un an aux contribuables de la région de Vallona. La commission a décrit la misère des paysans de Vallona et elle a souligné le danger d'une révolte populaire contre le régime. Les journaux albanais commentent longuement cet événement et ils s'efforcent de persuader aux habitants de Vallona, que ceux des autres régions de l'Albanie sont beaucoup plus malheureux qu'eux. . .

Complot!

Chaque jour circulent dans le pays des bruits phantastiques sur des complots, des coups d'Etat et des poutchs qui seraient organisés par des officiers des fonctionnaires de l'Etat. Ce qui est certain c'est qu'un grand nombre d'officiers et de fonctionnaires ne cachent point leur mécontentement contre le régime en faillite et certains même d'entre eux préconisent des mesures légales ou illégales pour porter un changement. . . .

On ferme les écoles.

Le gouvernement albanais a «pour raison d'économie», décidé de fermer de nombreuses écoles de villages. En même temps le conseil ministériel a décidé de faire construire un grand palais pour la mère de Ahmed Zogollo.

Bulgarie

Nouveaux excès sanglants contre le mouvement révolutionnaire ouvrier.

Vers la fin d'octobre et le commencement de novembre la capitale de Bulgarie fut encore une fois le théâtre d'une campagne sauvage contre le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Le soir du 30 octobre les membres du C. C. du Parti communiste bulgare, *Nicola Kofardjiev* et *Ratcho Tsanev*, furent, d'après un plan délibéré, attaqués en pleine rue par la police: Kofardjiev fut assassiné à coups de fusil, tandis que Ratcho Tsanev, grièvement blessé, fut traîné à la direction de la police pour être soumis à une inquisition bestiale. La même nuit ainsi que les jours suivants on procéda à Sofia dans plusieurs villes de la province à des arrestations en masse d'ouvriers et de paysans, parmi lesquels plusieurs femmes.

L'enquête policière sur cette «conspiration communiste» dura jusqu'à mi-novembre et fut menée avec toutes les méthodes d'inquisition surpassant même les tortures moyenâgeuses.

Exactement comme aux temps du Sgovor sanglant, ainsi sous le nouveau régime du «Bloc Populaire», les casemates obscures de la police virent des cas de «suicides». L'étudiant *Tsatcho Nenov* et l'ouvrier du tabac, *Kotchov* furent pendus par la police dans leurs cellules après avoir subi six jours durant des tortures atroces qui ne purent pas leur délier la langue.

La légende de «suicides» répandue par la police, souleva une vague si profonde d'indignation que le gouvernement «démocrate» de *Mouchanov* se vit forcé d'ordonner le déterrement des cadavres de ces deux martyrs, ensevelis en secret pendant la nuit, pour faire constater par une commission de médecins les véritables causes de leur mort.

Mais la revendication de l'opinion publique de nommer une commission vraiment indépendante fut refusée par le gouvernement et la commission qui fit l'autopsie, composée de personnes sympathisantes avec le régime, parmi lesquelles se trouvait le médecin officiel de la police, naturellement conclut à un suicide.

La véritable nature de ces «suicides» fut dénoncée clairement par une commission de la fraction parlementaire du Parti ouvrier, dont les représentants visitèrent les deux cadavres à la morgue et qui constatèrent que la peau des mains était arrachée et que les victimes avaient les pieds et les mains liés de fers automatiques . . . Ils se seraient donc «suicides» tout en ayant été dans l'impossibilité de se mouvoir.

La police poussa le cynisme jusqu'à interdire aux parents des deux martyrs d'assister à l'exhumation. Plus encore: elle déclara la lettre de protestation que les parents malheureux adressaient à l'opinion publique avancée comme «dangereuse pour l'Etat» et en interdit la publication en vertu de la loi de défense de l'Etat.

Dans la province cependant ils y eut des cas de véritable suicide d'ouvriers qui préféraient la mort sous les tortures à la trahison.

A Sliven, par exemple, l'ouvrier *Gheorghiev* s'ouvrit les artères des deux mains avec un éclat de verre, à Bourgas un ouvrier se précipita par la fenêtre du troisième étage du bâtiment de la police dans la cour, où on le releva les membres brisés.

A Sliven également un ouvrier périt à l'hôpital de la prison des blessures causées par des tortures atroces de plusieurs jours. Parallèlement à cette campagne d'extermination des ouvriers et paysans révolutionnaires, la presse bourgeoise développait une campagne sauvage contre les organisations ouvrières légales, en premier lieu contre le Parti ouvrier et les syndicats indépendants, dont elle réclame l'interdiction. Parmi les arrêtés et les torturés se trouvent plusieurs militants national-révolutionnaires macédoniens.

Ces excès ont déchaîné une orage de protestations dans le pays ainsi qu'à l'étranger.

Parmi le grand nombre des appels et protestations publiées par les organisations révolutionnaires des ouvriers bulgares à propos de ces événements sanglants, il faut mentionner:

L'Appel du CC. du Parti ouvrier de Bulgarie au prolétariat international.

Après avoir attiré l'attention sur le fait que toute la campagne terroriste contre la classe ouvrière et les masses paysannes et leurs organisations est destinée à étouffer l'essor puissant des masses vers l'issue prolétarienne de la crise, et que la campagne de terreur est aussi intimement liée à la participation de la bourgeoisie bulgare aux préparatifs d'intervention contre la Russie des Soviets, le Parti ouvrier bulgare appelle le prolétariat international à élever sa voix puissante de protestation contre la dictature fasciste en Bulgarie, et d'appuyer les revendications fondamentales des ouvriers et des paysans bulgares:

- 1) La libération immédiate de tous les ouvriers et paysans emprisonnés en Bulgarie.
 - 2) La libération de *Ratcho Tsanev* et de tous les autres, persécutés et poursuivis parce que membres du P. C. B.
 - 3) Enquête ouvrière sur les assassinats.
 - 4) Tribunal du peuple pour les assassins et les inquisiteurs des emprisonnés.
 - 5) Amnistie pleine et sans condition pour tous les emprisonnés politiques et les émigrés.
 - 6) Suppression de la loi de défense de l'Etat.
 - 7) Libre existence du P. C. B. et des l'U. J. C. B.
- Bas les mains du Parti ouvrier et de l'ensemble du mouvement de classe légale!

L'étranger se joint également au mouvement de protestation. Un télégramme de protestation fut envoyé au président du conseil, *Mouchanov* par des personnalités éminentes, *Karin Michaelis*, *Arthur Hölitcher*, etc. . . dont le texte fut publié dans notre précédent numéro.

L'Exécutif de l'Internationale des transports protesta également contre la terreur sanglante au nom de 500.000 inscrits maritimes et ouvriers des transports.

Plusieurs organisations de étudiants populaires à l'étranger élevèrent la protestation la plus véhémement contre les assassinats.

Contre la terreur fasciste.

Le Comité national des paysans de Bulgarie a protesté par le télégramme suivant contre les actes sanglants du gouvernement:

«Au ministre de la police!

Notre police a assassiné en pleine rue de Sofia *Nicola Kofardjiev*. Dans les casemates de la sûreté générale, les paysans *Tsatcho Nenov* et *Christo Kotchov* sont morts en martyrs. Des centaines de filles et de fils du peuple sont soumis dans la province aux traitements d'inquisition les plus barbares. Vous et vos valets ne pourrez étouffer la lutte des travailleurs pour le pain et la liberté! Vous n'échapperez pas à la honte!

A bas la dictature fasciste!

A bas les agrariens, l'avant-garde de la terreur!
Vive la lutte du peuple travailleur!»

Le secrétaire du Comité des paysans, *Stanov*.

Malgré toute la terreur, la radicalisation des villages bulgares progresse à pas de géant. Pour assurer la tenue des réunions publiques qui sont régulièrement attaquées par la police, les paysans organisent systématiquement une énergique défense.

Sous ce rapport l'interpellation du député communiste *Gottwald* adressée en Tchécoslovaquie au ministre de l'extérieur *Dr. Benes* est d'une importance particulière:

«Le gouvernement bulgare répond au développement révolutionnaire du mouvement ouvrier et paysan et au succès des communistes lors des dernières élections, par des attaques meurtrières contre les leaders des ouvriers et des petits paysans, et se prépare à interdire toutes les organisations révolutionnaires légales ainsi qu'à annuler les mandats des députés du Parti ouvrier. Les ouvriers arrêtés sont fusillés par les policiers. *Nicola Kofardjiev*, un des meilleurs militants fut assassiné en pleine rue. Au cours des derniers jours, plus de 500 ouvriers et ouvrières furent arrêtés et, bestialement torturés. Le régime sanguinaire en Bulgarie a scandalisé le monde civilisé. Des

personnalités connues envoyèrent des protestations. Le peuple travailleur de Tchécoslovaquie protesta énergiquement contre la terreur blanche en Bulgarie et demanda que le gouvernement tchécoslovaque intervienne.

C'est pourquoi nous demandons à monsieur le ministre: Quel est son point de vue sur la terreur blanche en Bulgarie? Est-il disposé à faire immédiatement les démarches nécessaires auprès du gouvernement bulgare afin de la faire cesser?

Expulsion du parlement de la fraction parlementaire du Parti ouvrier.

Le 27 novembre était le jour du 12-ème anniversaire de la signature du traité de Neuilly. Le député gouvernemental *Ghenov* développa au parlement une interpellation sur la situation des minorités bulgares dans les pays balkaniques voisins. Pour terminer son discours chauvin, il proposa de rendre les honneurs aux morts de la guerre en se levant. Sur cette proposition la fraction du Parti ouvrier déclara: «Vous tous avez mené la guerre et êtes les seuls responsables des 200.000 victimes. Nous contestons aux bourreaux le droit d'honorer leurs victimes. C'est là une insulte cynique à leur mémoire.» La fraction parlementaire ouvrière se leva pour honorer les morts de la guerre et en même temps les victimes de la terreur blanche en s'écriant: «Il ne faut pas réviser les traités, mais les annuler! A bas les responsables des victimes!»

Le président réclama, sur ces entrefaites, l'expulsion de toute la fraction du Parti ouvrier pour la durée de trois séances. Cette motion fut accueillie par les hurras des députés bourgeois. Les députés ouvriers s'opposèrent à cette décision et il y eut de nouvelles bagarres, à la fin ils furent chassés de la salle. En quittant la salle le député macédonien *Traikov* s'écria: «Vous, les partis et gouvernements bourgeois, vous n'avez aucun droit de parler au nom des peuples opprimés macédoniens, dobroudjanais, etc. Ces peuples luttent dans le front unique de tous les asservis nationaux et sociaux contre leurs oppresseurs — pour leur indépendance dans les cadres de la Fédération des ouvriers et des paysans des Républiques Balkaniques!»

La lutte pour l'amnistie en Bulgarie.

L'indignation des vastes masses — parmi lesquelles les partisans de l'Union agrarienne qui a ses représentants dans le gouvernement — de la duperie de l'amnistie pour les victimes de Tsankov et Liaptchev, paraît avoir déterminé le gouvernement à modifier le projet de loi la concernant et d'étendre les dispositions sur un nombre plus grand de délits politiques.

La presse bourgeoise annonce notamment que le conseil des ministres traita en ce sens le projet d'amnistie. Ce projet sera soumis ces jours prochains au Sobranié pour qu'il puisse être expédié avant la fin du mois de décembre.

Ces informations de la presse bourgeoise poursuivent avant tout le but de freiner la puissante campagne de masses pour l'amnistie. Il est évident que même le projet modifié ne répondra pas suffisamment aux revendications des ouvriers et paysans bulgares. Pour cette raison la lutte pour l'amnistie intégrale et pour l'abrogation de la loi de défense de l'Etat doit être continuée énergiquement.

Succès électoral du Bloc ouvrier et paysan.

Les succès significatifs remportés par le Parti ouvrier aux élections communales les 1er, 15 et 29 novembre ainsi que les 13 et 29 décembre dans environ 1000 villages et 20 villes sont une preuve de la radicalisation et l'essor révolutionnaire des masses travailleuses de Bulgarie. Dans ces communes qui forment le tiers de toutes les communes de Bulgarie, le Bloc ouvrier et paysan a obtenu environ 70.000 voix ce qui surpasse considérablement le nombre des votes obtenus dans ces communes aux élections parlementaires du 21 juin. Il faut souligner en premier lieu les résultats électoraux dans les villages, qui montrent clairement que, après six mois de participation au

gouvernement de l'Union agrarienne, les masses des paysans se détachent de plus en plus de cette dernière pour se ranger dans le front unique révolutionnaire des ouvriers et paysans.

Dans les villes le Bloc ouvrier et paysan est le parti dirigeant des masses laborieuses qui se présente en plusieurs endroits comme le parti le plus fort. A Choumen, par exemple, il a gagné 1565 voix contre 1543 à la coalition gouvernementale, 739 au Sgovor, et 117 aux social-démocrates. En comparaison avec les élections parlementaires du 21 juin, le Bloc ouvrier et paysan de Choumen a gagné 588 voix.

Le Congrès de l'Union agrarienne.

Du 21 au 23 novembre se tint à Sofia le 23-ème congrès de l'Union agrarienne bulgare.

Le résultat essentiel du congrès est le suivant: grâce à la démagogie des leaders de «gauche», avec le ministre de l'agriculture en tête, l'Union agrarienne reste toujours le pilier principal de la base sociale sur laquelle s'appuie le gouvernement du Bloc populaire. Il est vrai que le congrès — la masse globale des délégués — montrait une volonté énergique d'opposition contre le gouvernement du Bloc populaire qui n'avait pas encore donné suite à une seule des revendications fondamentales des masses, — il est vrai qu'on avait lancé le mot d'ordre «tout le pouvoir au peuple», ce qui était caractéristique de l'état d'esprit général; il est vrai aussi que l'on dressait un programme contenant — à côté de quelques revendications typiques de koulaks — les revendications quotidiennes de la lutte révolutionnaire des masses —, mais la direction agraire-fasciste de l'Union employait tous les artifices d'une régie habile, pour empêcher que cet état d'esprit prédominant ne fût transformé en des actions politiques peu équivoques.

Les pancartes et transparents qui furent portés pendant la manifestation à travers la ville, donnent une idée caractéristique de l'état d'esprit des délégués. Ces transparents et pancartes portaient entre autres les revendications suivantes: «A bas l'assassin du peuple Tsankov!» «Enquête d'Etat et tribunal du peuple pour le régime du Sgovor!» «Dissolution de la police toujours sgovoriste!» «Mettre fin des ventes aux enchères!» «Dissolution des cartels commerciaux et industriels!» «Dissolution de toutes les organisations fascistes!» «Diminution de la rente foncière!» «Reconnaissance de la Russie Soviétique!» etc.

Le discours du ministre de l'agriculture Guitchev, le véritable leader de l'Union formait le centre du congrès. Il se donnait pour tâche de défendre les ministres de l'Union agrarienne, qui avaient abandonné toutes les revendications fondamentales des masses au cours des six mois de leur participation au gouvernement. «Qu'est ce que nous pouvons faire?» — dit-il — «étant donné que nous sommes trois contre 6 au cabinet, et 72 contre 200 au parlement?» — «Depuis l'avènement du Christ il n'y a plus de miracles, et je suis même convaincu que vous ne les attendez pas non plus. Ne nous demandez pas si nous avons réussi à faire du bien, mais demandez plutôt si nous avons fait du mal. La politique est l'art des possibilités. Nous utiliserons toutes les possibilités pour en tirer profit. Combien de profit pouvons-nous en tirer, cela ne dépend point de nous, mais de la disposition du pouvoir. Moi, je suis aussi pour l'amnistie complète et sans condition, mais nous devons nous contenter de beaucoup moins. Vous revendiquez, de plus, des secours publics aux victimes de la terreur blanche. Il serait facile de faire passer une loi, mais à quoi bon une telle loi, lorsque les caisses de l'Etat sont vides?»

Ce discours de «l'homme d'Etat» formait un contraste étrange avec les discours des délégués qui exprimèrent clairement et énergiquement l'indignation des vastes masses de l'Union de ce que, après la brillante victoire électorale du 21 juin et les six mois de participation gouvernementale, l'Union agrarienne n'ait pas encore donné suite à une seule des revendications des larges masses, n'ait même pas essayé de les réaliser. Tous les discours furent empreints de ce mécontentement des masses et de cet esprit fort accentué d'opposition. Les applaudissements assourdissants qui accueillaient la seule évocation des revendications pour l'amnistie complète, la suppression de la loi de défense de l'Etat et pour la reconnaissance de l'Union des Soviets, étaient tout à fait caractéristiques.

L'Union agrarienne bulgare et le gouvernement.

(Extrait d'un article de M. Belchev, paru dans la Bulletin d'information du Comité européen paysan.)

« Il est de fait que l'Union agrarienne bulgare qui est arrivée au pouvoir par une coalition avec les partis bourgeois n'a pas tenu ses engagements électoraux: Au contraire, les dettes des paysans au lieu de diminuer n'ont pas cessé d'augmenter. Les impôts sont de plus en plus lourds et récupérés par les exécuteurs du fisc. La famine s'accroît tous les jours. Les frais de douanes n'ont pas été réduits, les prix des produits industriels achetés par les paysans sont toujours aussi élevés etc. . . Une terreur épouvantable est déchaînée contre les ouvriers et les paysans, terreur qui dans un certain sens, dépasse encore celle qui fut exercée par le gouvernement Liaptchev — et l'Union agrarienne est au gouvernement! —

Devant cette situation, il est clair que le mouvement des masses vers la gauche progresse rapidement. Le rôle du Parti ouvrier et de l'Union agrarienne de gauche est clair: Ils doivent activer la décomposition de l'Union agrarienne ce qui est une des conditions primordiales de la victoire de la révolution en Bulgarie. C'est là aussi que se montrera l'énorme importance du rôle du Comité des paysans comme organe du front unique et pour mener la lutte contre l'offensive du capital et du fascisme. . . »

A propos du voyage de Mouchanov à Ankara.

Dans un long article le journal ouvrier «ECHO» examine le voyage que le président des ministres bulgare, Mouchanov, a entrepris au commencement de décembre à la capitale turque.

« La bourgeoisie bulgare fait une tentative décisive de manoeuvrer à l'égard des grandes questions de la politique étrangère. Ces manoeuvres sont inspirées, en premier lieu, par les difficultés économiques intérieures et deuxièmement par la politique impérialiste traditionnelle de la bourgeoisie impérialiste bulgare dans les Balkans. Malgré ses particularités économiques, malgré les différentes formes de dépendance des puissances impérialistes, la Bulgarie n'est ni une colonie, ni une semi-colonie, et peut conduire une politique impérialiste indépendante, sans égard aux engagements envers tel ou tel groupe impérialiste. Car cette politique des engagements vis-à-vis de tel ou tel groupement est dictée par les forces motrices et les aspirations de l'impérialisme bulgare.

Le voyage à Ankara est sans doute le commencement d'une manoeuvre adroite de la bourgeoisie impérialiste bulgare pour tirer profit des conflits impérialistes existant aux Balkans et en Europe. Mais la bourgeoisie bulgare est-elle à même de conduire une politique à la Stresemann, c'est-à-dire une politique de louvoiement entre l'est et l'ouest, à l'exemple de la politique de la bourgeoisie allemande? Il ne fait aucun doute que le voyage à Ankara a pour but, entr'autres, de sonder la forme la plus appropriée d'une reprise des relations commerciales avec l'Union Soviétique. . . Cependant il faut relever que les manoeuvres de la bourgeoisie bulgare vis-à-vis de la Russie Soviétique n'éteignent pas la question de la participation active de la bourgeoisie bulgare aux préparatifs d'une guerre anti-soviétique.

La visite à Ankara doit être considérée en relation avec les nouveaux groupements, conflits et oppositions impérialistes dans les Balkans. Le problème de la Méditerranée est le pivot et le centre de ces conflits et oppositions parmi les bourgeoisies impérialistes des Balkans. La bourgeoisie impérialiste bulgare ne renoncera pas et ne peut pas renoncer à ses aspirations d'obtenir un débouché sur la mer d'Égée, c'est à dire de réaliser les anciennes aspirations impérialistes d'une Grande-Bulgarie dans les limites de San-Stefano.

Mais le problème de la Méditerranée est une des causes les plus essentielles du conflit entre l'impérialisme français et l'impérialisme italien, qui se répercute aux Balkans d'une manière profonde. Le rôle que la Yougoslavie joue aux Balkans pour maintenir l'influence française est parfaitement connu.

L'Italie ne reste pas non plus inactive, et manoeuvre aux Balkans contre la France et son alliée, la Yougoslavie. Pour cette raison la visite bulgare à Ankara est interprétée comme une action dirigée contre la France et la Yougoslavie, d'autant plus que cette visite a lieu après l'accommodement des différends entre la Bulgarie et la Grèce et après les visites amicales de Venizelos à Ankara et à Rome ainsi que du ministre de l'extérieur turc à Rome! . . . Ce n'est pas par hasard que l'incident en face de l'ambassade bulgare à Sofia se produisit la veille du départ de la délégation bulgare pour la Turquie et que la bourgeoisie yougoslave s'en rapporte à cette démonstration nationaliste, pour dénoncer les nouvelles manoeuvres diplomatiques et l'orientation de la Bulgarie. . . »

Mais cela signifie-t-il la rupture définitive avec la France et le changement de l'orientation active de la Bulgarie vers la guerre anti-soviétique?

Bien sûr que non! Le rapprochement à tel ou tel groupement ne conduit pas absolument à la rupture avec l'autre. En vue des contradictions actuelles parmi les groupements impérialistes il y a assez de possibilités de manoeuvrer entre eux. La bourgeoisie impérialiste bulgare a donc la chance de s'orienter de nouveau, sans abandonner les anciennes relations avec la France. . . »

Revendication de la reprise des relations avec l'Union Soviétique.

Il existe au sein des milieux économiques bulgares, un fort courant pour la reprise des relations directes avec l'Union des Soviets. On espère par là remédier à la stagnation du marché intérieur du pays.

À la fin d'octobre, un mémorandum fut adressé au conseil des ministres par un groupe de grands industriels et de commerçants. Ce mémorandum attire l'attention sur les tentatives officieuses répétées de reprendre les relations commerciales avec l'Union Soviétique, et il souligne que ces tentatives n'ont conduit à aucun résultat pratique. Le gouvernement bulgare est invité à reprendre cette question de son côté et à faire les démarches nécessaires, vu les grands avantages économiques qui en résulteraient pour la Bulgarie.

L'opposition à des reprises de relations directes avec l'Union Soviétique est de caractère purement politique. On craint tout d'abord l'opposition de certaines grandes puissances européennes pour lesquelles la Bulgarie serait perdue en tant que pays d'importation et d'exportation, et ensuite on craint aussi le « danger bolchéviste », qui trouverait une alimentation nouvelle par des relations commerciales directes. Et c'est surtout pour cela que les feuilles des Sgovor, Slovo et Demohratcheshki Sgovor se sont prononcés contre la reprise des relations avec la Russie Soviétique. La troisième feuille du Sgovor, Mir, l'interprète du grand capital commercial, prend une attitude hésitante.

Les journaux des partis gouvernementaux n'ont pas encore pris position.

Le Dr. St. Tchomakov dans le journal indépendant d'information Zaria du 21. 11 recommande chaudement la reprise des relations avec la Russie Soviétique pour des raisons commerciales. Il estime les pertes du bilan commercial de la Bulgarie par le manque de ces relations à 1200—1500 millions de lévas par an. « En 1930, l'Union Soviétique envoya en Bulgarie par voie détournée pour 22 millions de lévas de marchandises, mais la Bulgarie n'exporta pas pour un centime en Russie. Rien que sur la benzine et les huiles, que la Bulgarie importe de Roumanie à des prix élevés on pourrait économiser annuellement de 600 à 800 millions de lévas. En outre, la Russie des Soviets est aujourd'hui le seul pays où, entre autres, des ouvriers qualifiés peuvent obtenir du travail en quantité. Si nous avions un traité commercial avec la Russie des Soviets, nous pourrions y caser au moins 50.000 ouvriers manuels et intellectuels. . . »

La fraction parlementaire du Parti ouvrier a également fait au gouvernement bulgare une interpellation où les mêmes revendications sont présentées.

La lutte des sans-travail en Bulgarie.

Au cours des semaines dernières le chômage en Bulgarie a considérablement augmenté. Les syndicats évaluent le nombre des sans-travail à 200.000, c'est à dire le tiers des ouvriers industriels de Bulgarie.

Avec les membres de leurs familles ils forment une armée affamée d'au moins 600.000—700.000 personnes. Leur situation est d'autant plus misérable qu'il n'existe presque aucune assurance publique de chômage.

La lutte des sans-travail pour leurs revendications s'est appuyée ces dernières semaines sur la base des larges masses. Sous la direction du Comité Central des sans-travail toutes les organisations ouvrières ont été mobilisées pour cette lutte. Le mois de décembre fut déclaré le mois des sans-travail. Le 4 janvier des démonstrations de sans-travail doivent être organisées dans tout le pays devant les hôtels de ville, les bureaux du travail et les entreprises.

La fraction parlementaire du Parti ouvrier a déposé le projet d'une loi en vertu de laquelle il sera accordé à tous les sans-travail un secours d'hiver global de 3000 à 5000 lévas. Les moyens nécessaires devront être pris sur le budget pour l'armée, la police et la cour. Les fractions d'ouvriers aux municipalités de Sofia, Plovdiv, Varna, etc. ont voté des motions similaires.

Statistique des ouvriers d'industrie.

Selon les dernières données officielles du ministre du travail, le nombre des ouvriers d'industrie en Bulgarie était, au 1. septembre dernier de 83.235 se répartissant comme suit:

Industrie du tabac	29.176
- textile	16.428
- mines et minerais	9.986
- métallurgique	3.617
- céramique	3.382
- bois et meubles	2.634
- chimique	2.308
Energie électrique	1.432
Industrie du papier	1.097
- cuirs et peaux	835
- graphique	822
- chaussures et habillement	685

Pour ce qui est des ouvriers de l'artisanat, du commerce etc. et qui représentent la majeure partie des salariés, il n'y a pas de statistiques.

Ces données illustrent du mieux les proportions qu'a prises le chômage dans certaines industries. Et il est à présumer que le chômage s'étendra encore au cours de l'hiver. C'est pourquoi le ministre du travail a ordonné vers la mi-novembre, la réduction de la durée de la journée de travail, afin de réduire les renvois en masses.

Préparatifs de guerre des gardes blancs.

Nul n'ignore qu'en Bulgarie, les restes de l'armée des gardes blancs de Wrangel sont une véritable formation militaire, préparant en toute tranquillité et sûreté les préparatifs d'intervention contre la Russie des Soviets, et que la Bulgarie emploie en échange comme mercenaires pour mener la lutte contre le mouvement révolutionnaire ouvrier de Bulgarie.

En mars dernier, l'organe ouvrier «ECHO» publia un document des plus instructifs, consistant en une circulaire du commandement central des gardes blancs situé à Paris, et se rapportant à l'instruction militaire des wrangelistes en Bulgarie.

Le même journal publie maintenant la lettre d'un officier de Wrangel à Sofia à un ami de Messevria officier également. Cette lettre dit entr'autres que: «Le cercle de la jeunesse nationale russe et des cosaques sont les serviteurs fidèles du tsar. En outre, une *Statnitsa* (village de cosaques) a été installée et le commandant *Feodorov* en a été élu l'*Ataman* (le chef).» En outre, des affaires internes du «*Régiment Gondurev*» sont également mentionnées, parlant d'une décomposition morale parmi les gardes blancs. Pour terminer il écrit:

«Non loin de toi, à Bourgas, il y a une section du corps, Popov et toi devez y entrer. Aussitôt que vous l'aurez fait, j'en aviserai le général *Perekrestov*. Au cas où il n'y aurait pas de section à Bourgas, faites vous alors inscrire à Varna. Le chef s'appelle *Karaulov Donkosak*. . . »

Dobroudja

La situation en Dobroudja.

Le journal «*Dobroudjansko Zname*» Nr. 56 publie une correspondance de la Dobroudja dont nous citons les passages suivants: «Aucune des grandes promesses que le gouvernement *Jorga-Argentinianov* fit à l'opposition après la prise du pouvoir n'ont été réalisées. Au contraire, sous leur régime, la politique de violence de l'ancien gouvernement a pris des dimensions plus grandes encore. Par exemple sous la forme des impôts directs et indirects qui furent augmentés de 10—15% de sorte que les districts *Dobritch* et *Silistra* paient à eux seuls autant d'impôts fonciers que la Bulgarie tout entière, et ce, 300 millions de lévas. L'usure, et les abus dans la fixation du taux des intérêts ont été élevés en système. Le taux moyen dans les banques est de 45%, celui des usuriers locaux jusqu'à 150%. Au lieu de cesser la colonisation de la Dobroudja, le gouvernement *Jorga* l'accéléra encore. Le nombre des familles de colons en Dobroudja du sud ont atteint sous son système le chiffre de 19.000, dont la majorité est logée depuis deux ans dans les demeures de la population indigène turque et bulgare. Les promesses faites à l'opposition que les lois foncières d'exception en Dobroudja seraient supprimées ne furent qu'une farce. Les changements entrepris n'avaient qu'un seul but, et ce, de ravir encore d'autres parcelles à la population indigène. Pour renforcer l'offensive économique contre la population indigène, la loi sur les «commissions» et le livre du cadastre furent créés. De cette façon, les paysans indigènes ne sont pas seulement dépossédés d'un tiers de leurs terres au profit de l'Etat et des colons, mais de la moitié. Les promesses de nature purement politique ou religieuse ou culturelle ne furent pas du tout réalisées. L'absence de droit politique fut au contraire encore plus grande si faire se peut, les résultats furent les excès sanglants à *Bogdanovo*, *Géorem*, *Arabadji* etc. . . Les arrestations en masses de paysans, lesquels réclamaient des écoles dans leurs langues maternelles, de la terreur et des condamnations en masses, etc. . . »

Les constations du général *Vladescou* qui fut longtemps commandant d'armée en Dobroudja et que publièrent le journal bourgeois «*Lupta*» sont des plus caractéristiques. Il donne un aperçu des aspirations officielles en Dobroudja et pose la question:

«Un rempart d'éléments roumains a-t-il été dressé à la frontière ouverte vers la Bulgarie?» Il répond négativement et ajoute: «de maintenir la possession de la Dobroudja par les armes n'est pas une bonne idée. La Dobroudja représente encore à l'heure actuelle une province occupée dont la population prend une attitude tout à fait hostile contre les autorités d'occupation.» Le général *Vladescou* dit textuellement «L'objectivité m'oblige de constater qu'avec des armées, l'état de siège et autres moyens de violence il est peut-être possible de se rendre maître d'une situation, et de dominer la population, mais cela ne contribuera aucunement à convaincre les individus et à les calmer ou à les satisfaire. Ces moyens au contraire, poussent uniquement à la haine et excitent les esprits. C'est pourquoi nous pouvons, avec le système employé en Dobroudja, avec la troupe et l'état de siège, peut-être vaincre, mais jamais convaincre. L'individu opprimé et vaincu obéit et supporte, mais son esprit de résistance est en éveil et se manifeste à chaque occasion.»

«Je suis convaincu,» ainsi s'exprime le général *Vladescou*, «que le bilan d'un état de guerre se termine toujours par un déficit matériel et moral. L'état de siège a pour condition primordiale que les lois habituelles et les autorités administratives ont perdu leur importance et leur influence, qu'on se trouve en face d'une population hostile.» Le général cherche à parvenir au but final de la bourgeoisie roumaine, c'est-à-dire, faire de la Dobroudja «un rempart d'éléments roumains», en employant un autre moyen. Il recommande: Influence culturelle, développement d'un vaste réseau d'écoles et d'églises roumaines, élaboration d'un plan pour la conquête spirituelle de la Dobroudja. Ces constations et recommandations du général *Vladescou* prouvent l'impuissance de la politique d'oppression de la bourgeoisie roumaine en Dobroudja.

Le congrès de l'Union «Dobroudja».

Vers la fin d'octobre se tint dans la ville de Roussé le congrès de l'Union de l'émigration dobroudjanaise

en Bulgarie. Durant les élections des délégués se manifesta encore une fois le front unique actif de la direction nationale fasciste de l'union avec la police qui prenait toutes les mesures nécessaires pour n'envoyer que des délégués «sur lesquelles on pourrait compter» au parlement.

Malgré tous ces efforts le parti de gauche national-révolutionnaire réussit à déléguer un nombre considérable de ses partisans qui formèrent la majorité véritable du congrès mais qui furent mis en minorité parce que les 40 membres du conseil de l'union votèrent également.

C'est là une nouvelle confirmation du fait que depuis des années la grande majorité des masses de l'Union des émigrants est contre la direction fasciste de l'Union qui ne se maintient à sa tête que par des mesures de terreur.

46 délégués de la gauche s'adressèrent avec une déclaration à l'émigration dobroudjanaise où il est dit:

«Nous protestons en stigmatisant publiquement ces actes de violence de la police et son immiscion dans la vie intérieure de l'Émigration, et nous protestons également contre le banditisme pratiqué par la ORID (Organisation Intérieure Révolutionnaire Dobroudjanaise) national-fasciste et appelons l'Émigration dobroudjanaise à se grouper autour de ses organisations et à ne pas reconnaître les décisions de ce congrès de violence, de briser les relations avec le comité exécutif qu'il a nommé et à poursuivre la lutte pour la protection des intérêts des émigrants et pour la libération de la Dobroudja asservie.

Grèce

Sur la question des dettes des paysans.

La récupération est toujours la cause de conflits entre les paysans et les organismes d'État. Dans le pays, il ne se passe pas de jour qu'il n'y ait des bagarres entre la population paysanne et les agents du fisc ou les gendarmes.

Les fascistes agrariens tentent d'utiliser cette situation. Pangostos (président de la chambre paysanne de Trikkala et secrétaire général des agrariens) a adressé une lettre à Venizelos en lui adressant les revendications suivantes:

1) Cessation de toutes les exécutions jusqu'à la réglementation de la question des dettes, de nombreuses propriétés de paysans d'une valeur de plus de 100.000 drachmes étant liquidées pour 10.000—15.000 drachmes.

2) Moratoire de 10 ans, transfert des dettes des paysans sur une banque à un taux de 8%.

La lettre fait remarquer que les 4/5 des paysans sont en faillite et demande l'annulation de 50% des dettes. En outre il est mentionné que la dette nominale des paysans s'élève à 7 milliards de drachmes.

Venizelos au sujet de Chypre et du Dodécacanèse.

Le président du conseil des ministres de Grèce Venizelos a fait au Parlement, au sujet de Chypre et du Dodécacanèse, les déclarations suivantes:

«Les hommes politiques de Chypre manifestèrent d'une manière inadmissible dans les cadres légaux, le vœu profond des grecs de Chypre. Cela mena à des excès impropres à mener au but désiré. Le mouvement de Chypre a naturellement éveillé un profond écho dans l'âme de tout le peuple grec. Nul n'aurait eu la moindre objection à faire à cette expression de sympathie. . . Malheureusement, cette expression ne resta pas dans les bornes permises. Des journaux grecs très sérieux n'ont même pas trouvé un mot pour regretter ces excès, mais ils les ont même défendus et ont stigmatisés comme un crime les mesures qui doivent être prises par tout pouvoir légal contre tout coup de force. Chaque nouvelle sur les excès des soldats d'un peuple qui a atteint le plus haut sommet de la culture (c'est-à-dire l'Angleterre) fut publiée dans la presse grecque sans qu'on se soit préoccupé si, de ce fait, l'entente traditionnelle entre la Grèce et l'Angleterre ne serait pas détruite. . .

Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour exposer officiellement les conceptions du gouvernement actuel sur les revendications nationales de la population de Chypre et du Dodécacanèse. Si fort que soit l'écho des aspirations nationales des cypristes en Grèce, il est impossible à l'État grec d'en soutenir leur réalisation ou de permettre que sur son sol on organise

systématiquement les troubles à Chypre. . . Des intérêts vitaux exigent que nous maintenions des relations amicales et sans heurts avec l'Angleterre et l'Italie. . . J'estime de mon devoir de déclarer aux habitants grecs de cette île qu'aussi longtemps que ces grandes puissances (Angleterre, Italie) seront d'avis que de grands intérêts sont liés à la continuation de leur domination sur Chypre ainsi que sur le Dodécacanèse, rien ne peut y être changé. Ce n'est que si la Grande-Bretagne acquiesce à la conviction que Chypre ne lui est pas de grande utilité qu'il sera peut-être possible de remplir les vœux nationaux des Cypristes. . .

Pour ce qui est du Dodécacanèse, il est à présumer que 2—3 îles . . . resteront définitivement italiennes. Les autres îles ne doivent pas tout à fait perdre l'espoir qu'un jour l'Italie les rendra à la Grèce. (1) Mais seulement si l'amitié étroite avec l'Italie est encore renforcée par le temps. . .»

Venizelos «regrette».

Venizelos a adressé le télégramme suivant à une question des «Daily News» de Londres:

«Je rappelle qu'à chaque occasion j'ai déclaré que la question de Chypre était une question entre Chypre et le gouvernement britannique, et que le gouvernement grec voulait éviter de s'en mêler.

Cela ne m'empêche pas d'exprimer mon profond regret au sujet des derniers excès et surtout sur les attaques contre la police et l'incendie des bâtiments du gouverneur. Nul ne peut supposer qu'une telle attitude pourra contribuer à inciter le gouvernement britannique à donner satisfaction aux aspirations nationales des grecs de Chypre. . . Ils voulaient sans doute, de cette façon manifester fortement l'existence d'un sentiment national mis en doute dans une certaine partie de la presse anglaise. Malheureusement, cette manifestation aboutit uniquement à de tristes et regrettables incidents. . .»

Une démonstration d'étudiants à Athènes.

Les organisations d'étudiants d'Athènes et de Salonique organisèrent le 25.10, un meeting de sympathie pour Chypre. Ce meeting fut interdit par la police.

Malgré l'interdiction, de nombreux groupes d'étudiants se formèrent. La police voulut barrer la route aux manifestants, mais le cordon d'agents fut forcé. Il y eut des bagarres au cours desquelles plusieurs manifestants furent plus ou moins grièvement blessés.

Voix de la presse sur les événements de Chypre.

Toute la presse grecque est unanime à souligner que les derniers soulèvements de Chypre mettent d'une manière décisive à l'ordre du jour la question de Chypre.

Réunion de solidarité à New-York en faveur de Chypre.

Le 30 octobre dernier se tint dans une grande salle de New-York, une grandiose manifestation de solidarité en faveur de la population cypriste en lutte. Le meeting avait été organisé par la Ligue anti-impérialiste. Des centaines de travailleurs cypristes et grecs y assistèrent. Pour terminer, une résolution fut acclamée, qui protestait contre l'oppression des masses laborieuses de Chypre par l'impérialisme anglais, et qui en outre démasquait les chefs du mouvement pour la réunion de Chypre à la Grèce et qui veulent uniquement livrer les masses travailleuses cypristes à l'impérialisme grec.

En outre, la décision suivante fut adoptée: «Nous déclarons être du côté du peuple cypriste en lutte et nous l'appelons à rassembler ses forces (grecs et turcs ensemble) et d'intensifier la lutte en commun avec les autres peuples coloniaux qui gémissent sous le joug de l'impérialisme anglais, pour se réunir sous l'étendard du P. C. de Chypre pour secouer ce joug, pour lutter pour l'indépendance complète, pour les soviets cypristes.»

Tracasseries de soldats.

Nous extrayons de «Rizospastis» la correspondance de soldats ci-après:

«Au 24^{ème} régiment d'infanterie de Preveza, les soldats sont soumis aux conditions les plus mauvaises. Exercices et travaux forcés sont à l'ordre du jour.

La nourriture et exécration, la terreur est renforcée. Si un soldat ne salue pas un officier, il est envoyé en prison à Jannina sous l'inculpation de communisme. Des conférences contre le communisme sont systématiquement organisées. Lorsqu'un soldat se fait porter malade il n'est pas reconnu et jeté en prison. Il arrive souvent que des malades qui n'ont pas été reconnus, meurent par la suite comme ce fut le cas dernièrement pour le soldat *P. Tsalapera*. Atteint de dysenterie, il ne fut pas reconnu. Deux jours après, au cours d'une parade, il s'écroula et mourut quelques jours plus tard. Ces crimes sont naturellement voilés. Il n'est même pas ordonné d'enquête.

Démonstrations ouvrières à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Le 8 novembre se déroula à Athènes, malgré l'interdiction policière, une démonstration ouvrière en l'honneur du 14-me anniversaire de la Révolution d'Octobre. Vers cinq heures plusieurs centaines d'ouvriers se réunirent pour se rendre à la Place Omnia, lieu de la démonstration, où se trouvaient déjà de nombreux manifestants, parmi lesquels une cinquantaine de soldats et de marins. Des tribunes furent élevées dans les rues adjacentes et les orateurs furent acclamés aux cris de «Vive l'Union des Soviets».

La police intervint violemment, il y eut plusieurs bagarres et plusieurs manifestants furent arrêtés.

«Rizospastis» écrit à ce sujet: «Non seulement ces démonstrations furent plus grandes par le nombre que toutes celles qui eurent lieu jusqu'à présent mais pour la première fois des centaines et des centaines de plus de travailleurs auraient participé à une démonstration illégale si celle-ci avait commencé à l'heure prévue et si les liaisons avaient été meilleures.

Une nouvelle organisation fasciste.

L'ancien dictateur Pangalos et ses disciples ont fondé une nouvelle organisation fasciste sous le nom «Paix de fer». Dernièrement, cette organisation tint une conférence au cours de laquelle l'orateur dit entre autres: «Notre lutte est très dure et très grande, parce que notre ennemi intérieur le communisme est puissant.» . . . Il dit encore: «Nous devons anéantir le communisme et abattre le capitalisme. Notre but est l'avènement d'un avenir meilleur. Nous voulons supprimer en partie la propriété privée, mais pas comme le veut le communisme. Nous ne sommes pas des communistes, nous sommes des socialistes-nationaux.

L'organisation «Paix de fer» est financée par l'ancien ministre de Pangalos, Tantalidis et par le ministre démissionnaire Karapanyotis: Il paraît que ce dernier a mis 2 millions de drachmes à la disposition de cette organisation.

La grève des ouvriers de la chaussure continue.

La grève des ouvriers de la chaussure d'Athènes et du Pirée continue. Il fut impossible à la police de briser la volonté de lutte des grévistes. De nombreux grévistes ont été arrêtés et punis de peines de prison. Parmi les condamnés se trouve l'ouvrier *Kominaris* qui a mis toutes ses économies (25.000 drachmes) à la disposition du Comité de grève. Il fut arrêté sous prétexte que la police voulait constater d'où provenait l'argent. Elle l'a odieusement torturé pour lui arracher l'aveu qu'il détenait cet argent de la Guépeou . . .

Presque journellement, il se produit des bagarres entre les grévistes et la police. Au cours d'une telle bagarre, un ouvrier fut grièvement blessé à coups de baïonnette.

Le front patronal commence à chanceler. De nombreux entrepreneurs ont déjà accepté en tout ou en partie les revendications des ouvriers.

Le mouvement de grève s'intensifie.

Les mouvements de grève qui depuis plusieurs mois se multiplient en Grèce, se poursuivent avec intensité. Dans toutes les industries les ouvriers se dressent contre les conditions misérables auxquelles ils sont contraints.

Les grévistes se comptent par milliers, et la conscience de classe des ouvriers s'affirme de plus en plus. Un exemple entre autres: un gréviste, travailleur de la chaussure, a envoyé une lettre au Comité Central des travailleurs de la chaussure, par laquelle il faisait connaître qu'il mettait à la disposition de ses camarades grévistes toutes ces économies s'élevant à 25.000 drachmes.

A Kilkis, où les ouvriers du tabac sont en grève, la ville est transformée en camp militaire. Le 23-ème régiment d'infanterie s'y trouve au complet. Des patrouilles de 40 soldats parcourent la ville en tous sens. Chaque soldat porte 100 cartouches. Des mitrailleuses sont placées sur divers points de la ville. Mais les ouvriers ne se laissent pas intimider.

Le développement du nombre des étudiants à l'université d'Athènes.

Années	Nombre des étudiants
1923-24	8.924
1924-25	9.982
1925-26	10.829
1926-27	7.792
1927-28	6.388
1928-29	6.212
1929-30	5.496
1930-31	5.283

Ces chiffres montrent clairement les buts de la bourgeoisie. Par les diverses mesures qu'elle prend dans les universités, elle veut rendre impossible les études aux étudiants pauvres. Au cours de cinq années, elle a chassé de l'université plus de la moitié des étudiants. La bourgeoisie se rend parfaitement compte de l'arme que représente l'instruction entre les mains des couches opprimées et exploitées de la population.

Macédoine

La Macédoine sous la domination serbe. La crise économique en Macédoine.

«Makedonsko Delo» du 10 décembre a publié une correspondance de la Serbie dont nous donnons ci-après le passage suivant: «La crise sévit avec la plus grande rigueur. En comparaison avec l'année dernière le nombre des chômeurs a doublé. Cependant il n'est pas question d'une assurance sociale de la part de l'Etat ou des communes. Les rues sont encombrées de véritables armées de sans-travail qui peu à peu dégénèrent en mendiants. De nombreux cas se sont produits où des adolescents et des enfants sont littéralement morts de faim. Les petits commerçants n'ont plus de clientèle tandis que les paysans vendent leurs produits à des prix ridicules, pour être en état de payer les impôts. De vieilles maisons de commerce et des banques bien connues font faillite. Il y a quelques jours une des maisons des plus connues et des plus solides, *Lakov* à Skopje a déclaré son insolvabilité (actif: 1.300.000 dinars, passif: 3.500.000 dinars).

A la campagne la situation est encore plus désespérée. Les producteurs d'opium sont complètement ruinés. Toute leur récolte de cette année est encore dans les greniers et il n'y a aucune possibilité de la vendre, quoique elle soit offerte au prix ridicule de 2-300 dinar par kilo.

C'est pourquoi la majorité des producteurs d'opium a l'intention d'abandonner la culture d'opium et de passer à la culture du tabac. Mais la culture du tabac n'est pas non plus profitable parce que l'Etat, par son monopole du tabac, achète ce produit à un prix minime. La situation est caractérisée du fait que la chambre de commerce de Skopje a adopté une résolution réclamant au gouvernement de cesser pour un certain temps la perception des impôts tant que les provisions de tabac des paysans ne sont pas vendues.

Nouvelles condamnations à mort par la dictature.

La dictature grand-serbe vit dans la crainte continue de nouveaux attentats, crainte qui se manifeste par des arrestations en masses et des condamnations à mort.

Le 20 XI. le tribunal exceptionnel à Niche condamna à la mort par la pendaison les paysans *Konstantin Velkov* et *Assen Nicolov*, inculpés d'avoir projeté des attentats de bombes contre la gare de Niche.

Le 15 décembre, après des débats conduits en secret le tribunal extraordinaire de Belgrade condamna également à la mort par pendaison le macédonien *Sava Janakiev* qui était soupçonné d'avoir projeté un attentat contre la voie ferrée de Niche-Scopie.

Propagande grand-serbe en Amérique.

Ces derniers temps les agents des impérialistes de Belgrade intensifient leur activité de propagande grand-serbe parmi l'émigration macédonienne en Amérique. Cette propagande subventionnée de larges moyens, est dirigée par les consuls serbes en Amérique. A Chicago, il existe depuis longtemps une organisation chauviniste grand-serbe, qui s'appelle «Vardarska Banovina» (la désignation serbe pour la Macédoine). L'organisation centrale de l'émigration macédonienne aux États Unis, la «Macedonian People's League» mène une lutte énergique contre cette propagande. Dans le No. 4 de son organe «Balkan Unification» paraît un article du président de la M. P. L., *Smilê Voidanov*, vieux militant national-révolutionnaire, dans lequel il dénonce le rôle pernecieux et anti-macédonien de la «Vardarska Banovina» et appelle les masses macédoniennes à une lutte décisive contre son influence.

Orageuses démonstrations de chômeurs à Salonique.

Les 11 et 12 novembre se déroulèrent à Salonique de violentes démonstrations de chômeurs. Les ouvriers du tabac des environs manifestèrent pour revendiquer des secours de chômage et déclarèrent qu'ils ne quitteraient pas la ville aussi longtemps que la question ne serait pas résolue. Le gouverneur déclara à la délégation qu'il a reçu que les revendications des chômeurs étaient justifiées, mais qu'il était dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit. La police intervint et dispersa violemment les manifestants dont plusieurs furent arrêtés.

A plusieurs reprises les mêmes démonstrations se reproduisirent, et malgré la brutalité toujours plus grande de la police, les chômeurs déclarent toujours qu'ils ne quitteraient pas Salonique avant que la situation fût réglée.

Une assemblée des ouvriers des cuirs et peaux de Salonique, à laquelle participèrent plus de 300 ouvriers, se déclara solidaire des ouvriers du tabac. Cette réunion fut également dispersée par la police et une quarantaine d'ouvriers furent arrêtés.

Incidents sanglants dans la prison militaire de Cavalla. Un mort.

Un grand mécontentement règne depuis quelques temps dans la prison militaire de Cavalla. A la fin de novembre les détenus eurent de nouveau un conflit avec le directeur de l'établissement, le commandant *Andonopoulos*, au cours duquel ce dernier fut attaqué par trois détenus. Les coupables furent privés de promenade. A quelques jours de là, ces incidents se répétèrent. Les détenus poursuivirent leurs gardiens à coups de pierre et ceux-ci se défendirent à la baïonnette. Les prisonniers ne se laissèrent pas intimider et tentèrent d'enfoncer les portes. Les gardiens firent feu et le détenu *Constantinos Toundas* fut tué.

Le commandant de la place fit alors renforcer les postes de la prison. Neuf soldats détenus considérés comme les meneurs des troubles ont été conduits à Salonique sous forte escorte.

Extorqueurs d'argent

«Makedonsko Delo» du 25 décembre 31 rapporte sur les tentatives des agents d'Ivan Mikhaïlov d'extorquer, par la force armée, des sommes d'argent destinées à leur fonds de propagande à l'étranger. De tels cas se sont produits dans la ville de Varna, où deux messagers d'Ivan Mikhaïlov réclamaient — les revolvers au poing — la somme de 20.000 lévas à l'émigrant macédonien *Kyryl Tentchev*, qui ne pouvait leur donner que 3.000 lévas. Ils ont extorqué 500 lévas du macédonien *Vassil Kousov*, et 200 lévas de *Christo*

Petkov. Il en fut de même pour quelques juifs et arméniens de Varna. La police ne réagit d'aucune manière aux réclamations des personnes lésées. L'indignation de l'émigration macédonienne sur le procédé des agents d'Ivan Mikhaïlov ne s'exprime pas seulement dans la ferme résistance qu'elle offre à leurs tentatives d'extorquer d'argent, mais aussi dans le sabotage conscient de leurs ordres. Un exemple typique: à propos du septième anniversaire du jour de la mort de *Thodor Alexandrov* le Comité de l'association nationale de l'émigration macédonienne en Bulgarie a adressé un appel à organiser une fête commémorative. Cependant l'organisation locale à Varna décida à l'unanimité de n'en rien faire. Les agents d'Ivan Mikhaïlov organisèrent alors une telle fête de leur propre initiative, à laquelle ne participèrent pas plus de 15 personnes sur 8.000 émigrants macédoniens.

Roumanie

La Roumanie et le problème des réparations.

Le rapport sur le budget 1932 traite aussi du problème des réparations et exprime ce qui suit:

Réparations à payer par l'Allemagne:

A Spa, en juin 1920, les cotes de réparations pour les groupes Roumanie, Yougoslavie et Grèce furent fixées à 6,5%. Le plan Dawes a réduit la cote pour la Roumanie à 1,10% (Conférence de Paris 1925). Le plan Young la releva certes à 1,606%, mais le montant total des paiements de l'Allemagne ayant été réduits (de 132 milliards m. o. d'après le plan Dawes à 38 milliards d'après le plan Young) les réparations que l'Allemagne doit payer à la Roumanie ont, de fait, été diminuées.

Depuis l'armistice (11. 11. 1918) jusqu'à la mise en vigueur du moratoire Hoover (1. 7. 1931), la Roumanie a reçu de l'Allemagne, au compte des réparations:

a) En argent comptant . . . 2.702.879 mk-or et 46.135 frs. fr.

b) En nature 111.799.301 mk-or.

Ce qui représente en valeur roumaine 4.581,5 millions de lei.

De l'Autriche:

qui comme il est connu, n'a pas de réparations à payer, à la Roumanie ont été versés en tout (en matériel roulant de chemins de fer etc. . .) 142.028.853 k. or.

Hongrie.

En vertu de l'accord de Paris du 28. 4. 1928, la cote des réparations hongroises pour la Roumanie fut fixée à 13%. La Roumanie a donc à obtenir de la Hongrie depuis le 31. 12. 1930 jusqu'au 31. 12. 1943, en tout 20.735.000 plus 47.171 k. or. Jusqu'à présent, la Roumanie a reçu de la Hongrie en matériel roulant de chemins de fer en matériel naval etc. . . 916.486.018 k. or ainsi que 198.000 dollars.

Bulgarie:

La cote roumaine aux réparations bulgares est de 13%. Jusqu'à présent, la Roumanie a reçu de la Bulgarie un total de 117.147.742 lei. En outre, la Roumanie a encore à recevoir comme dédommagement des biens séquestrés un montant de 110 millions de lei (pas au compte des réparations). Jusqu'aujourd'hui, la Roumanie n'en a reçu que la première tranche se montant à 55 millions de lei.

La crise économique en Roumanie.

La Banque de crédit et d'économie de Freidorf, Transylvanie, a fait une demande de concordat. Le passif est de 3,2 millions de lei. La majorité des créanciers se compose de petits épargnants.

Les dettes des paysans sont estimées à 64 milliards de lei auxquels s'ajoutent 9—10 milliards d'intérêts. Les saisies et les ventes aux enchères sont à l'ordre du jour.

La misère des paysans roumains.

Nous tirons de l'almanach du journal économique «Argus» l'exposé suivant concernant la chute des prix des céréales en Roumanie:

Les chiffres s'entendent par kg.

Année	Blé	Orge	Mais
1925	9,59 lei	6,12 lei	5,88 lei
1926	9,18 "	5,39 "	4,70 "
1927	7,65 "	6,13 "	4,40 "
1928	8,33 "	6,33 "	7,34 "
1929	7,50 "	4,75 "	5,91 "
1930	4,60 "	2,38 "	2,85 "

Pour 1931 les chiffres exacts ne sont pas encore connus, mais nul n'ignore que les prix des céréales ont fortement baissé.

La situation des éleveurs de bestiaux est également critique. En effet, en autonome 1931, les prix du bétail ont baissé de moitié.

Les viticulteurs ne sont pas plus favorisés. Pour l'hectolitre de vin, ils reçoivent cette année plus de la moitié moins que l'année passée.

Sur la situation de la classe ouvrière.

Dans l'industrie métallurgique, la durée de la journée de travail est d'au moins 10 heures, mais plus généralement, de 12 heures. Le samedi seulement, les ouvriers travaillent une heure de moins. Les salaires sont de 7-10 lei par heure (environ 1,25-1,50 franc). Il n'existe aucune installation de sécurité. S'il se produit des accidents les patrons disent «que rien ni personne n'oblige les ouvriers à être imprudents».

Dans de nombreuses entreprises, les salaires ne sont pas payés ponctuellement. Dernièrement, 4.000 ouvriers se sont mis en grève. Ils n'avaient pas touché leurs salaires depuis plus de deux mois!

Sur la situation des masses travailleuses.

Pour la reconstruction de la route cantonale Vizenka-Rostoki, des paysans sont engagés. Ils doivent travailler 12 heures en été et 10 heures en hiver pour un salaire de famine. Les ouvriers sont frappés par les contre-maîtres. Les salaires sont payés le dimanche chez le marchand de vins, où on leur retient 10-15 lei pour lesquels on leur remet un bon pour de l'eau-de-vie. Il arrive souvent que des ouvriers sont renvoyés sans congé préalable si tel est le bon plaisir de l'entrepreneur.

Pour illustrer la situation des paysans, les paroles de Gogas, un politicien ultra-réactionnaire, sont des plus caractéristiques. Il déclara: «Vous avez parlé des paysans et les avez représentés d'une manière presque idyllique. Mais la vérité, c'est que nos paysans pauvres sont mécontents. Quiconque a vécu parmi eux a été à même d'entendre ce murmure de mécontentement qui s'étend sur tout le pays. . . Je me suis permis d'exprimer un mot . . . qui m'a coûté une émotion profonde. J'ai dit: «Nous sommes à la veille d'une période pré-révolutionnaire. C'est la réalité.»

Nouvelles attaques contre la classe ouvrière roumaine.

Le général Joneascu, directeur en chef des chemins de fer de l'Etat informe que pour réduire le déficit, les salaires des ouvriers travaillant dans les ateliers des chemins de fer seront réduits de 30-35%. En outre, il exige des ouvriers qu'ils travaillent chaque jour 1-2 heures gratuitement et signent une déclaration par laquelle ils renoncent «aux droits qui leur sont légalement assurés».

Renforcement des mesures fiscales.

Le ministre des finances a adressé une circulaire à tous les bureaux de perception, les invitant à accélérer la rentrée des impôts, afin qu'à la fin de l'année il n'y ait plus de retards.

Toujours de nouvelles fraudes.

Les fraudes aux dépens des biens officiels sont un phénomène quotidien en Roumanie. Dernièrement, des fraudes importantes furent découvertes au commandement de gendarmerie à Bucarest. Le caissier, le commandant Florian Doudescou ainsi que le lieutenant Alexandre Stanescou ont détourné de l'argent des fonds qui leur étaient confiés.

A l'Institut géographique militaire, des «irrégularités» du caissier furent également découvertes.

Une enquête vient d'être ordonnée au premier régiment d'artillerie de Tesmavar contre plusieurs hauts officiers, pour détournement de 1,5 millions de lei.

Chiffres officiels roumains sur l'armée.

La Roumanie a adressé à la Société des Nations les chiffres suivants:

Hommes sous les armes: 240.000 hommes et 14.000 officiers.

Dans la gendarmerie: 62.000 hommes et 11.025 officiers.

Dans la marine: 5.550 hommes et 326 officiers.

Dans l'aviation: 11.800 hommes.

En même temps, la Roumanie communique qu'en raison de sa situation géographique, il ne peut être question d'une réduction de ses forces armées.

De nouveau une solennité militaire en Roumanie.

Le 23 octobre dernier fut fêté à Sinaia le 15^{ème} jubilé du 1-er bataillon de chasseurs alpins. Carol fit à cette occasion une allocution dont nous extrayons ce qui suit:

«Les actions accomplies par les officiers et les troupes du 1-er bataillon de chasseurs alpins sont un exemple vivant pour notre armée. Elles sont pour le pays la garantie que le soldat roumain sait se sacrifier, lutter et mourir. . .»

La Socialdémocratie roumaine et les boyards.

Le député socialdémocrate Grigorivici a déclaré au parlement roumain: «Les réformes que les social-démocrates réclament sont acceptables pour tous les gens intelligents. . . J'ai pu toujours m'entendre avec les boyards qui avaient les mains nettes et étaient instruits.»

Visite de Jorga et Duca à Paris.

Le président des ministres Jorga et le chef des nationaux-libéraux Duca (le parti du capital financier roumain) séjourneront dernièrement à Paris. Les journaux réactionnaires commentèrent cette visite et déclarèrent d'une voix unanime que «... Si les Français désirent une collaboration aussi étroite avec la Roumanie, c'est dans le but d'une action commune élevée pour le bien de la civilisation et de la paix (!) . . .»

Toutes ces visites sont un anneau dans la chaîne des préparatifs de guerre impérialiste sous le commandement de la France contre l'Union des Soviets.

Yougoslavie

La Yougoslavie dans la crise économique.

En octobre 1931 furent exportées de Yougoslavie 279.665 tonnes d'une valeur de 387,2 millions de dinars contre 409.269 tonnes d'une valeur de 662 millions de dinars en octobre 1930. Dans les premiers 10 mois de 1931, 2,82 millions de tonnes d'une valeur de 4069,5 millions de dinars furent exportés de Yougoslavie. L'exportation pour les 10 premiers mois de 1930 était de 4,03 millions de tonnes d'une valeur de 5.666,9 millions de dinars. Il ressort de ces chiffres que l'exportation a diminué d'environ 1600 millions de dinars.

Lors d'une séance du syndicat des bouchers qui eut lieu ces jours derniers, on se plaignit beaucoup du recul de la consommation de viande. L'exportation en Autriche est devenue presque impossible depuis les nouveaux règlements sur les devises, et l'exportation en Tchécoslovaquie a fortement baissé.

Les recettes sur les impôts indirects (alimentation) tombèrent de 509 millions de dinars, pour les 7 premiers mois de l'année budgétaire précédente, à 450,6 millions de dinars pour les 7 premiers mois de l'année budgétaire 1931/32.

La grève à Tsvrenka.

Vers la mi-septembre, les ouvriers de la fabrique de sucre de Tsvrenka déclarèrent la grève pour protester contre une réduction des salaires. Sous la pression de la classe ouvrière, l'Union Générale des Syndicats social-fasciste (ORS) «sanctionna» cette grève. Elle se termina le 3 octobre.

Les revendications des ouvriers étaient, entr'autres, une augmentation de salaire de 20%. Mais par la faute des social-démocrates qui tombèrent d'accord avec le patronat une partie seulement des revendications fut accordée.

Incendies allumés par les paysans désespérés.

Sous la pression de la crise économique toujours plus écrasante qui s'accroît surtout dans l'agriculture, les paysans désespérés cherchent une issue des manières les plus diverses. Combien peu la manœuvre constitutionnelle, la comédie électorale et les promesses de la dictature grand-serbe ont contribué à calmer les masses populaires affamées et l'augmentation des incendies malintentionnés dans différentes parties du pays. Ce qui est caractéristique, est ce que, pour la plus grande partie du pays, il ne s'agit pour ainsi dire pas de la Serbie. Les épidémies d'incendies se manifestent surtout en Croatie, en Slovénie, en Bosnie, en Herzégovine et en Dalmatie.

Ces incendies ont deux causes: économique et politique. D'un côté, les paysans ruinés et acculés à la famine assurent leurs propriétés, y mettent le feu et réclament l'indemnité par l'assurance, d'autre part, les maisons et dépendances des paysans riches et des usuriers sont incendiées également.

Au cours des derniers mois, dans les environs des villes de Celje, Sinj et Prijedor il y a eu près de 100 incendies dont 40 dans la ville croate de Karlovats. Dans le village de Spuvje (Slovénie) le feu anéantit 7 maisons et causa un dommage de plus d'un million de dinars. Dans le village de Krapje plus de 50 bâtiments furent incendiés, les dégâts se montent à plus de 2 millions de dinars. A Podpetje et à Bolfenk en Slovénie, plusieurs bâtiments furent également réduits en cendres, les dégâts dépassent 100.000 dinars. A Celje, la propriété de l'ancien député Falech fut également détruite par le feu. A Tchret, un incendie détruisit une fabrique de matières explosives «Pirot». A Sisak la maison des commerçants Reiss et un grand moulin à vapeur situés au milieu de la ville furent incendiés, les dégâts sont supérieurs à un million de dinars. A Karlovats il y eut deux victimes, un autre incendie détruisit les magasins de l'association agricole, où se trouvait soi-disant des céréales pour les régions affamées. Dans les centres industriels également le nombre des incendies se multiplie. A Rouche par exemple toute une fabrique fut incendiée et il y eut pour 12-13 millions de dégâts. En Dalmatie, à Komicha brûla une fabrique de sardines (plus de 6 millions de dégâts). Dans les deux cas, les causes du feu ne «purent être fixées». L'incendie le plus important fut celui des propriétés du commerçant Zagaritch près de Zagreb. Lorsque les pompiers arrivèrent sur les lieux du sinistre et demandèrent aux curieux rassemblés où il y avait des prises d'eau, nul ne répondit. Lorsque finalement les pompiers eurent trouvé et se préparèrent à combattre le feu, les paysans les en empêchèrent. Les pompes furent endommagées. Lorsque la police arriva sur les lieux il y eut de violentes bagarres. Il fut procédé à plusieurs arrestations, mais la maison de l'usurier fut absolument réduite en cendres.

Les autorités sont sur les dents et menacent de mesures les plus rigoureuses. Dans plusieurs procès, des incendiaires furent condamnés à de fortes peines. Les sociétés d'assurances refusent de payer les primes. Dans le district de Karlovats une conférence des maires fut convoquée dans le but de prendre des mesures contre cette épidémie d'incendies. Mais toutes les mesures du régime se montrèrent inefficaces.

Deux nouveaux assassinats de la dictature sanglante.

Au début d'octobre, plusieurs agents de la police de Zagreb attaquèrent un local de la périphérie de Zagreb où se trouvaient le leader des Jeunesses communistes de Yougoslavie Josp Debeltjak et quelques ouvriers. Debeltjak qui savait quelles épouvantables tortures l'attendaient s'il était arrêté, réussit à prendre la fuite bien que blessé par des coups de revolver. Au cours de la bataille le bourreau de la prison de Zagreb Dotlich fut tué. Des recherches fiévreuses furent organisées pour rattraper le fugitif et toutes les forces de police mobilisées dans ce but. Vers la

mi-octobre Debeltjak fut découvert dans une maison où se trouvait également un jeune communiste, Josp Adamitch. Adamitch se défendit contre les agents dont deux furent blessés tandis qu'Adamitch était tué. Debeltjak put de nouveau s'échapper. Quelques heures après il fut découvert dans une autre maison et malgré une défense héroïque, abattu par les policiers.

Les deux nouveaux assassins de deux militants révolutionnaires en lutte contre la dictature ne contribueront qu'à augmenter encore l'énergie de lutte des masses opprimées contre le régime grand-serbe.

Trois condamnations à mort par la dictature «constitutionnelle».

Le 15 décembre dernier, le même tribunal condamna le macédonien Zacharias Janakijev à la mort par pendaison. Janakijev était accusé d'être venu en Yougoslavie avec 4 camarades sur l'ordre de l'ORIM fasciste, pour poser une bombe sur la voie ferrée Vranjska-Banja-Priboj. La bombe aurait pourtant éclaté prématurément et deux des auteurs de l'attentat furent tués. Janakijev aurait alors blessé trois gendarmes à coups de feu.

Communistes condamnés.

Le 18 novembre, le Tribunal spécial de Belgrade prononça un verdict contre un groupe d'ouvriers slovénes accusés propagande communiste. Furent condamnés: Raimund Schwartz, 3 ans de prison, Drago Galub, un an, Franz Vrabel, 9 mois, Anton Grosnik, 8 mois, Franz Sturm, 7 mois, Ivan Melek, Robert Schande, Franz Monel et Bogomir Veibandl, chacun 6 mois et Franz Juzez, un mois.

Encore une victime de la police yougoslave.

Le communiste Anton Savic a été assassiné par la police de Zagreb. Elle déclara que Savic demanda d'être conduit dans le bois proche où il voulait découvrir une soi-disant archive communiste. Arrivé dans le bois il essaya de fuir. C'est dans sa fuite qu'une balle des policiers le frappa mortellement.

Ce communiqué est un faux trop grossier pour être cru de qui que ce soit. La vérité est que Anton Savic, après les tortures effroyables qu'il dut subir à la préfecture de police de Zagreb a été amené au bois et abattu à coup de fusil comme un gibet. . .

Nouveaux verdicts de terreur du tribunal fasciste spécial.

Le 9 décembre, un groupe d'ouvriers furent condamnés par le tribunal spécial de Belgrade pour propagande communiste. Ce sont Gjura Patchalitch (en fuite) 20 ans de travaux forcés, Karl Hats (en fuite) 18 ans de travaux forcés, Dr. Rudolf Hok 5 ans de travaux forcés, Imre Gross 4 ans de travaux forcés, Andrija Grass et Ivan Friedrich chacun un an et six mois de travaux forcés, Pajo Balog 1 an de travaux forcés, Stefan Nikolitch et Eftim Perodanski chacun 10 mois de prison, Grujo Antalitch et Milan Dedov chacun 9 mois de prison, Ivan Neditch 8 mois de prison.

Un nouveau procès de croates à Belgrade.

Le 23 novembre commença à Belgrade devant le tribunal spécial, le procès de 14 nationalistes croates: Dr. Draguthi Toth, chef de la direction des douanes de Zagreb, Anton Kraljitch, commerçant, Josp Miklauchitch, domestique, Milivoj Ivankevitch «sans profession», Ivan Busina, «sans profession», Jakob Suham, paysan, Stjepan Radeljak, portier, Josp Tarle, domestique, Grga Sulechitch, ouvrier, Peter Bakovitch, fonctionnaire privé, Stjepan Radeljak, fonctionnaire privé, et la femme Ivanka Chelesnik.

Deux des accusés étaient absents: le monteur électricien Josp Poropat qui avait été soumis à la torture dans la prison de Zagreb et était décédé, le fonctionnaire privé Vid Horvatitch devenu fou par suite des tortures subies et qui se trouve dans une maison d'aliénés. Les accusés Busina et Ivankovitch ne purent qu'en partie assister aux débats, étant aussi malades des suites des tortures. Ivankovitch que le président du tribunal traita cyniquement de «simulateur» est devenu également fou.

Les prévenus étaient accusés d'avoir commis, sur l'instigation des émigrants croates Pertchets et Selektovitich, les délits suivants:

Transport d'explosifs de Hongrie et Yougoslavie; attentat contre les locaux de l'organisation fasciste «Mlada Jugoslavija» à Zagreb et contre le palais des banovines à Zagreb, attentat contre un train dans lequel se trouvait un groupe «de paysans croates» se rendant en Serbie ainsi que contre un train dans lequel se trouvait le maire de Zagreb le dr. Stjepan Srkulj se rendant à Belgrade, distribution de tracts illégaux etc. . .

Au cours des débats, les prévenus renièrent les aveux qui leur avaient été arrachés par les tortures et firent part des mauvais traitements subis en pénitence. Tous déclarèrent qu'ils étaient innocents.

Le 5 décembre, le verdict fut rendu. Furent condamnés: Ivankovitch 8 ans, Kraljitch 5 ans, Dr. Toth 4 ans, Jacob Suhan Sabol, Tarle et Suleitchitch chacun 3 ans, Bakovitch 2 ans, Badeljak et Ivanka Chelesnik chacun un an de travaux forcés.

Verdict de terreur dans le procès des attentats en Croatie.

Le tribunal spécial vient de rendre son jugement dans le procès contre les nationalistes croates. Les accusés avaient été inculpés avoir pris part à l'attentat de bombes contre les trains qui transportaient les délégations d'hommage au roi-bourreau Alexandre, de Zagreb à Belgrade, et d'avoir reçu des explosifs des émigrés de l'étranger. . .

Bien que le procureur d'Etat dût reconnaître que les accusés n'ont joué qu'un rôle secondaire dans cet attentat, l'accusé principal, Miklanchitch a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. L'étudiant Ivankovitch à 8 ans et l'ancien chef du dépôt des douanes de Zagreb, Dr Toth à 4 ans de prison. . .

Sept accusés qui étaient inculpés d'avoir eu connaissance des intentions des auteurs de l'attentat et ne les ont pas dénoncés aux autorités, ont été condamnés à des peines variant de un à trois ans de prison. . . Un accusé a été acquitté.

Démonstration contre la dictature yougoslave à Belgrade.

A propos de l'ouverture du parlement les étudiants de Belgrade ont organisé de violentes démonstrations contre la dictature militaire. Une réunion de protestation fut tenue dans le foyer de l'université où de nombreux orateurs dénoncèrent le régime criminel de la dictature. Une résolution votée appela à la lutte énergique pour la liberté.

Malgré les mesures rigoureuses prises par la police de grandes masses se rassemblèrent à proximité de l'université. La police les dispersa à coups de matraque. Deux policiers et deux étudiants furent gravement blessés. De nombreuses arrestations ont été opérées. . . L'université a été fermée pour quelques jours. . .

En liaison avec toutes ces démonstrations, plusieurs milliers de personnes furent arrêtées. La majeure partie des arrêtés est composée de jeunes gens. Beaucoup furent cruellement maltraités. Au bout de quelques jours, trois des arrêtés moururent des suites des tortures parmi eux l'étudiant Lakech.

A Zagreb, les derniers jours des démonstrations des étudiants croates, il y eut de sanglantes bagarres avec l'organisation fasciste «Mlada Jugoslavija». 200-300 étudiants d'opposition dressèrent des barricades contre les brutales attaques de la police et les fascistes grand-serbes. Il y eut des salves meurtrières, plusieurs étudiants furent blessés et près de 200 furent arrêtés.

Tous ces événements sont le signal de luttes décisives proches des peuples opprimés et pillés de Yougoslavie contre le régime sanglant de la dictature grand-serbe.

La dictature en Yougoslavie.

A propos des événements en Yougoslavie, un journaliste américain a adressé une lettre à la «Herald Tribune», par laquelle il proteste contre un article de fond erroné publié sous le titre «La fin d'une dictature».

«La dictature en Yougoslavie», dit-il, n'est pas abolie, mais seulement masquée. La proclamation d'Alexandre n'est que «fumée». Cette mesure était nécessaire pour calmer — du moins pour un certain temps — la fermentation politique des masses laquelle avait pris des dimensions alarmantes — et pour faire en même temps une impression favorable à l'étranger. Le dernier emprunt fut conclu en Yougoslavie à des conditions désavantageuses pour la Yougoslavie. On a besoin de nouveaux emprunts, mais on ne sait pas, où le prendre puisque les pays gouvernés par une dictature ne sont pas considérés comme dignes de crédit par les hommes de la haute finance internationale.

Après la Roumanie, la Yougoslavie est le pays le plus mal gouverné d'Europe. L'amour du peuple pour son roi existe seulement dans le cas où il est inculqué au peuple avec la violence brutale balkanique. Mais tenir 14.000.000 personnes sous un contrôle continu, cela exige des forces immenses de policiers et de militaires, qui coûtent plus que le pays jeune ne peut supporter.

Les fardeaux des impôts sont devenus insupportables et malgré toutes la surveillance policière le peuple parle ouvertement de rébellion. Les paysans doivent conclure des emprunts à un taux de 10-24% ce qui signifie leur «suicide économique». Telles sont les conditions dans les districts du nord — la Croatie et la Slovénie — tandis que la situation dans le sud est encore plus mauvaise. Il n'y a pas d'autres causes aux récentes manœuvres politiques du roi.

Dès maintenant il y aura un «parlement» composé d'une chambre des députés et d'un sénat, dont la moitié de membres est nommée par le roi. Cette «constitution» est la plus grande fourberie. La «constitution» dictée par le roi même et ses valets prévoit que chaque loi doit passer les deux chambres. Si donc une loi ne convient pas au roi, elle n'a pas la moindre chance d'être adoptée par le sénat, dont les membres sont des instruments bien choisis du roi, tandis que de l'autre côté il trouvera du moins un ou deux instruments souples à sa volenté dans la chambre des députés. De cette manière le nouveau parlement ne sera rien d'autre qu'un club de discussion, sans aucun pouvoir ni influence.

Actions actives de lutte contre le régime.

Malgré la terreur sanglante, l'importance et les dimensions des actions révolutionnaires de lutte contre la dictature grand serbe ne cesse de s'amplifier. La cause de l'activité révolutionnaire croissante des masses réside d'un côté dans l'accentuation de la crise économique et de l'autre côté dans la politique de répression grandissante de la dictature fasciste.

En Dalmatie, il y eut dans trois villages des soulèvements de paysans affamés. Les révoltes ne purent être réprimées que par l'intervention de la troupe.

A Karlovats, en Croatie, les ouvriers occupèrent une fabrique, parce que, par suite de la crise économique, on ne payait pas leurs salaires.

En Bosnie, de nombreuses scieries furent fermées et dans plusieurs cas, ce n'est que par l'intervention de la troupe et de la gendarmerie que l'on put empêcher les ouvriers de poursuivre la fonctionnement des entreprises de leur propre initiative.

Les luttes paysannes à Velika Kladoucha.

Nous extrayons de «Politika» du 16 novembre: «... Lors des élections du 8 novembre, il se produisit des désordres à Velika Kladoucha parce que Hassan Miljkovitch, ancien député du parlement yougoslave pour les musulmans avait reçu la fausse nouvelle que les voix pour *Sulja Saljitch* avaient été reportées pour Hassan Toromanovitch et qu'à la demande de contrôle formulée, le président du comité électoral avait manqué de tact. Au cours de ces désordres, le premier adjoint de la commune de *Velika Kladoucha* et membre de la commission électoral *Savo Babitch* fut tué, tandis que le président de cette commission fut gravement blessé. Différentes personnes furent encore légèrement blessées et toutes les archives furent détruites. Hassan Miljkovitch et 24 personnes furent arrêtés. . .»

Luttes des inscrits maritimes pour les salaires.

Dernièrement, sur l'invitation de la direction pour les transports maritimes, il y eut une conférence des armateurs et des «représentants des inscrits maritimes»,

au cours de laquelle il fut, entre autres, question des conflits sur les salaires par suite de la dévalorisation de la livre sterling. Les salaires des inscrits maritimes sont payés en livres sterling et après la baisse de la livre, les salaires diminuèrent automatiquement de 20%. La conférence n'aboutit à aucun résultat.

Les représentants des inscrits maritimes présentèrent un rapport montrant la situation épouvantable des inscrits maritimes en Yougoslavie:

«Les salaires des inscrits maritimes sont les plus bas du monde. . . Grâce aux salaires minimes, la navigation yougoslave est la plus rentable du monde. La croissance rapide de la marine marchande est due à la misérable situation de nos inscrits maritimes. . . Au cours des dernières années, et surtout des dernières mois les salaires furent toujours de nouveau réduits. La réduction représente 1/7 du salaire. . .»

Le régime se défend.

Après que les masses populaires de Yougoslavie et la majeure partie de l'opinion publique mondiale se sont rendu compte du bluff des élections du 8 novembre, la dictature fasciste s'efforce de fournir des «preuves» de la «liberté» des élections.

«Politika» de Belgrade prétendait le 10 novembre, que «les personnalités de la présidence du Comité électoral avaient été la meilleure garantie de l'exécution correcte des élections.»

La feuille du régime «Novosti» à Zagreb écrivait le lendemain du 11 novembre: «La meilleure et plus éclatante preuve que les élections furent libres réside dans le fait que de nombreux ministres n'ont obtenu qu'un pourcentage relativement minime de voix. S'il y avait eu l'emploi de la violence ou des falsifications, les ministres auraient commencé par améliorer leurs pourcentages. . .»

La composition sociale du parlement de dictature.

D'après une statistique du «Politika» de Belgrade les 305 députés se répartissent comme suit: 60 avocats et notaires, 34 maires, 26 commerçants, 23 grands propriétaires fonciers et koulaks, 22 prêtres, 13 anciens ministres, 12 propriétaires, 17 ministres en activité, 15 médecins, 14 professeurs, 10 fonctionnaires d'Etat, 8 journalistes, 8 fonctionnaires privés, 6 industriels, 5 rentiers, 5 instituteurs, 5 ingénieurs, 4 administrateurs, 4 diplomates, 4 banquiers, 4 restaurateurs, 2 juges, 2 entrepreneurs et 2 pharmaciens.

Le nouveau parti.

Le 15 décembre dernier, le club des députés dans lequel sont réunis tous les députés, décida de fonder un parti. Le nom de ce nouveau parti grand-serbe et fasciste est «Parti agrarien radical démocratique yougoslave» (Pardy). Les points principaux du programme de ce parti sont:

1) Le parti se donne pour tâche d'organiser le peuple pour l'exercice de ses droits et devoirs politiques. . . Le peuple doit être éduqué à estimer sa liberté dans cet Etat (!) . . .

2) Le Pardy tendra toujours à oeuvrer dans l'esprit de l'idée nationale yougoslave en base de la composition de l'Etat, qui a été créée par la Constitution du 3 septembre 1931. . .

3) Le Pardy consacrerait toutes ses forces à une collaboration créatrice. . . Le Pardy oeuvrera à renforcer dans tous les milieux la conscience démocratique, afin que le peuple soit à même de tirer pour lui et l'Etat profit de la composition progressiste (!) de l'Etat. La véritable démocratie exige d'une part, la discipline et le respect des autorités (!) et d'autre part, que les autorités de l'Etat respectent les droits des citoyens. . .

4) Le Pardy dirigera la politique sociale et économique dans l'esprit de la solidarité nationale. . .

5) Les soins de la valeur morale et spirituelle d'un peuple doivent être une des tâches primordiales de la politique d'Etat. . . Le Pardy activera de tout son pouvoir la culture physique du peuple, surtout avec l'aide des Sokols et toutes les autres institutions d'hygiène populaire. . . Le Pardy considère la question des minorités comme une question culturelle. Il réclame des citoyens d'autres nationalités une loyauté complète, désire leur active collaboration aux tâches d'administration autonomes et reconnaît leur droit absolu d'avoir leur propre monnaie, de parler leur propre langue et de développer leur propre culture (?).

6) Nous envisageons comme tâche de notre royaume d'être un pilier de la paix (!), de l'ordre et de la situation juridique internationale actuelle de l'Europe du Sud. Pour réussir en ce sens, nous devons veiller soigneusement au maintien des forces d'organisation et de défense de l'Etat, afin qu'il soit toujours prêt à défendre son indépendance, sa liberté et l'inviolabilité de ses frontières. . .»

Militarisation générale de la jeunesse.

Après que les organisations fascistes de culture physique «Sokol» n'eurent pas réussi à englober les couches décisives de la jeunesse ouvrière et nationale-ment opprimée, la dictature prend des mesures de grande envergure pour réaliser par la terreur ouverte, la militarisation de la jeunesse.

Le 27 novembre fut décrétée la loi «sur la culture physique». Les points les plus importants de cette loi sont les suivants:

1) Tous les citoyens des deux sexes doivent pratiquer la culture physique jusqu'à 21 ans révolus. L'exercice de cette culture physique est un service public. L'Etat, les banovines et les communes sont tenus de faire le nécessaire en ce sens.

2) La culture physique est du ressort du ministère pour la politique sociale et de l'hygiène qui forme un conseil d'Etat en relation avec le ministère de l'instruction publique, les ministères de la guerre et de la marine.

7) La gymnastique, le sport sont obligatoires dans toutes les écoles privées et d'Etat.

10) La loi oblige les communes de bâtir sur leurs territoires des places de sport. Les communes, les banovines et l'Etat feront le nécessaire que des salles et des locaux soient aménagés avec le matériel adéquat pour l'exercice de culture physique.

Le 4 décembre un «ministère pour la culture physique du peuple» fut spécialement créé. Les tâches de ce ministère sont les suivantes:

14) S'occuper de la culture physique du peuple; Surveiller l'éducation physique de la jeunesse des écoles en accord avec les ministères correspondants de ces écoles; aide aux associations et autres institutions dont le but est l'éducation physique du peuple (Sokols, unions sportives, associations de tir, pompiers etc. . .) et surveillance de ces institutions. . .

L'ensemble des travaux d'éducation physique est étroitement lié avec les ministères de l'armée et de la marine. Au deuxième congrès annuel de «L'Association des unions sportives du royaume de Yougoslavie» (SSS.), toute une série d'orateurs appuyèrent également sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les unions sportives et l'armée.»

Presqu'en même temps, l'Association des touristes ouvriers «Les amis de la nature» en Slovinie et en Croatie fut dissoute et leurs biens confisqués.

Militarisation des «Sokols».

Le 1. décembre les ministères de l'armée et de la marine proclamèrent un décret sur la réduction et le facilitement du service militaire pour les membres de l'organisation de gymnastique grand-serbe des «Sokols». Les avantages seront seulement accordés aux membres qui seront au moins depuis 5 ans dans l'organisation et qui auront suivi une série de cours d'exercices militaires. Pour les exercices militaires des «Sokols» le programme suivant fut élaboré: Règles de service, discipline militaire, leçons de tir, exercices de règlement pour l'infanterie et le service de guerre, dans les exercices de cheval procéder également à des exercices de règlement pour la cavalerie. Avant le recrutement, les membres des Sokols qui désirent des avantages doivent passer un examen. L'examen est accompli par une commission composée d'officiers actifs (membres des Sokols), du professeur des exercices militaires et du président du Sokol en question. Dans l'accord des avantages, il sera aussi tenu compte de «assiduité, exactitude, bonne conduite — en un mot de la conscience politique dans le sens de la dictature grand-serbe.

Préparatifs de guerre.

Il y a quelques semaines, le torpilleur Dubrovnik la dictature grand-serbe a été lancé. Le prince Pavle et la princesse Olga assistèrent également au lancement.

Le ministre des affaires étrangères le prince Ghika donna à son retour de Belgrade une déclaration à la presse où il dit qu'il avait conclu à Belgrade avec le royaume de Yougoslavie un contrat au sujet de la construction d'un pont de chemin de fer sur le Danube près de Kladovo. Si les conditions financières le permettent, la Roumanie commencera les travaux de construction en 1932.

A Belgrade on commencera prochainement la construction de plusieurs bâtiments destinés à la garde du corps. Une somme de 4.734.901 a été mise à la disposition dans ce but.

Réduction du service militaire.

Pour réduire les dépenses du personnel dans l'armée et activer les armements, le service militaire a été réduit de 18 à 14 mois. En même temps, des mesures vont être prises contre les intellectuels d'opposition. Un paragraphe de la nouvelle loi prévoit: «Etudiants qui par suite de leur attitude en public ne sont pas dignes de devenir officiers de réserve, perdent le droit de ne faire que neuf mois de service et doivent rester 14 mois sous les drapeaux. . . »

Topalovitch champion de l'impérialisme grand-serbe.

Le chef des social-démocrates yougoslaves le Dr. Jivko Topalovitch qui participa comme représentant de la dictature à la II. Conférence balkanique à Constantinople donna à son retour, un rapport sur ses impressions à la «Pravda» de Belgrade:

«Ce qui nous réjouit le plus, c'est que tout le long de la ligne de chemin de fer, depuis Constantinople jusqu'à Angora, nous entendimes parler serbe. Partout travaillent nos Bosniais. A Ankara seulement, il y en a plus de 5.000. . . Pour ce qui est de la conférence elle-même, j'ai l'impression qu'elle fut couronnée d'un plein succès. . . »

Appointements géants des social-démocrates.

Il existe à Belgrade un «fond pour la création et l'entretien d'institutions ouvrières». Dernièrement, le conseil d'administration de ce fond publiait un rapport sur la comptabilité de l'année budgétaire. Il ressort que le fond a encaissé un total de subventions de 1.013.962 dinars pour l'entretien d'asiles d'ouvriers et d'enfants et l'alimentation de chômeurs. De cette somme 851.775 dinars furent consacrés aux salaires des fonctionnaires et des membres du conseil d'administration. Le reste soit 162.187 dinars allèrent seuls à leur véritable destination!

Statistique sur les assurances du travail.

Selon les informations du Bureau central pour les assurances du travail, il ressort qu'en juillet 1928: 576.464 personnes furent assurées. En juillet 1929: 638.352. D'après cette statistique, le nombre des ouvriers assurés aurait donc en un an diminué de 36.000.

Endettement des entreprises communales de Yougoslavie.

Dernièrement, le ministère des finances publia une statistique concernant l'endettement des communes et banovines. Le 1. janvier 1931, les dettes totales de toutes les communes yougoslaves se montaient à 1.543.242.391 dinars, soit 110,77 dinars par habitant. Les dettes des villes les plus importantes étaient le 1. janvier 1931 de:

Villes	Millions de dinars	Par habitant
Belgrade	452,0	1871,48 dinars
Zagreb	179,2	968,36 "
Ljubliana	148,2	2479,65 "
Split	76,3	1741,67 "
Niche	48,8	1379,10 "
Skoplje	14,0	215,94 "
Sarajevo	15,5	197,73 "
Banja Luka	10,7	469,35 "
Novisad	4,3	66,61 "
Cetinje	4,1	650,25 "
	953,3	1189,30 "

Les autres villes avaient ensemble 383,6 millions de dinars de dettes, les communes de villages 63,4 millions de dinars, les banovines elles-mêmes 142,8 millions.

L'origine des emprunts était:

Banque d'hypothèque d'Etat	469,4 millions	30,4%
Banques étrangères	396,6 "	23,9%
Banques indigènes	606,0 "	39,3%
Institutions publiques et privées	71,2 "	6,4%

Le taux des emprunts était: 12,4 millions pour 0%, 25,9 millions à moins de 5%, 393,3 millions de 5-8%, 1.081,1 millions de 8-12% et 27,1 millions à plus de 12%.

La durée des emprunts était de: 265,9 millions (17,2%) jusqu'à un an, 466,8 millions de 1 à 10 ans, 805,8 millions (52,2%) plus de 10 ans.



Mouvement de libération dans les pays des peuples nationalement opprimés et des minorités nationales.

Séance élargie du secrétariat international de la Ligue contre l'Impérialisme.

Le 30 octobre dernier se tint à Berlin une séance élargie du secrétariat international de la Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale, à laquelle assistèrent des délégués de l'Allemagne, de la Bulgarie, de la Macédoine, de la Thrace, de la Dobroudja, de l'Ukraine occidentale, de la Russie Blanche occidentale, de l'Albanie, de la Turquie et du Brésil, ainsi qu'un représentant du mouvement des jeunesse révolutionnaires de l'Inde.

A cette séance furent présentés les rapports sur les tâches de la Ligue dans le mouvement de libération nationale des peuples opprimés d'Europe et le rapport sur l'activité de la section bulgare de la Ligue, et on approuva la proposition de la convocation d'une conférence européenne des nations et minorités nationales opprimées. Elle accepta aussi un appel sur les événements en Irlande ainsi que les résolutions dont suivent des extraits ci-après, au sujet de l'Ukraine occidentale, de la Russie Blanche occidentale et de la conférence impérialiste des Balkans.

Contre la dictature en Irlande!

Contre l'impérialisme britannique et ses agents irlandais!

«Le fidèle valet de l'impérialisme britannique, le gouvernement du soi-disant Etat Libre Irlandais a proclamé une loi de terreur (loi de défense de l'Etat), qui est destinée à anéantir le mouvement révolutionnaire de libération des ouvriers, paysans et intellectuels irlandais.

D'après cette nouvelle loi, un tribunal militaire spécial doit être institué, dont les délibérations se feront à huis-clos et dont les verdicts ne doivent pas être publiés. Les peines prévues sont la peine de mort, la flagellation, les travaux forcés et l'internement, et ce pour toute participation à des démonstrations ou à des organisations interdites. Douze organisations ont été défendues, parmi elles, le groupe ouvrier révolutionnaire, le Comité des amis de l'Union des Soviets, le Secours rouge international etc. . .

La Ligue contre l'impérialisme proteste énergiquement contre cette loi infâme des impérialistes anglais et de ses agents du gouvernement Cosgrave, et appelle les masses irlandaises à continuer leur lutte héroïque:

Contre l'impérialisme anglais et la domination du gouvernement Cosgrave!

Pour la suppression immédiate de la loi de terreur et l'amnistie absolue pour tous des révolutionnaires irlandais!

Pour la confiscation et le partage des grandes propriétés terriennes entre les paysans!

Pour la suppression des usuriers bancaires et l'annulation des dettes des paysans!

Pour le droit absolu du peuple irlandais de disposer de lui-même et pour l'indépendance de l'Irlande!

Résolution sur l'Ukraine occidentale et la Russie Blanche occidentale.

Des nouvelles nous parviennent de nouvelles arrestations et condamnations à mort dans les régions de l'Ukraine et de la Russie Blanche occidentales occupées par l'impérialisme polonais. . .

Le gouvernement de Pilsudski tente à nouveau d'exterminer définitivement le mouvement de libération nationale. . .

La Ligue appelle l'attention des masses travailleuses sur les manœuvres des social-démocrates et des partis réformistes nationaux qui ne sont destinées qu'à semer la confusion et à les détourner de leur lutte révolutionnaire pour le droit absolu de disposer d'elles-mêmes. . .

La Ligue félicite la lutte révolutionnaire conséquente contre l'oppression en Ukraine et en Russie Blanche occidentales et appelle les masses travailleuses de toute la Pologne à la lutte de solidarité pour la libération des peuples opprimés en Pologne. Elle demande aux véritables militants révolutionnaires de l'Ukraine et de la Russie Blanche occidentales, de donner leur adhésion à la Ligue.

Résolution sur la conférence balkanique.

Du 20 au 24 octobre dernier se tint à Constantinople la soi-disant conférence balkanique. . . Les véritables organisateurs de cette conférence sont les gouvernements de dictature des Etats balkaniques derrière lesquels se dérobent les grandes puissances impérialistes. . .

Les traités impérialistes de paix ont encore accru les antagonismes entre les différents Etats balkaniques. Mais le monde capitaliste étant secoué par une crise économique toujours grandissante et une crise agraire très profonde sévissant dans les Balkans, les gouvernements fascistes des Balkans épouvantés par l'essor grandissant du mouvement révolutionnaire cherchent une issue pour renforcer leur position chancelante et se rendre maître du mouvement révolutionnaire et enfin préparer en commun une guerre nouvelle dirigée en première ligne contre la Russie des Soviets. . .

Cette tentative du front unique contre-révolutionnaire des impérialistes balkaniques et internationaux doit être réalisé aux dépens des masses populaires des Balkans. . .

Lors de la conférence balkanique qui vient d'avoir lieu, les vieux antagonismes impérialistes se manifestèrent une fois de plus. . .

La Ligue constate que seul le front unique révolutionnaire des ouvriers, des paysans et des nations opprimées des Balkans et la lutte contre la domination des oppresseurs, contre le régime de dictature fasciste dans les Balkans, contre les agents des grandes puissances impérialistes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la Fédération des Républiques balkaniques libres des paysans et des ouvriers, est la seule issue à la crise et la véritable voie pour l'union et la libération des peuples balkaniques. . .



Belgique

La lutte contre l'oppression nationale en Belgique.

Vers la mi-novembre, un soldat de nationalité flamande fut condamné à cinq mois de prison pour refus d'obéissance.

Après le procès, une manifestation de protestation à laquelle participèrent plus de 500 flamands fut dispersée par la police. A Hassel, plus d'un millier de «Jeunes gardes flamands» manifestèrent devant une caserne où était emprisonné un soldat flamand, parce qu'il s'était refusé de saluer le drapeau belge.

A Ledeberg également, une démonstration flamande fut brutalement dispersée par la police.

Italie

L'oppression des Slovènes en Italie.

Le 4 décembre commença à Rome le procès contre le second groupe d'ouvriers et de paysans slovènes prévenus de haute trahison.

Le premier groupe d'accusés avaient été jugés en septembre dernier. 4 d'entre eux avaient été condamnés à mort et exécutés un jour après le verdict tan-

dis que dix autres avaient été condamnés à de longues peines d'emprisonnement. 60 personnes en tout sont poursuivies, dont 20 sont en fuite.

Pologne

Pogromes en Pologne.

Depuis plusieurs semaines sévit en Pologne une excitation scandaleuse contre les juifs. Dans les quartiers des juifs, les boutiques et les maisons sont mises au pillage et les habitants maltraités. A Cracovie, des démonstrations antisémites furent menées par des agents de police. A Vilna, deux commissaires de police furent destitués parce qu'ils avaient été trop sévères avec des étudiants antisémites. A travers le pays, des conférences sont organisées dans lesquelles les gardes blancs entourés d'officiers de l'armée polonaise font des discours sur la guerre contre la Russie qui a été construit en Angleterre pour le compte de Soviétique et la lutte contre les juifs, appelant ouvertement à l'organisation de pogromes.

Tchécoslovaquie

Un congrès de la minorité hongroise en Tchécoslovaquie.

Le 30 septembre dernier et les premiers jours d'octobre, les étudiants et les jeunes ouvriers hongrois tinrent un congrès à Bratislava, où fut surtout représentée l'organisation des intellectuels de la minorité hongroise «Sarlo» (la faucille). 51 délégués participèrent à ce congrès, qui avait pour but de créer un contact avec les jeunes ouvriers de Tchécoslovaquie et un front unique des organisations intellectuelles de l'Europe orientale. L'organisation «Sarlo» veut unir dans un front unique avec les intellectuels, la minorité prolétarienne hongroise, les paysans hongrois en Tchécoslovaquie. Il y fut aussi question entre autres, du problème agraire et des minorités nationales des pays de l'Europe orientale. Un comité fut nommé ayant pour tâche l'exécution du programme de Sarlo.

Une section de jeunesse fut également fondée sous le nom «Amitié Rouge».

Ukraine et Russie blanche occidentales

Arrestations en masses, procès politiques et condamnations à mort en Ukraine et Russie Blanche occidentales, occupées par la Pologne.

Au cours des deux dernières semaines, des arrestations en masses furent opérées dans de nombreux districts. A Javorov et Kovel, tous les fonctionnaires de la coopérative ukrainienne ont été arrêtés: A Vilna, (Russie Blanche), 30 personnes ont été également arrêtés le 6 octobre. A Novogrodek, un procès politique où étaient impliqués 24 personnes se termina par la condamnation de deux accusés à 6 ans, 4 à 4 ans, 5 à 3 ans et 11 à 2 ans de prison. A Berezany, 8 jeunes gens furent condamnés à resp. 7, 5 et 4 ans de travaux forcés. A Lemberg, il y eut en octobre 5 procès politiques.

Comme il est connu, la loi martiale a été introduite en Pologne en septembre dernier. Presque tous les «délits» sont maintenant du ressort des cours martiales. Ces tribunaux fascistes ont déjà commencé leur travail. A Glubokoje un russe blanc fut traduit devant la cour martiale condamné à mort et pendu. A Lemberg, à Sambor, partout, les verdicts de ferreur sont prononcés.

Condamnations à mort et exécutions en Ukraine et Russie Blanche occidentales

Le grand procès de Lemberg s'est terminé par un verdict de mort contre Dacyszyn, 15 ans de détention pour Malymkiu, 8 ans pour Knysz et de deux à trois ans pour tous les autres prévenus.

A Czortkov, la cour martiale condamna Ivan Skorubskij inculpé d'«espionnage» en tant que communiste. La condamnation à mort fut prononcée le 25 et il fut exécuté le 26 novembre. Le 27 novembre 7 ouvriers et paysans russes blancs accusés également d'«espionnage» ont été exécutés.

A Skala, en Russie Blanche, des arrestations en masses ont été opérées à la fin du mois dernier.

Makedonsko Delo

(L'Oeuvre Macédonienne),

Paraissant deux fois par mois
en langue bulgare.

Sixième année

Adresse:

Anton Kubiznak

Postamt 110, Postfach 59.

Vienne, Autriche.

Une année 5 frs or

Balkansko

Sdrougénéié

(Balkan Unification),

Organe de l'Union populaire
macédonienne en Amérique

Première année.

Adresse:

BALKAN UNIFICATION

2888 18th St.

Detroit, Michigan

Etats-Unis d'Amérique

Une année 1 dollar

Svobodna Dobroudja

(La Dobroudja Libre)

Hebdomadaire
sur des questions nationales,
paraissant en bulgare.

Adresse:

SVOBODNA DOBROUDJA

SOFIA.

Une année 160 leva

Dobroudjansko Znamé

(Le Drapeau Dobroudjanais)

Organe de l'Union des jeunes
dobroudjanaises en Bulgarie.

Adresse:

Dobroudjansko Znamé

Maison Coopérative,

Rue Alabinska 37

Sofia, Bulgarie.

Liria Kombétare

(La Liberté nationale)

Organe hebdomadaire du Comité alba-
nais de l'Emancipation nationale

Sixième année.

Adresse

L. K. Imprimerie Sonor-S. A.

48 Rue du Stand

Genève, Suisse.

Une année: 10 frs suisses

Six mois: 6 frs suisses

Propriétaire, Editeur et Gérant
responsable: Oskar Kleindienst,
Frankfurt a. M., Zeil 97
Imprimerie: Rhein-Main-Druck
AG., Frankfurt a. M., Allemagne,
Große Friedeberger Straße 32